

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



27
septembre
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 27 Septembre 2024
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

24CP07-1 Adhésion du Département du Cantal à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-2 Convention de partenariat entre l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme et le Conseil départemental du Cantal pour la mise en place d'une étude sur le parcours d'achat des clientèles en situation de handicap

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-3 France Tourisme Observatoire : Conventions cadre 2023-2025 Région Auvergne-Rhône-Alpes et technique 2024 relatives à l'observatoire mutualisé du locatif

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention cadre

ANNEXE - Convention technique

24CP07-4 Convention de mise à disposition de locaux au Pôle universitaire d'Aurillac au profit de l'Université Clermont Auvergne

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-5 Les rendez-vous étudiants 2024

ANNEXE - Délibération

24CP07-6 Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Subvention à l'Association Tradition Salers

ANNEXE - Délibération

24CP07-7 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

24CP07-8 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP07-9 Route départementale n°926 - Contournement de Murat - Acquisition d'une propriété mise en vente par la SAFER

ANNEXE - Délibération

24CP07-10 Déclassement et cession d'un délaissé au profit de tiers sur la Commune de Saint-Santin-de-Maurs suite à l'aménagement de la route départementale n° 45

ANNEXE - Délibération

24CP07-11 Déclassement et cession d'un délaissé au profit de tiers sur la Commune de Boisset suite à l'aménagement de la route départementale n° 64

ANNEXE - Délibération

24CP07-12 Déclassement et cession de délaissés au profit de tiers sur les communes de Boisset, Saint-Étienne-de-Chomeil et Saint-Julien-de-Toursac suite à l'aménagement des routes départementales n° 64, 205 et 133

ANNEXE - Délibération

24CP07-13 Transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n° 2 à la Commune de Pleaux

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Délibération Commune de Pleaux

ANNEXE - Plan cadastral

24CP07-14 Transfert de domanialité de délaissés de la route départementale n° 922 à la Commune de Madic

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Délibération Commune de Madic

ANNEXE - Plan cadastral

24CP07-15 Aménagement des Routes Départementales n°22 et n°4 - Communes de Meallet et Clavières - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP07-16 Convention de partenariat entre le Conseil départemental et le Dispositif d'Appui à la Coordination du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-17 Convention partenariale relative à la mise en œuvre d'un dispositif de simplification administrative dans le cadre de la démarche Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-18 Convention d'attribution d'une subvention à l'UDAF du Cantal dans le cadre à l'appel à projets 2024-2027 : "Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal " - Axe 3, fiche action 3.2 du pacte des Solidarités

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-19 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès : réhabilitation du réservoir de la Conche à Vic-sur-Cère

ANNEXE - Délibération

24CP07-20 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Aménagement du sentier autour du lac de Saint-Etienne Cantalès

ANNEXE - Délibération

24CP07-21 Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2023 Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges - Modification de subvention

ANNEXE - Délibération

24CP07-22 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

ANNEXE - Délibération

24CP07-23 Favoriser le remplacement des agriculteurs - Subvention au Service de Remplacement Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP07-24 Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de Saint-Flour Communauté 2024-2027

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-25 Convention de mise à disposition d'un local au sein de la MSD de Mauriac en faveur de l'Association Tutelaire du Cantal (AT 15)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

CANTAL INNOVANT

24CP07-26 SDNE : Développement des usages - Appel à projets 2024
"Pimp my screen"

ANNEXE - Délibération

Convention et annexe 1

24CP07-27 Acquisition d'une parcelle au Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes pour la construction du Pôle d'Excellence de Microbiologie Industrie Innovation (PEM2I)

ANNEXE - Délibération

CANTAL RESPONSABLE

24CP07-28 Convention de partenariat entre le Département et les neuf établissements publics de coopération intercommunale cantaliens pour la mise en œuvre et le financement d'un service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le Cantal pour l'année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Convention CABA

ANNEXE - 2- Convention CC Châtaigneraie Cantalienne

ANNEXE - 3- Convention CC Cère et Goul en Carladès

ANNEXE - 4- Convention Saint-Flour Co

ANNEXE - 5- Convention Hautes Terres Co

ANNEXE - 6- Convention CC Pays de Mauriac

ANNEXE - 7- Convention CC Pays de Gentiane

ANNEXE - 8- Convention CC Pays de Salers

ANNEXE - 9- Convention CC Sumène Artense

24CP07-29 Convention partenariale avec la Fédération Régionale des Chasseurs AuRA et acte d'engagement avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux AuRA

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention FRC AuRA

ANNEXE - 2-Acte engagement LPO AuRA

24CP07-30 Convention entre Sumène-Artense Communauté, la Communauté de Communes du Pays de Salers, la Commune d'Anglards-de-Salers et le Conseil départemental du Cantal concernant des travaux de lutte contre la renouée au pont de Pépanie (RD n°212)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-31 Etude préalable aux travaux de renaturation du ruisseau de Montirin à Champs-sur-Tarentaine

ANNEXE - Délibération

24CP07-32 Convention relative à la réalisation de travaux de mise en conformité des réseaux d'assainissement entre la Commune de Ydes et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - convention

ADMINISTRATION GENERALE

24CP07-33 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

24CP07-34 Mise à la réforme du matériel appartenant au Département

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste matériel

24CP07-35 Convention de mise à disposition de locaux entre le Département du Cantal et l'Association des Maires du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP07-36 Transfert de garantie d'emprunt au bénéfice de l'Association Centre les Bruyères à Paulhenc

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-1

Adhésion du Département du Cantal à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°23CD05-1 du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions de Conseil départemental relatif à l'attractivité et la solidarité économique et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

- APPROUVE l'adhésion du Conseil départemental du Cantal à la Chaire "Attractivité & Nouveau Marketing Territorial" pour une durée d'un an à compter de la date de la signature de la convention de partenariat et le versement de la cotisation d'un montant total de 10 000 €.

- APPROUVE les termes de la convention de partenariat jointe en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **DESIGNE** Monsieur le Président du Conseil départemental comme représentant du Conseil départemental du Cantal auprès de la Chaire. Il pourra être suppléé par Monsieur Didier ACHALME, premier Vice-Président lors du Comité d'orientation.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011, fonction 60 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial.
« PARTENAIRE OFFICIEL »

Convention N° 2024-IMPGT-002-CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

Entre :

Aix-Marseille Université,

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel
SIRET : 130 015 332 00013/ Code APE : 8245Z Enseignement supérieur
Dont le siège social se situe Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille
cedex 07 Représentée par son Président, Monsieur Eric BERTON
Agissant au nom et pour le compte de la composante Institut de Management Public et
Gouvernance Territoriale (IMPGT), 21 rue Gaston de Saporta, 13100 Aix en Provence,
représenté par son Directeur, Monsieur Christophe ALAUX, et plus précisément de la
Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial, représentée par son Directeur,
Monsieur Christophe ALAUX.
Ci-après désignée « La Chaire »

D'une part,

Et

Le Conseil départemental du Cantal

Collectivité territoriale
SIRET : 22150001000014

Dont le siège social se situe 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC
Représentée par M. Bruno FAURE, en sa qualité de Président
Ci-après désigné « **CD 15** »,

D'autre part,

Le CD 15 et la Chaire sont dénommés ensemble « les Parties » et individuellement
« une/la Partie ».

Préambule

Le CD 15 qui développe des actions de marketing territorial en France et à l'international,
est en recherche permanente d'informations sur les évolutions et les meilleures pratiques
du marketing territorial en général et sur les nouvelles stratégies de marque en particulier.
Dans ce cadre, il souhaite contribuer au développement des activités de l'Institut de
Management Public et Gouvernance Territoriale à travers la Chaire Attractivité et Nouveau
Marketing Territorial.

La Chaire est cofondée par des collectivités territoriales et portée par l'IMPGT d'Aix-
Marseille Université. Elle s'inscrit dans la politique scientifique de l'UFR et du CERGAM. Elle
a été créée avec plusieurs objectifs principaux :

- § Faire de l'appartenance au territoire une source de création de valeur pour tous les
acteurs du territoire ;

- § Assurer une veille sur la recherche et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde ;
- § Améliorer la formation et le partage d'information sur le marketing territorial le plus innovant et performant ;
- § Favoriser la mise au point de nouveaux modèles et outils opérationnels de marketing territorial ;
- § Former de futurs responsables ou cadres d'agences d'attractivité et de marketing territorial par un enseignement de qualité, pluridisciplinaire, très axé sur le terrain au travers d'un Master 2 Attractivité & Marketing Territorial (niveau 7 dans la nomenclature des diplômes / BAC+5)

La Chaire affiche une grande ambition : se positionner comme un leader européen de la recherche et de l'enseignement sur le marketing territorial innovant et performant.

La Chaire, qui se positionne comme une « Chaire de territoires » dans l'esprit des « Chaires d'entreprise », se caractérise par trois points :

- § Elle s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour promouvoir l'offre des pays ou des territoires, pour faire venir des personnes (économie résidentielle, tourisme de loisirs, tourisme d'affaires, grands événements culturels, sportifs ou business) ou des capitaux (recherche d'investisseurs et de créateurs d'entreprises) et pour les maintenir sur le territoire ;
- § Elle est orientée vers l'innovation et les nouvelles pratiques du marketing territorial dans la mesure où celles-ci semblent performantes ;
- § Elle s'inscrit dans une approche « opérationnelle » de l'attractivité et du marketing territorial tant dans son enseignement (assuré essentiellement par des professionnels et basé sur des cas concrets et des retours d'expérience), dans sa recherche universitaire (accès à des synthèses portant sur une recherche opérationnelle, sur l'actualité et les meilleures pratiques internationales du marketing territorial) que dans le colloque annuel (échange et partage d'expériences concrètes entre professionnels).

ARTICLE 1 : OBJET

Le **CD 15** devient partenaire officiel de la Chaire.

La présente convention a pour objet de préciser la nature et les modalités du partenariat entre le **CD 15 et la Chaire**.

ARTICLE 2 : PROGRAMME ET ENGAGEMENT DE LA CHAIRE

La Chaire repose sur trois piliers :

1. Formation.

Elle se développe à travers d'une part le Master 2 mention Management Public « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » qui porte sur l'ensemble des secteurs du marketing territorial et est exclusivement assuré par des universitaires et des professionnels issus de collectivités territoriales ou de cabinets conseils spécialisés et, d'autre part, la formation spécifique d'élus et techniciens à la demande (formation habilitée par la CFNEL).

Le Master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial est dispensé dans le cadre de la formation continue, initiale et par alternance (contrat d'apprentissage et/ou de professionnalisation).

2. Recherche appliquée et publications

Elle diffuse les travaux de recherche universitaire sur le sujet : rédaction et publication de mémoires professionnels, de working papers, des communications, des articles, des ouvrages et des doctorats sur ces différents sujets. Elle identifie et analyse les nouvelles pratiques de marketing innovant et performant dans le monde pour en tirer des enseignements opérationnels pour les collectivités territoriales et les acteurs de

l'attractivité et, ainsi, réfléchir à de nouveaux modèles stratégiques et opérationnels de marketing territorial ;
 Pour cela, la Chaire réalise une veille permanente sur la recherche universitaire et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde.
 La Chaire publie tout au long de l'année des synthèses des réalisations les plus remarquables, au travers de Best Practices.

3. Place Marketing Forum

Le Place Marketing Forum est une rencontre internationale, organisée par la Chaire, chaque année, qui s'est donnée pour objectif de présenter, échanger et récompenser les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde.

Les orientations stratégiques de la Chaire sont définies par les fondateurs en liaison avec les partenaires officiels dans le cadre du Comité d'orientation de la Chaire.

La Chaire s'engage à :

- D'une part à réunir au moins une fois par an les partenaires officiels de la Chaire (avec les fondateurs) pour présenter le bilan de la Chaire et définir avec eux les orientations de l'année suivante ;
- Et d'autre part à les consulter, chaque fois que cela sera nécessaire, sur toute décision majeure qui engagerait la stratégie et l'avenir de la Chaire.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

1. Le CD 15 bénéficiera, en tant que partenaire officiel de la Chaire, des possibilités et services suivants :

Veille – Benchmark – Etudes

- § L'accès exclusif à la Veille, réalisée par les experts de la Chaire (études, fiches veille, sélection des meilleures pratiques étudiées en France et à l'International, enregistrées dans notre base, tout au long de l'année ...) ;
- § La priorité d'accès à toutes les publications développées dans le cadre de la Chaire par les titulaires de la Chaire, les enseignants-chercheurs, les étudiants, les experts et intervenants extérieurs ;

Evènementiel - Rencontres

- § L'obtention de places gratuites et de tarifs préférentiels pour le forum annuel (Place Marketing Forum).
 Le #PMF est le rendez-vous phare des nouvelles tendances et pratiques du marketing territorial en France et à l'international, permettant le retour d'expérience, le partage et l'échange avec d'autres territoires performants dans le monde ;
- § La faculté de candidater à l'accueil du Place Marketing Territorial et de remettre un Place Marketing Award à l'un des lauréats ;
- § La faculté d'impliquer les experts de la Chaire aux travaux qui sont menés localement dans le territoire sur le champ du marketing territorial et de l'Attractivité
- § La mobilisation (en fonction des thématiques de travail) des experts partenaires et fondateurs sur les événements tel que : #PMF, Mooc, Think Tank, master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial et toutes autres manifestations que la Chaire pourrait être amenée à organiser ;

Stratégie – Communication & Rayonnement

- § Une participation aux Comités d'orientation ;
- § L'utilisation du statut de « partenaire officiel de la Chaire » et de son logo dans sa communication ;
- § La présence de son nom et/ou de son logo, suivant le contexte, sur les principaux documents d'information et de communication de la Chaire ainsi que sur ceux transmis aux médias lors du colloque annuel (Place Marketing Forum) ;

- § La mise en « lumière » du territoire lors des événements de la Chaire et/ou lors de présentations de pratiques & études.

Formation & Emploi

- § La possibilité, lorsque les auditeurs du master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial n'ont pas choisi leur thème de mémoire, de proposer des axes de recherche les projets du **CD 15** ;
- § La perspective de diffuser dans le réseau, les offres d'emploi ou de stage relevant du marketing territorial et de l'attractivité ;
- § La faculté d'être accompagné dans le sourcing de candidats de l'IMPGT et de bénéficier des premiers conseils d'ordre administratifs ou législatifs lors des embauches en contrat d'apprentissage et /ou de professionnalisation sur les postes relevant du champ de l'attractivité territoriale ;

2. Le **CD 15** confirme son souhait de s'inscrire dans une démarche à long terme et s'engage :

Stratégie & Communication

- § À développer tous ses efforts pour soutenir la Chaire dans ses différentes actions ;
- § À diffuser l'information de sa participation à la Chaire dans ses propres outils d'information et de communication ;
- § À promouvoir les activités de la Chaire dans son propre réseau de partenaires/membres...
- § À nommer un(e) « élu(e) » du territoire, qui sera le (la) « référent(e) » dans le Club des élus ». Les objectifs du Club des élus visent une meilleure connaissance des territoires entre eux, la création de réseau, le partage de pratiques et le cas échéant la constitution de groupes de travail prospectif ou de tribunes dans le champ de l'attractivité territoriale ;
- § À « encourager/mobiliser » les élu.e.s du territoire à participer au place marketing forum et tout événement œuvrant/favorisant les actions en faveur du marketing territorial et de l'attractivité ;
- § Être force de proposition pour la mobilisation d'experts du territoire en vue de contribuer aux missions de la Chaire ;

Formation & Emploi

- § À soutenir la Chaire et plus particulièrement le Master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial, dispensé notamment par la voie de l'apprentissage (communication, information & relais dans les réseaux, sourcing de candidats, recrutement...)

ARTICLE 4 : PILOTAGE

La Chaire est pilotée par un Comité d'orientation et un Conseil scientifique présidés par le Directeur de la Chaire.

1- Le comité d'orientation

Le Comité d'orientation regroupe les membres fondateurs et les membres partenaires. Seuls les membres fondateurs disposent d'un droit de vote. Ce comité propose les grandes orientations pour la Chaire à la majorité simple.

Le **CD 15** nommera une personne qui le représentera auprès de la Chaire ; cette personne pourra se faire remplacer dans le Comité d'orientation.

2- Le conseil scientifique

Le Conseil scientifique est composé d'experts et d'enseignants-chercheurs nommés par le Directeur de la Chaire. Il propose des orientations pour la politique de recherche de la Chaire, en cohérence avec le Comité d'orientation.

3- La direction de la Chaire

La Direction de la Chaire se compose d'un poste de Directeur et de postes de chargés de missions.

- Après avis du Comité D'orientation de la Chaire, le nom de la personne qui a été proposée pour assurer la Direction de la Chaire est soumis au vote du Conseil d'UFR. En cas d'absence de majorité simple, le Directeur de l'IMPGT peut proposer d'autres noms qu'il soumet au vote. La nomination est ensuite effectuée par le Président de l'Université.

- Le mandat de Directeur de la Chaire prend fin en cas de démission de ce dernier ou de nomination d'un nouveau Directeur par le Conseil d'UFR.

- Le Directeur de la Chaire propose des nominations autour de différentes missions relatives à la Chaire. Le conseil d'UFR de l'IMPGT est amené à statuer sur ces propositions. Ces missions prennent fin lors de sa démission ou lors de la nomination d'un nouveau Directeur.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT ET GESTION

La Chaire est financée essentiellement par les fondateurs, les partenaires, les frais de formation des auditeurs du Master et les revenus du colloque annuel.

Le CD 15 s'engage à verser 10 000 € HT (dix mille euros) pour l'année de partenariat.

Le règlement est annuel et aura lieu sur présentation par l'IMPGT d'un appel de fonds dès signature de la convention des parties et à chaque date anniversaire (date d'anniversaire étant la date de signature de la convention par l'ensemble des parties). Le **CD 15** se libérera de la somme due en effectuant un règlement par virement bancaire via la plateforme Chorus Pro, paiement qui devra faire l'objet au préalable d'un bon de commande ou d'une lettre d'engagement au nom de : l'Agent comptable de l'Université d'Aix-Marseille, Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille cedex 07. Le virement bancaire s'effectue sur le numéro de compte de l'Université d'Aix-Marseille :

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	13000	00001020067	80

Domiciliation
TPMARSEILLE

IBAN (International Bank Account Number)						
FR76	1007	1130	0000	0010	2006	780

BIC (Bank Identifier)
TRPUFRP1

Information importante : Les frais de transport et d'hébergement des représentants des fondateurs/partenaires sont à la charge de chacun d'entre eux pour tous les événements et réunions organisés par la Chaire A&NMT.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La **présente convention est conclue pour une durée de 1 an**. Elle **prendra effet à compter de la date de signature par l'ensemble des parties** et peut être dénoncée fin d'année, trois mois avant la date anniversaire par lettre recommandée avec accusé réception.

ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Chacune des parties détermine, au sein de sa structure, les moyens de traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la mise en œuvre du présent partenariat.

Chacune des parties s'engage notamment :

- à respecter ses obligations en matière de traitement des données personnelles, telles que définies dans la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « informatique et libertés » et le règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 ;
- à veiller à ce que tout traitement de données à caractère personnel dont elle a le contrôle, (ce qui inclut la collecte, le stockage, l'échange, l'enregistrement, l'organisation, l'interrogation, l'élaboration, la modification, la sélection, l'extraction, la comparaison, l'utilisation, l'interconnexion, le blocage, la communication, la diffusion, l'effacement et la destruction) soit conforme aux dispositions des textes précités.

Les parties mettront en œuvre, au sein de leur structure, des mesures techniques et organisationnelles destinées à protéger les Données à caractère personnel qu'elles contrôlent contre toute destruction accidentelle ou illicite, ou contre toute perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé.

Les parties ne pourront utiliser de données à caractère personnel dans le cadre de ce partenariat, que sous réserve et conformément aux informations loyales qu'elles auront préalablement fournies aux personnes concernées.

Les coordonnées des délégués à la protection des données sont les suivantes :

pour le **CD 15** :

pour la Chaire : la saisine se fait par ticket helpdesk à l'adresse suivante :
<https://ent.univ-amu.fr/esup-helpdesk/stylesheets/welcome.faces>

ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les publications et documents issus de la Chaire peuvent être utilisés par le **CD 15** sans restriction d'utilisation sous réserve de mentionner le nom de l'auteur et de la Chaire comme source d'origine.

ARTICLE 9 : SUIVI DE LA CONVENTION

Les parties désignent chacune un responsable de la bonne exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements prévus au titre de la présente convention par l'une des Parties, ladite convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie à l'échéance d'un délai de 15 jours suivant une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ce, sans préjudice des dommages et intérêts que la Partie lésée serait en droit de réclamer.

ARTICLE 11 : DIFFERENDS

Tout différend né de l'interprétation et/ou de l'exécution du contrat donne lieu à une tentative d'accord amiable entre les parties.

A défaut d'accord amiable dans un délai de trois (3) mois, le litige est porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Marseille.
La présente convention est soumise à la loi française.

- Fait en trois exemplaires originaux à Marseille, le _____

Pour le Conseil départemental du Cantal Le Président	Pour Aix-Marseille Université Le Président
Bruno FAURE	Eric BERTON
Visa du Directeur de l'IMPGT et de la Chaire	
Christophe ALAUX	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-2

Convention de partenariat entre l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme et le Conseil départemental du Cantal pour la mise en place d'une étude sur le parcours d'achat des clientèles en situation de handicap

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le projet pour le Cantal 2021-2030 et son plan d'actions ;

Vu la délibération n°23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant le budget et le programme de soutien en faveur du Tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **DECIDE** de participer à la mise en oeuvre de l'étude sur le parcours des personnes en situation de handicap pour l'achat de leurs séjours touristiques. Le montant de la participation s'élève à 2 000 € HT, soit 2 400 € TTC.

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec l'Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme encadrant la réalisation de cette étude dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant de 2 400 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 617, fonction 633 du Budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**Auvergne
Rhône-Alpes**
Tourisme



CONVENTION DE PARTENARIAT

Mise en place d'une étude sur le parcours d'achat des clientèles en situation de handicap

Entre

L'Agence Régionale du Tourisme d'Auvergne-Rhône-Alpes représentée par son directeur, Romain Vuilleminaz,

ci-après dénommé : Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme ,

D'une part,

Et

Le Conseil départemental du Cantal, sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par le Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente en date du 27 septembre 2024,

ci-après dénommé : le Département,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

CONTEXTE DE L'ETUDE

Dans un contexte de recherche constante d'inclusion et d'accessibilité dans le secteur touristique, Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme souhaite approfondir sa compréhension du parcours d'achat des personnes en situation de handicap et de leurs proches lorsqu'ils planifient et réalisent un séjour touristique.

L'enquête n'étant pas à visée régionale, la proposition a été faite d'associer d'autres partenaires (CRT et ATD).

Sur la base d'une note d'intention, les agences touristiques d'Occitanie, de Nouvelle-Aquitaine, de Bretagne, de la Loire et le département du Cantal, se sont déclarées intéressées par le projet.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités du partenariat entre le Département et Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme, pilote du déploiement de cette étude.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS DE L'ETUDE

Dans un contexte de recherche constante d'inclusion et d'accessibilité dans le secteur touristique, cette étude à venir vise à approfondir notre compréhension du parcours d'achat des personnes en situation de handicap et de leurs proches lorsqu'ils planifient et réalisent un séjour touristique.

ARTICLE 3 – LES PARTENAIRES DE L'ETUDE

La liste des partenaires, avec le budget associé, est la suivante :

- Participation financière Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme : 21 000 € HT
- Participation souhaitée par partenaire :
 - 5 000 € HT par région participante (Bretagne, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie)
 - 2 000 € HT par Département d'Auvergne-Rhône-Alpes participant (Cantal, Loire)

Budget global de l'opération (estimation) : 40 000 € HT

ARTICLE 4 – MISE EN OEUVRE DU PARTENARIAT

Un répertoire SharePoint a été partagé avec le groupe de travail, en vue de mutualiser documents et ressources. Des points réguliers seront proposés au groupe projet par visio-conférence.

Le groupe projet est constitué de :

- Jessica Viscaert pour le CRT Bretagne
- Philippe Tarricq et Catherine Thiou pour le CRT Nouvelle-Aquitaine
- Séverine Senac pour le CRT Occitanie

- Dorothée Marion pour Loire Tourisme
- Marie-Claude Magne et Pascale Martin pour le Département du Cantal
- Carole Duverney pour Savoie-Mont-Blanc Tourisme

- Céline Coudouel, Thomas Ducloutier et Christelle Lepoutre pour Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme

Le rôle d'Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme :

Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme assure le pilotage global de l'enquête et l'animation des partenaires. Il porte la consultation de l'enquête.

A l'issue de l'étude, l'ART assurera l'analyse des données avec l'aide de ses partenaires, et la préparation des supports de présentation des résultats.

Les résultats feront l'objet d'une présentation par le bureau d'études aux partenaires. Ils pourront également faire l'objet de présentations plus globales lors de différentes manifestations.

Le rôle des partenaires :

Les partenaires contribueront à la rédaction des différents documents nécessaires à la bonne réalisation de ce projet :

- Consultation / cahier des charges
- Choix du bureau d'études, analyse des offres
- Guides d'entretien et questionnaires
- Interprétation des résultats

ARTICLE 5 – CALENDRIER INDICATIF ET LIVRABLES ATTENDUS

- 27 mars : réunion de lancement avec les partenaires
- 23 avril : corrections du cahier des charges (sur la base d'un envoi préalable)
- Mi-mai mise en ligne sur achats publics et envoi à des bureaux d'études
- Mi-Juin : dépouillement et grille d'analyse, réunion de concertation
- 2^{ème} quinzaine de juin – mi-juillet : élaboration du questionnaire
- Été – octobre 2024 : terrain
- Novembre - décembre : rendu des résultats

L'ART Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme remettra aux partenaires :

Avant :

- La note d'intention
- La consultation / cahier des charges
- La grille d'analyse des offres
- Les réponses à la consultation

Pendant :

- Les questionnaires et guides d'entretien

Après :

- La base de données au format Excel
- Un support PowerPoint avec les résultats clés de cette étude.

Une conférence de presse pourra éventuellement être organisée.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION FINANCIERE

Le budget de cette étude s'élève à 40 000 € HT.

La participation pour le Conseil départemental du Cantal est de 2000 € HT. Le paiement de la prestation se fera sur facture à l'issue de la remise des résultats.

Le versement sera effectué au compte ouvert au nom de Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme

N° IBAN : FR8440031006900000445287G95
BIC : CDCGFRPPXXX

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

La première communication de cette étude se fera avec l'ensemble des partenaires.
Par la suite, les partenaires pourront librement communiquer sur les résultats de cette étude mais s'engagent à respecter la mention de la source suivante : étude sur le parcours d'achat des clientèles en situation de handicap / Partenariat CRT Bretagne, CRT Occitanie, CRT Nouvelle-Aquitaine, Conseil Départemental du Cantal, ATD Loire / Exploitation Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme.
Dans tous les documents de 4 pages ou plus, il devra être fait mention de l'ensemble des partenaires.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS ET AJOUTS

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois à partir de la date de la signature par les partenaires. Les sommes dues restent exigibles au-delà de la date de fin de la présente convention.
Les dispositions aux règles de communication ont une durée illimitée.

ARTICLE 10 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception motivant la cause de la résiliation valant mise en demeure.

ARTICLE 11 – LITIGES

Tout litige intervenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention, ou à l'occasion de l'interprétation de ses dispositions, fera l'objet d'une recherche de conciliation. En cas de désaccord persistant, les juridictions compétentes seront saisies.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental du
Cantal,

Le Directeur d'Auvergne-Rhône-Alpes
Tourisme,

Monsieur Bruno FAURE.

Monsieur Romain Vuillerminez.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-3

France Tourisme Observatoire : Conventions cadre 2023-2025 Région Auvergne-Rhône-Alpes et technique 2024 relatives à l'observatoire mutualisé du locatif

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le projet pour le Cantal 2021-2030 et son plan d'actions ;

Vu la délibération n°23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant le budget et le programme de soutien en faveur du Tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **DECIDE** de collaborer à la mise en place de France Tourisme Observatoire piloté par Atout France en partenariat avec les acteurs institutionnels du Tourisme et de participer au dispositif d'observation de l'offre locative.

- **APPROUVE** la convention cadre France Tourisme Observatoire 2023-2024 et la convention technique relative à l'observatoire mutualisé du locatif dont les projets sont joints en annexe.

- **VALIDE** la participation financière d'un montant de 1 200 € TTC pour la licence FTO partagée entre les partenaires et d'un montant de 2 400 € TTC pour la mutualisation de la mission d'observation de l'offre locative.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

La dépense d'un montant de 3 600 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 617, fonction 633 du Budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION CADRE FRANCE TOURISME OBSERVATION 2023 – 2025

RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ATOUT FRANCE

Groupement d'Intérêt Economique,

Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 340 709 211,

Dont le siège social est situé 200/216 Rue Raymond Losserand - CS 60043 - 75680 Paris Cedex 14 (France),

Représenté par Madame Caroline LEBOUCHER, en qualité de Directrice Générale, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommé « **Atout France** »,

Et

ADN Tourisme

Association Loi 1901

La Fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme

Dont le siège social est situé 15 avenue Carnot 75017 PARIS

Représentée par Monsieur Stéphane VILLAIN, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé « **ADN Tourisme** »

Et

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES TOURISME

Association Loi 1901

Dont le siège social est situé 11 bis quai Perrache 69002 Lyon

Représentée par Monsieur Romain Vuilleminaz, en qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Collectivité territoriale

Dont le siège social est situé, Hôtel du département, 28 avenue Gambetta – 15015 Aurillac Cedex

Représenté(e) par Monsieur Bruno FAURE, en qualité de Président, dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Ci-après dénommés les « **Partenaires Territoriaux** » dans la présente convention.

D'autre part.

Ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » soit l'ensemble des partenaires de cette présente convention.

PREAMBULE

Le tourisme, dont la France cherche à renforcer son leadership mondial, souffre depuis plusieurs années d'un déficit en matière d'observation touristique (manque de données de cadrage, hétérogénéité des méthodes, ...). Or l'accès aux données de qualité et le partage de celles-ci sont indispensables pour défendre la compétitivité et l'attractivité de la Destination France, pour évaluer les impacts économiques, sociaux et environnementaux de la filière, et suivre les progrès de la transition durable du tourisme.

L'observation touristique en France est répartie entre plusieurs niveaux : à l'échelle nationale, avec les institutions statistiques majeures (INSEE, Banque de France...) ainsi qu'Atout France, et à l'échelle territoriale par les Comités Régionaux du Tourisme (CRT), les Agences de Développement Touristiques départementales (ADT) et nombre d'Offices de Tourisme (OT), fédérés et représentés par leur fédération nationale, ADN Tourisme et sa Commission Observation.

Face aux difficultés rencontrées, et à l'opportunité offerte par le Plan Destination France (avec une mesure dédiée pilotée par Atout France), les acteurs de l'observation ont décidé de se rapprocher et de mutualiser des moyens pour trouver des synergies et travailler à une démarche collective visant à améliorer la connaissance du tourisme, à l'échelle nationale et aux différents niveaux territoriaux au travers du projet « **France Tourisme Observation** », plateforme nationale et territoriale de l'observation touristique française.

France Tourisme Observation, est donc à la fois une **démarche partenariale** visant à favoriser le plus possible les synergies (optimisation de l'accès aux datas publiques existantes, maîtrise et partage des méthodes de production des données, partage de données et d'analyses au sein d'un collectif, création de nouveaux champs d'observation, réalisation d'économies d'échelle au travers de marchés communs...) et une **plateforme technologique** performante et sécurisée permettant l'entreposage, le traitement, la data visualisation des données partagées.

Pilotée par Atout France, la démarche a pour ambition d'associer étroitement les observatoires territoriaux du tourisme, sur la base du volontariat, afin de co-crée un dispositif à forte valeur ajoutée pour l'ensemble des échelons du national au local. C'est pourquoi ADN Tourisme est un partenaire important d'Atout France dans la co-construction de France Tourisme Observation. Le projet vise à fédérer le plus possible les acteurs vers des démarches communes tout en respectant les besoins de chacun, leurs propres observatoires et les dynamiques territoriales et ne vise aucun cas à se substituer aux observatoires territoriaux qui restent libre de participer ou non aux différents dispositifs proposés dans un système « à la carte ».

Après une phase de cadrage, réalisée en concertation avec les acteurs et une première année d'expérimentation en 2021 ayant permis de définir les spécifications techniques du projet et les premiers cas d'usage, France Tourisme Observation a accueilli ses premiers utilisateurs territoriaux en 2022 dans le cadre du lancement du Baromètre National de l'Hôtellerie de Plein Air.

En 2023, fort de l'intégration de nouvelles données, France Tourisme Observation entre dans une phase charnière de déploiement auprès de l'ensemble des acteurs territoriaux du tourisme (CRT, ADT et OT) désireux d'intégrer la démarche et d'être co-acteurs de sa montée en puissance au cours des prochaines années.

Dans ce contexte, et pour une meilleure connaissance collective du tourisme, les Parties se sont rapprochées en vue de :

- **Mieux se coordonner** pour acquérir ensemble des données, les partager et améliorer la production collective d'indicateurs du tourisme ;
- **Améliorer l'intelligence économique collective** en regroupant et en croisant les données dans une même plateforme FTO et en produisant des analyses comparatives ;
- **Favoriser les acquisitions, les productions, les analyses de données** en matière d'Observation du tourisme et notamment sur les dimensions territoriales ou sectorielles ;
- **Acquérir collectivement des données**, les traiter, les analyser, les visualiser sous forme de tableau de bord, les partager entre les partenaires, les diffuser ;

- **Veiller à trouver les meilleures synergies entre les échelons territoriaux** pour la production d'indicateurs harmonisés et comparables ;
- **Réaliser des économies d'échelle** au travers de commandes groupées.

Dans la poursuite de ces objectifs, les Parties ont convenu, par la présente convention cadre, des modalités techniques et organisationnelles de mise en œuvre du projet France Tourisme Observation (ci-après « FTO »), lequel comprend à la fois la réalisation d'actions communes et notamment des dispositifs d'observation communs, et l'accès à la plateforme France Tourisme Observation (ci-après la « Plateforme FTO »).

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1ER : OBJET ET HIÉRARCHIE CONTRACTUELLE

1.1 OBJET

La présente convention cadre a pour objet de définir les conditions selon lesquelles :

- les Parties mettent en place des actions communes, notamment des dispositifs d'observation communs, et mutualisent des moyens humains et financiers pour la réalisation desdites actions ;
- Atout France octroie l'accès aux autres Parties à la Plateforme FTO ;
- ainsi que les obligations des Parties qui en découlent.

1.2 HIÉRARCHIE CONTRACTUELLE

La présente convention cadre est composée :

- Du présent document
- De l'annexe 1 : conditions financières et liste des utilisateurs de la Plateforme FTO. De convention expresse, cette annexe a vocation à être actualisée annuellement. Pour ce faire, Atout France communique l'annexe mise à jour aux Parties au plus tôt, et au plus tard le 31 octobre de chaque année, ce afin de respecter les calendriers budgétaires des Partenaires Territoriaux.
- De l'annexe 2 : conditions générales d'utilisation de la Plateforme FTO.

La présente convention cadre a vocation à être complétée par des contrats d'application spécifiques à chaque action mise en œuvre dans le cadre du projet FTO, notamment des conventions techniques encadrant la mise en œuvre de dispositifs d'observations communs tels que des baromètres. Ces contrats d'application spécifiques et/ou conventions techniques ont valeur d'annexe à la présente convention.

Pour le cas où certaines des stipulations résultant de la présente convention et de ses annexes s'avéraient être contradictoires, elles prévalent dans l'ordre suivant :

- 1°) Annexe 1 et 2 ;
- 2°) Contrat d'application spécifique et/ou convention technique ;
- 3°) Le présent document.

ARTICLE 2 : STIPULATIONS RELATIVES AUX MODALITÉS D' ACTIONS EN COMMUN

2.1 FORMES D' ACTIONS EN COMMUN

Sur la base du volontariat, le projet FTO a pour vocation première de mettre en œuvre, parmi divers types d'actions en commun, des dispositifs d'observation communs dont l'objet est l'observation du marché du tourisme au plan national et/ou territorial, tels que, à titre d'exemple, le « *Baromètre des intentions de départ des français* ».

Dans le cadre du projet FTO, les Parties peuvent également mettre en œuvre, sur la base du volontariat, toute autre action en commun poursuivant au moins l'un des objectifs énumérés en préambule de la présente convention cadre.

Conformément à l'article 1.2 des présentes, les modalités de mise en œuvre d'un tel dispositif d'observation ou de toute action en commun feront l'objet d'un contrat d'application spécifique, ou convention technique, annexé à la présente convention cadre, que les Parties s'engagent à respecter, en sus des dispositions de l'article 2.2 de la présente convention cadre.

2.2 OBLIGATIONS DES PARTIES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS EN COMMUN

Les Parties s'engagent, outre leurs obligations issues des contrats d'application spécifiques et/ou conventions techniques, à se conformer, au titre d'une obligation de moyens, aux engagements suivants.

2.2.1. Obligations d'Atout France

Atout France s'engage à :

- **Animer le collectif** France Tourisme Observation via ses différents organes de gouvernance (Comité Stratégique, Comité de Pilotage et Groupes de Travail), en collaboration avec ADN Tourisme et notamment la commission Observation d'ADN Tourisme ;
- **Déployer la feuille de route** France Tourisme Observation proposée par le Comité de pilotage et validée par le Comité Stratégique : lancement et suivi des démonstrateurs, développements de projets data dans la plateforme, mobilisation de partenaires extérieurs ;
- **Proposer annuellement une grille** détaillant les contenus et les tarifs des différentes prestations disponibles dans FTO, au plus tard au mois de septembre 2023, et en juin à partir de 2024 ;
- **Ouvrir le nombre d'accès à la plate-forme France Tourisme Observation demandés par les Partenaires** signataires, et formalisés dans la Convention Technique dédiée ;
- **Mettre en place un dispositif de suivi** et d'assistance aux utilisateurs de la plate-forme ;
- A la demande des partenaires, et selon les priorités de la feuille de route définie par la gouvernance FTO, **assurer le rôle de coordinateur de groupements de commandes** afin de piloter des achats mutualisés ;
- **Réaliser l'ensemble des tâches attribuées à Atout France** définies dans les Conventions Techniques relatives aux projets mutualisés ;
- **Mettre à disposition les jeux de données brutes et les données retraitées** sous la forme de visualisations tels que définis dans les Conventions Techniques relatives aux projets mutualisés ;
- **S'appuyer sur les CRT pour la coordination des dispositifs** sur les territoires, cette mission pouvant également être remplie par les ADT auprès des OT selon les organisations propres à chaque territoire.

En outre, il est rappelé qu'Atout France a contractualisé avec le prestataire en charge de l'hébergement et des développements de la Plateforme FTO, et qu'après une phase de définition et de sélection du prestataire en 2021, la

société Cleyrop a été sélectionnée. A ce titre Atout France s'engage à acheter annuellement les licences d'utilisation de la Plate-forme FTO à Cleyrop via l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP).

2.2.2. Obligations d'ADN Tourisme

ADN Tourisme s'engage à :

- **Représenter les Partenaires Territoriaux**, adhérents d'ADN Tourisme, partenaires de France Tourisme Observation et signataires de cette convention cadre (recueil des besoins, sensibilisation, animation du réseau), notamment au travers de sa participation au Comité Stratégique, au Comité de Pilotage et aux groupes techniques auxquels elle participe ;
- **Assurer l'information des organismes institutionnels de tourisme partenaires** de FTO et plus largement de son réseau ;
- **Soutenir le déploiement de FTO** notamment en aidant à la diffusion et à la signature de la présente Convention ;
- **Être à l'écoute et intervenir si nécessaire** dans les meilleurs délais sur demande de l'une des Parties en cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du dispositif dans un territoire ;
- **Collaborer avec Atout France dans l'animation du collectif** France Tourisme Observation et sa gouvernance ;
- **Mettre à disposition des moyens humains** pour l'animation et le suivi du projet ;
- **Assurer, si nécessaire, dans le cas où un CRT ne serait pas partenaire de France Tourisme Observation**, la subsidiarité en jouant le rôle de coordonnateur auprès des ADT et OT de la région concernée afin que ceux-ci puissent accéder à FTO (voir le rôle défini ci-après). Toutefois, si la charge assumée par ADN Tourisme devenait trop importante en termes de ressources humaines, d'autres solutions seraient à envisager avec les partenaires en bonne intelligence.

2.2.3. Engagements des Partenaires Territoriaux

Les Comités Régionaux du Tourisme s'engagent à agir en tant que coordonnateurs de France Tourisme Observation au sein de leur région. A ce titre, et ce en bonne intelligence avec les ADT et OT de leur région, ils s'engagent à :

- **Partager l'information à l'ensemble des Partenaires Territoriaux** concernant FTO avec l'appui d'ADN Tourisme et d'Atout France ;
- **Assurer le recueil et la remontée des besoins** des partenaires ;
- **Faciliter l'identification et la remontée des difficultés éventuelles** ;
- **Transmettre à Atout France les besoins en achats de données et souhaits de participation** à des observatoires de l'ensemble des partenaires ADT et OT de leur périmètre ;
- **S'acquitter des factures annuelles auprès d'Atout France et coordonner les facturations annuelles** liées à France Tourisme Observation auprès de leurs partenaires infra-régionaux respectifs ;
- **Coordonner la répartition des co-financements** au regard des pratiques propres à chaque Région.

Selon les organisations locales, et en accord avec leur CRT, les ADT peuvent également assurer ce rôle de coordonnateur auprès des Offices de Tourisme de leur périmètre. Les CRT et ADT sont tenus de se coordonner sur ce point afin d'éviter les multiples sollicitations.

L'ensemble des partenaires territoriaux s'engagent par ailleurs à **faire remonter annuellement leurs besoins en achats de données et leurs souhaits de participation à des observatoires mutualisés dans le cadre des conventions techniques, via les CRT et les ADT selon les organisations territoriales**

2.3 GOUVERNANCE DU PROJET FTO

Il est convenu de manière expresse par les Parties que la mise en œuvre de la présente convention est supervisée par :

- **Le Comité Stratégique de France Tourisme Observation**, en charge de la définition de la feuille de route et de la validation du protocole de conventionnement, composé notamment d'Atout France, d'ADN Tourisme, de la Direction Générale des Entreprises, de l'INSEE, de la Banque de France et de la Banque des Territoires.
- **Le Comité de Pilotage de France Tourisme Observation**, en charge de la remontée des besoins des acteurs territoriaux, coordonnés par les CRT, de l'opérationnalisation de la feuille de route et du suivi des travaux, composé d'Atout France, d'ADN Tourisme et des membres de la Commission Observation d'ADN Tourisme.
- **Les Groupes de Travail Techniques**, en charge de la mise en œuvre technique des projets, de l'écriture et du suivi des Conventions Techniques, composé d'Atout France, d'ADN Tourisme et de Partenaires Territoriaux. Les groupes techniques seront les référents du projet pour toute évolution. Les groupes techniques pourront également accueillir d'autres partenaires ou experts qualifiés si besoin.

Les Parties s'engagent à respecter les évolutions en résultant.

ARTICLE 3 : DROITS DES PARTENAIRES ET CONDITIONS SPÉCIFIQUES D'UTILISATION DE LA PLATEFORME FTO

Dans le strict respect desdites Conditions générales et des dérogations exprimées ci-avant, Atout France met la Plateforme FTO à disposition des Parties dans les conditions suivantes :

Atout France s'engage, selon une obligation de moyens, à permettre l'accès au site 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou d'un événement hors de son contrôle et sous réserve des éventuelles pannes et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement du site et des services. Par conséquent, Atout France ne peut garantir une disponibilité de la Plateforme FTO, une fiabilité des transmissions et des performances en termes de temps de réponse ou de qualité.

Il est prévu une assistance technique vis à vis de l'utilisateur par moyens électroniques sur l'adresse email suivante : support.fto@atout-france.fr aux horaires d'ouverture habituels d'Atout France.

Les droits d'accès seront ouverts aux institutions et aux utilisateurs listés en Annexe 1.

ADN Tourisme, en tant que partenaire fédéral dispose d'un accès à la plate-forme France Tourisme Observation à titre gracieux au regard des engagements de la fédération dans l'animation du dispositif, et bénéficie d'un droit d'usage des données, notamment à des fins de communication, dans le respect des règles définies dans les conventions techniques et l'Annexe 2.

Les Partenaires Territoriaux peuvent :

- **Participer, s'ils le souhaitent, aux observatoires mutualisés mis en place par le collectif France Tourisme Observation**, sous réserve de participation financière au projet, via le paiement des droits d'accès à la plate-forme et des cofinancements propres à chaque observatoire mutualisé, et définis dans les conventions techniques dédiés ;
- **Faire remonter, via les CRT (ou leur ADT selon les organisations), leurs souhaits et leurs besoins en termes d'acquisitions de données et d'implication dans le collectif ;**
- **Utiliser les données produites et disponibles dans France Tourisme Observation**, dans le cadre des conditions d'utilisation propres à chaque jeu de données, pour nourrir leurs propres observatoires territoriaux ;

- **Valoriser et communiquer les données issues de ces observatoires, sous ces mêmes réserves en mentionnant comme source "France Tourisme Observation".**

L'ensemble de ces droits sont soumis à la signature des Conventions Techniques propres à chaque observatoire (exemple : Hôtellerie de Plein Air) qui définiront les conditions d'accès techniques et financières à ces outils, ainsi que les règles et principes d'usages à respecter pour chaque outil, et qui primeront sur les droits cités plus haut.

Les Partenaires territoriaux pourront, dans le strict respect des conditions d'exploitation fixées en Annexe 2, et, le cas échéant, des conventions techniques propres à chaque observatoire, utiliser quatre types de données au sein de la Plateforme France Tourisme Observation :

- **Les données partagées**, regroupant les indicateurs et données mises à disposition par Atout France (en particulier les données de conjoncture nationale) ;
- **Les données cofinancées**, produites dans le cadre des observatoires mutualisés (Hôtellerie de Plein Air, Intentions de Voyage, Observatoire du Locatif...) ;
- **Les données fournies**, correspondant aux données déposées par les Partenaires Territoriaux afin d'alimenter des observatoires mutualisés ou des projets de démonstrateurs ;
- **Les données publiques**, accessibles en open data et déposées dans FTO afin de produire des nouveaux tableaux de bord (exemple : données INSEE structurelles ou sur la fréquentation).

Les grands principes d'exploitation de ces jeux de données sont définis en Annexe 2 de la présente convention, et pour les données cofinancées au sein des conventions techniques propres à chaque observatoire, les conditions d'utilisation variant selon les outils.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4.1 DURÉE

La présente convention-cadre prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023, pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2025 inclus. Elle n'est pas renouvelée tacitement.

De convention expresse, le présent article ne s'applique pas à la participation aux différents observatoires et autres actions communes, lesquels feront l'objet de contrats d'application spécifiques et/ou conventions techniques, sur la base du volontariat conformément à l'article 1.2.

Les Parties s'engagent, en fin d'année 2023, à se rencontrer en vue de procéder de bonne foi à une évaluation globale du projet FTO, laquelle pourra donner lieu, le cas échéant, à des ajustements sous forme d'avenants.

4.2 CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent, pendant toute la durée des présentes et une période subséquente de deux ans, pour quelque cause que ce soit, à la confidentialité la plus totale, en s'interdisant de divulguer, directement ou indirectement, quelques informations, connaissances ou savoir-faire concernant les modalités et les résultats des présentes et/ou issues de la négociation des présentes, en particulier les prix, les fournisseurs, prestataires et fichiers clients (ci-après les « informations confidentielles »), à moins que lesdites informations confidentielles, ne soient tombés dans le domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire en vertu d'un règlement particulier ou d'une injonction administrative ou judiciaire.

Les Parties s'engagent également à mettre en œuvre toute mesure technique de protection des informations confidentielles, et à exiger de la part de leurs préposés et sous-traitants éventuels la même obligation de confidentialité.

4.3 COMPORTEMENT LOYAL ET DE BONNE FOI

Les Parties s'engagent à toujours se comporter l'une vis-à-vis de l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi, et notamment, à porter sans délai à la connaissance de l'autre Partie, tout différend ou toute difficulté qu'elles pourraient rencontrer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

4.4 MODIFICATIONS ET AJOUTS

Toute modification et/ou ajout à cette convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé par les Parties.

4.5 RÉSILIATION

4.5.1. Inexécution

La présente convention pourra être résiliée par anticipation, par l'une ou l'autre des Parties, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, avec un préavis de 2 mois donné au plus tard le 31 octobre de chaque année. L'ensemble des montants contractualisés sur une année, que ce soit pour les accès FTO demandés sur une année ou les outils faisant l'objet d'une convention technique, seront dus.

La présente convention pourra également être résiliée en cas d'inexécution grave de l'une des quelconques obligations y figurant et/ou de l'une des quelconques obligations inhérentes à l'activité exercée.

À cet effet, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, le comité de pilotage se réunira dans les plus brefs délais pour amorcer des démarches de conciliation. En l'absence de mesures rectificatives, la convention pourra être résiliée de plein droit par les autres parties à l'expiration d'un délai de trente (30) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet, sans qu'il soit besoin de procéder à aucune autre formalité.

4.5.2. Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation, un bilan des opérations réalisées à la date de la résiliation sera effectué de bonne foi par les Parties afin de déterminer les sommes dues par l'une ou l'autre des Parties, étant entendu que toute action en commun d'ores et déjà réalisée devra être financée au prorata des contributions versées par chaque Partie dans le cadre de la réalisation des présentes.

4.6 FORCE MAJEURE

Les Parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution ou des retards dans l'exécution d'une de leurs obligations prévues à la présente convention si cette inexécution est due à la force majeure ou au cas fortuit. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français ainsi que : les grèves totales ou partielles, lock-out, intempéries, blocage des moyens de transport ou d'approvisionnement pour quelque raison que ce soit, tremblement de terre, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, restrictions gouvernementales ou légales notamment pour toute raison sécuritaire et/ou sanitaire, dont pandémie, modifications légales ou réglementaires, blocage des télécommunications, blocage indépendant de la volonté des Parties empêchant l'exécution normale des présentes, retrait des accords des gestionnaires participants, cette liste n'étant pas exhaustive.

Le cas fortuit ou de force majeure suspend les obligations nées de la présente convention pendant toute la durée de son existence. Les obligations ainsi suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de la (des) cause(s) de non-exécution ou retard auront pris fin, dans un délai qui sera défini d'un commun accord par les Parties.

Dans l'éventualité où un cas fortuit ou de force majeure viendrait à différer l'exécution des obligations prévues à la présente convention, d'une période supérieure à trente (30) jours, chacune des Parties pourra résilier la convention par

courrier recommandé avec avis de réception, sans pouvoir exiger de l'autre Partie une quelconque indemnisation, sauf à établir la faute de celle-ci.

4.7 CESSION ET TRANSMISSION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention étant conclue intuitu personae, chaque Partie s'interdit de la céder ou de la transférer, de quelque manière que ce soit, sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

4.8 DIVISIBILITÉ

L'annulation de l'une des stipulations de la présente convention n'entraînerait l'annulation de celle-ci dans son ensemble, que pour autant que la stipulation litigieuse puisse être considérée, dans l'esprit des Parties, comme substantielle et déterminante, et que son annulation remette en cause l'équilibre général de la convention.

En cas d'annulation d'une des stipulations de la présente convention, considérée comme non substantielle, les Parties s'efforceront de négocier une clause économiquement équivalente.

4.9 INTÉGRALITÉ

La présente convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties et annule et remplace l'ensemble des discussions, négociations, ententes et accords oraux ou écrits précédents concernant son objet.

4.10 LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCES

La présente convention est soumise au droit français. Elle a été rédigée en langue française. En cas de traduction, seule sa version française fait foi.

Tout litige intervenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention ou à l'occasion de l'interprétation de ses dispositions, fera l'objet d'une recherche d'un accord à l'amiable. Pour ce faire, la Partie s'estimant lésée fait part de ses griefs à la Partie qu'elle estime en tort par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de désaccord persistant dans un délai d'un mois à compter de la réception dudit courrier, sauf disposition légale contraire, le litige pourra être porté devant la juridiction compétente du ressort de la Cour d'appel de Paris.

Fait à Paris, le 23 août 2024.

Pour **Atout France**

La Directrice Générale

Caroline LEBOUCHER

Pour **ADN Tourisme**

Le Président

Stéphane VILLAIN

Pour **les Partenaires territoriaux** :

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES TOURISME

Représenté par Monsieur Romain Vuillermoz, en qualité de Directeur Général,

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Représenté(e) par Monsieur Bruno FAURE, en qualité de Président

ANNEXE 1 : CONDITIONS FINANCIÈRES ET LISTE DES UTILISATEURS DE LA PLATEFORME FTO

1. Conditions financières

1.1 Principes

Sauf disposition contraire, les prix s'entendent hors taxes, en euros et sans escompte.

Sur une base annuelle, en mars, les Partenaires Territoriaux, par l'intermédiaire des Comités Régionaux du Tourisme, font remonter à Atout France :

- Les besoins en nombre d'accès à la plate-forme France Tourisme Observation. Pour 2023, le nombre d'accès est défini dans la présente Convention, et pourra être ajusté annuellement par voie d'amendement.
- Les Conventions Techniques signées par les Partenaires Territoriaux de sa Région, couvrant :
 - Les données que chaque partenaire souhaite acquérir
 - Les participations aux observatoires mutualisés.
- Les Conventions Techniques signées engagent les partenaires sur une année sur leur participation aux achats mutualisés, acquisition de données et implication dans des observatoires.
- Sur la base de la grille tarifaire fournie par Atout France, le montant financier global consolidé correspondant aux licences, achats et prestations demandés pour le CRT et l'ensemble des Partenaires Territoriaux de sa Région.

La répartition des co-financements entre les partenaires CRT, ADT et OT est coordonnée par le CRT avec les partenaires territoriaux au regard des pratiques propres à chaque Région.

1.2 Grille tarifaire

Deux types d'accès sont proposés à la plate-forme France Tourisme Observation :

- Un accès « viewer », ou « utilisateur simple », qui ouvre un accès aux données, aux visualisations des observatoires (via le logiciel Toucan Toco), et à l'ensemble des outils d'exportation des contenus (fichiers source, captures, embed...).
- Un accès « user », ou « utilisateur avancé » qui au-delà des services de l'accès « viewer » ouvre la possibilité de créer de nouveaux projets en toute autonomie (collecte automatisée, studio de data-science, création d'applications Toucan Toco).

Pour l'année 2024, la contribution financière au dispositif est la suivante à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes :

- Socle d'accès avec 5 licences 13000 € HT
- 1^{er} pack additionnel 5 licences 3700 € HT
- 2^{ème} pack 5 licences 2100 € HT

soit un total de licences d'accès France Tourisme Observation pour 18 800 € HT co-financé par à hauteur de 1000 € HT par chacun des partenaires territoriaux départementaux.

La tarification cible pour l'année 2025 n'est pas encore fixée, tous les efforts seront faits pour rester dans les mêmes ordres de grandeur, à prestation équivalente, avec l'année 2024.

1.3 Modalités de paiement des Partenaires Territoriaux

Atout France émettra une facture annuelle correspondant au total des prestations, achats de données et licences demandées par un CRT pour son territoire. La facture annuelle sera transmise au mois de juin 2024.

1.4 Modalités de règlement

A titre dérogatoire aux conditions générales de services d'Atout France et, à titre exceptionnel, la date d'échéance est portée à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture. Le règlement sera effectué par le CRT dans ce délai, par virement au compte ouvert au nom d'Atout France, un code leur sera spécifié sur la facture qu'ils devront reporter sur leur règlement.

En cas de retard de paiement, des pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire, le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Les pénalités sont calculées selon un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Dans ce cas, le taux applicable pendant le premier semestre de l'année concernée est le taux en vigueur au 1er janvier de l'année en question. Pour le second semestre de l'année concernée, il est le taux en vigueur au 1er juillet de l'année en question.

2. Liste des utilisateurs de la Plateforme France Tourisme Observation

Atout France mettra à disposition des Partenaires Territoriaux 1 droit d'accès. Ces droits d'accès sont valables un an, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les droits d'accès seront ouverts aux institutions et utilisateurs listés ci-dessous :

Organisme	Adresse	Utilisateur (Nom / Prénom)	Adresse mail
Conseil départemental du Cantal	Hôtel du département, 28 avenue Gambetta – 15015 Aurillac Cedex	MARTIN Pascale	pmartin@cantal.fr

Dès signature de la convention, Atout France enverra dans un délai d'une semaine le couple utilisateur/mot de passe et le kit d'accès à France Tourisme Observation aux utilisateurs cités ci-dessus.

ANNEXE 2 : CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DE LA PLATEFORME FTO

1. Les présentes Conditions Générales d'Utilisation ont pour objet de régir les conditions dans lesquelles :

- le Partenaire utilise la plateforme France Tourisme Observation au cours de l'année 2023 ;
- le Partenaire peut utiliser les données accessibles dans la plate-forme France Tourisme Observation, dans le cadre défini par la convention cadre et les conventions techniques propres à chaque outil.
- Atout France peut utiliser les données fournies par le Partenaire pour les besoins de la plateforme France Tourisme Observation, avec l'accord des Partenaires.

2. Il est expressément stipulé que le présent accord est conclu dans le cadre du lancement expérimental de la plateforme France Tourisme Observation pour la durée de la présente convention.

1. DEFINITIONS

Conditions Générales : les présentes conditions générales de mise à disposition de la Plateforme auprès du Partenaire et d'acquisition des Données Fournies par Atout France.

Conditions d'Utilisation : les conditions d'utilisation de la Plateforme et des Contenus par le Partenaire comprenant notamment le nombre d'accès concédés, le périmètre du droit d'utilisation de la Plateforme concédé et les modules de la Plateforme accessibles et le prix de l'abonnement.

Contenu(s) Partagés : les données et informations accessibles sur la Plateforme, propriété d'Atout France ou de ses prestataires, mises à disposition par Atout France, sous quelque forme que ce soit, pouvant par exemple prendre la forme de données chiffrées, de statistiques, de représentation graphique, d'études, d'analyse, de schémas, d'analyses, de conseils, de résultats d'études, de bases de données (incluant la sélection, le traitement, l'organisation, la classification et le séquençage des données et informations au sein desdites bases de données), les études statistiques, les indicateurs, les rapports, les résumés, les commentaires, les discussions, les conseils ou les analyses.

Contenu(s) Cofinancés : données et informations accessibles sur la Plateforme issues d'un observatoire mutualisé ou d'un achat groupé régi par une Convention Technique France Tourisme Observation. Ces Contenus Cofinancés peuvent prendre la même forme que les Contenus Partagés.

Données Fournies : données et informations transmises par un Partenaire afin d'alimenter le catalogue de données de France Tourisme Observation et/ou un observatoire mutualisé dédié. Les contenus, modalités de partage et conditions d'utilisation des Données Fournies seront détaillés dans les Conventions Techniques dédiées.

Données Publiques : données en open data intégrées dans France Tourisme Observation afin d'alimenter un baromètre ou un ensemble de tableaux de bord (exemple : données INSEE).

Cleypop ou la société Cleypop : la société éditrice de la solution logicielle de type SaaS (Software as a Service) qu'elle met à disposition d'Atout France afin de permettre à Atout France d'utiliser et exploiter la Plateforme dans le cadre d'un contrat de licence. La société Cleypop assure pour le compte des Utilisateurs, conformément au contrat de licence conclu avec Atout France, les prestations d'hébergement, de maintenance et de sécurité de la Plateforme.

Partenaire : personne morale partie à la Convention Cadre.

Partie(s) : Atout France et/ou le Partenaire.

Plateforme : plateforme numérique, mise à disposition à titre expérimental et hébergée par l'intermédiaire d'une solution logicielle de type SaaS (Software as a Service) fournie par la société Cleypop,

accessible via une connexion internet et accessible par voie d'abonnement payant permettant aux Utilisateurs de consulter des informations relatives au tourisme français, européen et mondial, prenant notamment la forme de textes, graphiques, tableaux de bord, données statistiques ou données chiffrées.

Utilisateurs : les utilisateurs autorisés, signataires de la convention cadre et des conventions techniques associées, ayant accès au Contenu de la Plateforme.

2. OPPOSABILITE DES CONDITIONS GENERALES

En signant la Convention Cadre, chaque Partie reconnaît avoir pris connaissance et accepté les présentes Conditions Générales d'Utilisation.

3. OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

3.1. Le Partenaire s'engage à se conformer à la Convention Cadre et en particulier aux Conditions d'Utilisation de la Plateforme, à respecter les droits de propriété intellectuelle et industrielle d'Atout France et des tiers. Le Partenaire s'interdit d'effectuer toute opération pouvant porter atteinte ou nuire à Atout France, aux Contenus Partagés ou aux Contenus Cofinancés et/ou à la Plateforme, notamment en violant les droits de propriété intellectuelle ou industrielle afférents.

3.2. Le Partenaire s'engage à faire respecter la Convention Cadre par tous Utilisateurs et bénéficiaires sous son contrôle direct ou indirect (notamment agents, représentants, prestataires de services, associés, dirigeants, préposés, employés).

3.1. Le Partenaire s'engage à fournir et transmettre à Atout France les données nécessaires à la mise en place des projets, telles que définies dans les conventions techniques associées (« Données Fournies »). Le Partenaire s'engage à ne fournir aucune donnée personnelle au sein des Données Fournies. Dans le cas contraire, il s'engage à prévenir par écrit Atout France avant la transmission des données concernées et à respecter la réglementation applicable.

4. OBLIGATIONS D'ATOUT FRANCE

4.1. Atout France s'engage à respecter les obligations dont elle est débitrice en application de la Convention Cadre. En particulier, Atout France s'engage à respecter ses obligations en lien avec la Plateforme et les informations y étant mises à disposition du Partenaire, définies aux articles 5 et 6. Atout France s'engage à mettre la Plateforme à disposition du Partenaire dans les conditions prévues par la Convention Cadre.

4.2. Atout France s'engage à collaborer avec le Partenaire aux fins de permettre la bonne transmission et réception des Contenus Partagés et des Contenus Cofinancés. Atout France s'engage à ne pas utiliser les données fournies par le partenaire autrement que dans le cadre des utilisations expressément autorisées dans les conventions techniques.

4.3. Atout France s'engage à faire respecter la Convention Cadre par tous utilisateurs et bénéficiaires sous son contrôle direct ou indirect (notamment agents, représentants, prestataires de services, associés, dirigeants, préposés, employés).

5. FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME

5.1. Mise à disposition de la Plateforme

Les Parties reconnaissent que la Plateforme est mise à disposition du Partenaire à titre expérimental et que de ce fait son fonctionnement peut connaître certaines limitations ou dysfonctionnements liés au caractère expérimental du projet. Atout France fait ses meilleurs efforts pour atténuer lesdits dysfonctionnements.

Atout France met à la disposition du Partenaire et des Utilisateurs

autorisés les fonctionnalités de la Plateforme sélectionnées par le Partenaire et précisées dans les Conventions Techniques, sous réserve du respect de la Convention Cadre et notamment des Conditions d'Utilisation par le Partenaire. Atout France s'engage à fournir et transmettre au Partenaire les informations et données dans les conditions prévues par la Convention Cadre et les Conventions Techniques, dans le respect notamment des conditions techniques, de délai, de forme et de contenus, pour la durée de la mise à disposition.

Il est expressément stipulé que le Partenaire n'a accès qu'aux fonctionnalités de la Plateforme prévues dans les Conventions Techniques.

Atout France garantit au Partenaire la jouissance paisible de la Plateforme, des Contenus Partagés et des Contenus Cofinancés. Atout France transmet des Contenus fiables, légaux, précis et justes et fait ses meilleurs efforts pour vérifier en amont de la publication que les Contenus Partagés ne comportent pas d'erreur ou d'inexactitude grossière. La responsabilité de la vérification de fiabilité des Contenus Cofinancés est définie dans chaque Convention Technique dédiée.

Atout France s'engage à :

- à mettre à disposition la Plateforme et les Contenus avec tout le soin requis et dans les règles de l'art applicables à sa profession ;
- à assurer l'hébergement de la Plateforme, qui sera assuré par l'intermédiaire de la société Cleypop dans des conditions de sécurité physique et logique conformes aux normes et usages applicables ;
- à effectuer des prestations de support et de maintenance, qui seront assurées par l'intermédiaire de la société Cleypop.

Les prestations de maintenance, de support et d'hébergement de la Plateforme, seront assurées conformément aux termes et conditions de la société Cleypop. La société Cleypop pourra modifier ces conditions en cours de Convention auquel cas le Partenaire sera notifié par Atout France. Cette modification ne donnera pas droit à la résiliation de la Convention.

5.2. Conditions d'Utilisation

5.2.1. Conditions d'Utilisation de la Plateforme

Atout France concède au Partenaire un droit personnel, non-cessible d'utilisation de la Plateforme, sur le territoire de la France, selon les Conditions d'Utilisation prévues dans la présente Convention Cadre, à titre non-exclusif, pour la durée de la Convention, sous réserve du respect de la Convention par le Partenaire. Le Partenaire accède à la Plateforme via une connexion sécurisée avec un identifiant et un mot de passe (ainsi que d'un deuxième couple identifiant / mot de passe pour la première authentification).

Les droits d'Utilisation concédés portent sur la Plateforme ainsi que toutes éventuelles évolutions et les Contenus. Seul le Partenaire, incluant l'utilisation par les Utilisateurs autorisés précisés dans la Convention Technique dédiée, bénéficie des droits d'utilisation de la Plateforme et des Contenus.

Le Partenaire s'engage :

- à respecter le périmètre des droits qui lui sont accordés sur la Plateforme précisés dans la Convention et à ne rien faire ou omettre de faire de nature à détourner l'utilisation autorisée ;
- à n'utiliser la Plateforme que pour les besoins de son activité et s'interdire d'en faire bénéficier directement ou indirectement à des tiers autres que ceux cités dans la Convention Cadre ou les Conventions Techniques en sous-licenciant l'accès à la Plateforme ou à son Contenu Partagé ou mettant le Contenu Partagé ou la Plateforme à disposition de tiers sous quelque forme que ce soit, à titre gratuit ou onéreux. Le Partenaire pourra partager les Contenus

Cofinancés auprès d'autres structures sous réserve de conformité avec les conditions d'utilisation propres à chaque observatoire ;

- à respecter la réglementation applicable et à ne pas faire un usage illégal de tout ou partie de la Plateforme ou du Contenu, à utiliser la Plateforme et le Contenu, conformément à l'ordre public et aux bonnes mœurs, de manière non abusive ou illicite ;
- à ne pas divulguer les identifiants qui lui sont transmis sauf aux Utilisateurs autorisés définis dans la Convention Technique dédiée et à faire respecter les Conditions d'Utilisation par ces derniers ;
- à avertir Atout France en cas de non-respect soupçonné ou avéré aux Conditions d'Utilisation par le Partenaire ou tout tiers et/ou en cas de risque soupçonné ou avéré, quel qu'il soit pour la Plateforme, tel que le vol des identifiants ou une faille de sécurité ;
- à ne pas apporter volontairement de perturbations au bon fonctionnement des systèmes informatiques et réseaux d'Atout France, de Cleypop, et/ou de la Plateforme, notamment par l'introduction de logiciels parasites (« virus », « chevaux de Troie », « bombes logiques », etc.) ;
- à cesser immédiatement et faire cesser l'utilisation de la Plateforme à compter de la cessation de la Convention Cadre ou de la suspension de son compte ;
- à s'interdire tous comportements de nature à interrompre, suspendre, ralentir, endommager ou empêcher l'accès à la Plateforme ou les Contenus ;
- à s'interdire toutes actions de nature à imposer une charge disproportionnée sur les infrastructures d'Atout France ou de Cleypop ;
- à s'interdire toutes atteintes aux mesures de sécurité et d'authentification ;
- à ne pas intercepter ou tenter d'intercepter des données personnelles appartenant à des tiers ;
- ne pas désactiver, altérer, démonter, décompiler, introduire des virus, effectuer des opérations d'ingénierie inverse sur la Plateforme.

5.2.2. Conditions d'Utilisation des Contenus Partagés

Atout France concède au Partenaire une licence non-exclusive, personnelle et non-cessible, d'utilisation des Contenus Partagés sur le territoire de la France pour la durée de la Convention Cadre, dans les limites décrites ci-après, sous réserve du respect par le Client de ses obligations :

- un droit de consultation et d'accès au Contenu dans son format d'origine ;
- un droit de représentation et de reproduction, de tout ou partie du Contenu, sous réserve de faire figurer la mention suivante sur chaque partie reproduite ou représentée « Source : France Tourisme Observation », aux fins de représenter le Contenu en vue d'une utilisation strictement interne par le Partenaire pour les besoins de son activité, par exemple, une formation en interne, une réunion d'information ou dans le cadre de discussions commerciales avec ses clients ou partenaires ;

Le Partenaire s'interdit de commercialiser, céder, transmettre ou remettre à des tiers les Contenus Partagés ou toute donnée y étant contenue, sous quelque forme et dans quelque support que ce soit, à titre onéreux ou gratuit.

5.2.3. Conditions d'Utilisation des Contenus Cofinancés

Le Partenaire est propriétaire des contenus cofinancés propres à son territoire. Il a un usage libre de ces données. Le Partenaire peut céder, transmettre ou remettre à des tiers les données faisant l'objet d'une Convention Technique spécifique, selon les conditions d'utilisation et de communication définies dans les Conventions Techniques propres à chaque observatoire. ...)

Toute communication devra faire figurer la mention suivante sur chaque partie reproduite ou représentée : « Source : Partenaire territorial x France Tourisme Observation ».

5.2.4. Conditions d'Utilisation des Données Publiques

L'ensemble des Données Publiques (de source INSEE par exemple)

sont libres de droits et peuvent être utilisées, exploitées et valorisées par le partenaire sans aucune restriction. Toute communication devra faire figurer la mention suivante sur chaque partie reproduite ou représentée : « Source : Nom du fournisseur, France Tourisme Observation ».

dommages directs ou indirects découlant d'erreurs ou d'inexactitudes affectant les Contenus.

Le Partenaire reconnaît qu'il relève de sa seule responsabilité de vérifier que les Contenus sont exacts, fiables et/ou correspondent à ses besoins et fait son affaire personnelle de toute étude ou analyse complémentaires nécessaires.

Atout France ne pourra pas être tenu responsable de tous dommages directs ou indirects causés du fait de l'utilisation par le Partenaire de la Plateforme et/ou du Contenu, y compris les conséquences découlant de décisions prises par le Partenaire sur la base des Contenus, et/ou découlant de l'utilisation des Contenus ou de la Plateforme en violation de la Convention Cadre ou des droits des tiers.

Le Partenaire indemniserait Atout France de l'intégralité du préjudice subi, y compris les préjudices immatériels, financiers et/ou d'image, du fait du non-respect des Conditions d'Utilisation de la Plateforme ou du Contenu et/ou du fait de la violation du droit des tiers par l'utilisation de la Plateforme et/ou du Contenu.

6. RESPONSABILITE ET GARANTIES

6.1. Stipulations générales

Chaque Partie respectera les dispositions légales et réglementaires applicables et ses obligations contractuelles définies aux présentes. Chaque des Parties assumera seule les conséquences de la violation par elle des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Sous réserve des stipulations spécifiques prévues aux articles 6.2 et 6.3 ou de toute stipulation contraire de la Convention, qui prévaudront sur la présente clause, chacune des Parties supportera les conséquences des dommages qui lui sont directement imputables, susceptibles d'être causées à l'autre Partie et/ou causées aux tiers et découlant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de la Convention. La responsabilité d'une Partie pourra être recherchée uniquement en cas de dommages directs, à l'exclusion des dommages indirects, qu'elle pourrait causer à l'autre Partie.

Aucune Partie ne pourra être tenue responsable des dommages financiers ou immatériels causés à l'autre Partie tels que notamment la perte de profit et/ou de chiffres d'affaires, perte de données, perte d'opportunités commerciales, perte de chance ainsi que de l'atteinte à l'image ou à la réputation de la Partie. Le montant des dommages-intérêts qui pourraient être dus ne pourra excéder, tous sinistres confondus, le montant total du prix payé par Atout France au titre de la Convention.

6.2. Stipulations spécifiques relatives aux Données Fournies

Des données et informations pourront être fournies par les partenaires et partagées via FTO (« Données Fournies »). Dans ce cas de figure, le Partenaire garantit à Atout France la jouissance paisible des Données Fournies dans les conditions prévues par la Convention Cadre. Le Partenaire s'engage à partager uniquement des données pour lesquels il est autorisé à effectuer ce partage, déclare être titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux Données Fournies et détenir les autorisations nécessaires des titulaires des droits.

Le Partenaire indemniserait Atout France de l'intégralité du préjudice subi du fait d'un trouble de jouissance, du fait de la violation du droit des tiers par l'utilisation des Données Fournies et/ou du fait d'erreurs ou inexactitudes caractérisées affectant les Données Fournies ou d'illégalité de ces dernières.

6.3. Stipulations spécifiques relatives à l'utilisation des Contenus et de la Plateforme par le Partenaire

Le Partenaire reconnaît que les Contenus ainsi que les informations présentées sur la Plateforme, ne constituent en aucun cas des recommandations ou des conseils. Il s'agit d'informations générées sur la base d'études, de statistiques, de données chiffrées et/ou de modélisations hypothétiques ou statistiques. Ainsi, les Contenus ne visent pas l'exhaustivité et peuvent marginalement comprendre des erreurs ou inexactitudes. Sauf en cas de faute ou de négligence caractérisées, Atout France ne pourra pas être tenu responsable de tous

6.4. Stipulations spécifiques relatives au fonctionnement de la Plateforme et d'internet

La responsabilité d'Atout France ou de la société Cleypop éditant la Plateforme, ne peut pas être recherchée :

- en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement de la Plateforme, de son hébergement ou de la sécurité ;
- survenance de tout dommage qui résulterait d'une faute ou d'une négligence du Partenaire, ou que celui-ci aurait pu éviter en faisant appel aux conseils d'Atout France ;
- utilisation de la Plateforme alors qu'Atout France ou tout tiers autorisé avait recommandé la suspension ;
- en cas de virus affectant la Plateforme ou d'intrusions malveillantes de tiers ;
- en cas d'intrusions malveillantes dans le système informatique du Partenaire, le Partenaire restant seul responsable de la protection de ses systèmes informatiques contre de telles intrusions ;
- en cas d'anomalie, une défaillance ou limitations fonctionnelles de tout module tiers ou d'un produit tiers, non fourni par Atout France ou la société Cleypop, ayant une incidence sur la Plateforme ;
- en cas de suppression, altération ou perte de données du Partenaire du fait de son utilisation non-conforme de la Plateforme, de dysfonctionnements de ses équipements ou de sa connexion internet, du fait de programmes et modules tiers, et/ou faisant suite à une intervention d'Atout France ou d'un tiers prestataire désigné par le Partenaire, par Atout France ou par Cleypop, alors que le Partenaire n'aura pas pris la précaution de sauvegarder ses données préalablement à cette intervention ;
- en cas d'obsolescence des Contenus ;
- lorsque la Plateforme s'avère incompatible ou présente des dysfonctionnements avec les équipements et installations du Partenaire.

Le Partenaire déclare bien connaître les aléas d'internet, ses caractéristiques et ses limites, et reconnaît notamment :

- que les transmissions de données sur internet ne bénéficient que d'une fiabilité technique relative, et qu'elles sont susceptibles de faire l'objet de saturations à certaines périodes de la journée ;
- que les données circulant sur Internet ne sont pas protégées contre les détournements éventuels ;
- que malgré les mesures de sécurité mises en place par Atout France et la société Cleypop la Plateforme peut faire l'objet d'intrusions de tiers non autorisées ;
- que les performances de la Plateforme de bout en bout ne peuvent être garanties en termes de débit et de rapidité de transmission des données.

7. PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSION DES DROITS

ATTACHES AUX DONNEES PAR LE PARTENAIRE

7.1. Propriété intellectuelle attachée à la Plateforme et aux Contenus

Atout France est propriétaire ou le cas échéant titulaire autorisé, des marques et signes distinctifs afférents à la Plateforme, des Contenus Partagés, des développements, des programmes informatiques incluant tous codes sources et objets, algorithmes en lien avec la Plateforme, des éventuels évolutions et développements de la Plateforme et documentations techniques afférentes, des bases de données de la Plateforme, ainsi que de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle attachés à la Plateforme et aux Contenus, enregistrés ou non, dans le monde entier.

Les droits de propriétés intellectuelle des Contenus Cofinancés sont définis au sein de chaque Convention Technique.

Atout France conserve la pleine propriété et le cas échéant titularité, des Contenus, des droits attachés aux Contenus et à la Plateforme. Atout France est le producteur exclusif des bases de données présentes sur la Plateforme au sens des dispositions des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. En conséquence, toute extraction et/ou réutilisation de la ou des bases de données au sens des articles L342-1 et L 342-2 du Code de la propriété intellectuelle est interdite, sauf stipulation expresse contraire. Cette disposition ne s'applique pas aux Contenus Cofinancés et dont les droits de propriété sont définis dans la convention technique dédiée.

7.2. Cession par le Partenaire des droits attachés aux Données Fournies

Le Partenaire cède à Atout France à utiliser le droit d'utiliser les Données Fournies pour les besoins de son activité et en lien avec le déploiement et l'exploitation de la Plateforme en France selon les limitations décrites ci-après et pour une durée de dix (10) ans à compter de la fourniture des Données Fournies.

Les Données Fournies seront utilisées par Atout France pour les finalités suivantes :

- Pour le fonctionnement de la Plateforme, celle-ci ayant pour objet de constituer une aide à la compréhension et à l'analyse ainsi qu'une représentation multifactorielle de la conjoncture touristique française, européenne et mondiale, mise à la disposition des Utilisateurs ;
- Pour les besoins internes de l'activité d'Atout France comprenant la communication à ses membres de synthèses, d'études et d'analyses dont l'objet est de comprendre et appréhender la conjoncture touristique française, européenne et mondiale, comprenant tout ou partie des Données Fournies en lien ou non avec d'autres données et informations et le fonctionnement de la Plateforme.

Le détail des conditions d'utilisation et de cession des Données Fournies sera précisé dans la Convention Technique dédiée.

8. CONTROLES PAR ATOUT FRANCE – SUSPENSION DE L'ACCES A LA PLATEFORME

8.1. Atout France et le cas échéant, la société Cleyrop ont le droit d'effectuer tout contrôle de l'utilisation de la Plateforme et des Contenus par le Partenaire ou les Utilisateurs autorisés ou tout autre tiers, afin de vérifier le respect des Conditions d'Utilisation et de la Convention Cadre. La Plateforme fait l'objet d'un monitoring qui permet à Atout France et la société Cleyrop de connaître les utilisations de la Plateforme par ses Utilisateurs.

8.2. En cas de non-respect de la Convention Cadre, Atout France pourra suspendre l'accès à la Plateforme du Partenaire et des Utilisateurs autorisés par simple notification écrite et motivée, sans mise en demeure préalable. En particulier, tout retard ou incident de paiement, tout non-respect de l'obligation de fourniture des Données Fournies ou toute utilisation non-autorisée des Contenus, pourra entraîner la suspension immédiate de l'accès à la Plateforme.

8.3. Sauf en cas de manquement grave, Atout France donnera au Partenaire un préavis d'au moins quarante-huit (48) heures avant la suspension de l'accès. Les Parties feront leurs meilleurs efforts afin de remédier au manquement. En cas d'échec après un délai de trente (30) jours à compter de la première notification écrite par Atout France, celle-ci pourra résilier la Convention Cadre, sans donner lieu à une quelconque indemnisation.

9. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

9.1. Stipulations générales

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« RGPD »), ainsi que les lois françaises du 6 janvier 1978 modifiée en dernier lieu le 20 juin 2018 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

9.2. Exclusion des données personnelles au sein des Données Fournies

Le Partenaire déclare que les Données Fournies ne contiennent pas de données personnelles. Dans le cas contraire, le Partenaire s'engage à en notifier Atout France avant la communication ou la mise à disposition des Données Fournies constituant des données personnelles aux fins de permettre à chacune des Parties de conclure les accords et de réaliser les actions requises aux fins de respecter la réglementation applicable.

9.3. Traitement des données personnelles des Utilisateurs

Afin d'assurer la mise à disposition de la Plateforme auprès des Utilisateurs conformément à la Convention Cadre, Atout France traitera les données à caractère personnel des collaborateurs des Utilisateurs (notamment données de contact et de connexion). Les destinataires des données personnelles sont le personnel d'Atout France, ses prestataires de services et la société Cleyrop. La société Cleyrop comme sous-traitant s'agissant traitement des données dans le cadre des services d'hébergement, de mise à disposition et de maintenance de la Plateforme. La société Cleyrop traite les données personnelles sur instructions documentées d'Atout France. Les données personnelles sont conservées pendant toute la durée des relations contractuelles entre les Parties résultant de la Convention Cadre.

Les données personnelles sont traitées par Atout France et la société Cleyrop pendant la durée de la présente Convention Cadre pour les intérêts légitimes d'Atout France (fondé sur l'article 6.1 du RGPD), soit le bon fonctionnement de la Plateforme et de sa mise à disposition auprès des Utilisateurs et ne font l'objet d'aucun transfert.

Conformément aux dispositions en vigueur, la personne concernée par le traitement de données personnelles, dispose d'un droit de demander à Atout France l'accès, la rectification, la modification, la limitation du traitement des données personnelles la concernant ou la suppression des données la concernant par courrier électronique ou par courrier envoyé à l'adresse du siège social d'Atout France. La personne concernée peut introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Il appartient au Partenaire d'informer les personnes concernées auprès desquelles il collecte les données personnelles en vue de leur transmission à Atout France des conditions de traitement de leurs données personnelles par Atout France et de s'assurer du respect du RGPD.

**CONVENTION TECHNIQUE FRANCE TOURISME OBSERVATION 2024
RELATIVE A « L'OBSERVATOIRE MUTUALISE DU LOCATIF »**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ATOUT FRANCE

Groupement d'Intérêt Economique,
Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 340 709 211,
Dont le siège social est situé 200/216 Rue Raymond Losserand - CS 60043 - 75680 Paris Cedex 14 (France),
Représenté par Madame Caroline LEBOUCHER, en qualité de Directrice Générale, dûment habilitée aux fins
des présentes,
Ci-après dénommé « **Atout France** »

Et

ADN Tourisme

Association Loi 1901
La Fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme
Dont le siège social est situé 15 avenue Carnot 75017 PARIS
Représentée par Monsieur Antoine ANGEARD, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins
des présentes,
Ci-après dénommée « **ADN Tourisme** »,

Et

Les Partenaires Territoriaux signataires de la présente convention :

Nom de la Structure : Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme

Forme juridique : Association loi 1901
Dont le siège est situé (Adresse exacte) : 11B Quai Perrache - 69002 Lyon
Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Romain VUILLERMINAZ
En qualité de (Fonction) : Directeur Général
dûment habilité(e) aux fins des présentes,
Ci-après dénommé individuellement le « **Comité Régional du Tourisme** » et collectivement les « **Comités Régionaux du Tourisme** », de seconde part,

Nom de la Structure : Aintourisme

Forme juridique : Association loi 1901

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : 34 rue Général Delestraint – CS 90078, 01002 Bourg-en-Bresse Cedex

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Emmanuel VISENTIN

En qualité de (Fonction) : Directeur

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Allier Bourbonnais Attractivité

Forme juridique : EPIC

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : Hôtel du Département - 1 avenue Victor Hugo BP 1669 03016 Moulins Cedex

Représenté par Madame FELL Pascale

En qualité de (Fonction) : Directrice

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Ardèche Tourisme

Forme juridique :

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : Pôle Bésignoles, 6 route des Mines – F – 07000 Privas

Représenté par Monsieur Richard BUFFAT

En qualité de Directeur

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Conseil départemental du Cantal

Forme juridique :

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : Hôtel du département, 28 avenue Gambetta – 15015 Aurillac Cedex

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Monsieur Bruno FAURE

En qualité de (Fonction) :

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Agence d'attractivité de la Drôme

Forme juridique : Association loi 1901

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : 8, Rue Baudin - CS 40531, 26004 Valence Cedex

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Monsieur David LAMARE

En qualité de (Fonction) : Directeur

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Isère Attractivité

Forme juridique : EPIC

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : CS 10047, 44 Quai de France 38000 Grenoble

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Emilie Carpentier

En qualité de (Fonction) : Directrice

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Loire Tourisme

Forme juridique : Association loi 1901

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : 22 rue Paul Petit, 42100 Saint-Étienne

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Madame Emmanuelle COLLIN

En qualité de (Fonction) : Directrice

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Maison Départementale du Tourisme de la Haute-Loire

Forme juridique : Association loi 1901

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : Hôtel du Département - 1 place Monseigneur de Galard - 43000 Le Puy-en-Velay

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Madame Brigitte Renaud

En qualité de (Fonction) : Présidente

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : Conseil départemental du Puy de Dôme

Forme juridique :

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : Hôtel du Département, 24 rue Saint-Esprit, 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Représenté par Madame Marie-Anne MARCHIS

En qualité de Vice-présidente en charge du Tourisme et du Thermalisme

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Nom de la Structure : ONLYLYON Tourisme et Congrès

Forme juridique : Association loi 1901

Dont le siège est situé (Adresse exacte) : Place Bellecour, 69002 Lyon

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Madame Virginie Carton

En qualité de (Fonction) : Directrice Générale

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

....

Ajouter autant de partenaires territoriaux que de besoin en respectant les champs demandés.

Ceux-ci sont dénommés individuellement le « **Partenaire Territorial** » et collectivement les « **Partenaires Territoriaux** ».

Ci-après dénommés individuellement la « **Partie** » et collectivement les « **Parties** »

PREAMBULE

France Tourisme Observation (ci-après le « **Projet FTO** ») est le projet national et territorial de data mutualisée de la filière tourisme porté par Atout France en collaboration avec ADN Tourisme et les Partenaires Territoriaux. C'est à la fois une démarche partenariale et une plateforme technologique permettant l'entreposage, le traitement et la consultation des données partagées (ci-après la « **Plateforme FTO** »).

Depuis 2022, les Partenaires Territoriaux ont décidé de travailler en commun avec Atout France dans le cadre du Projet FTO.

Dans ce contexte, les Parties ont signé une Convention cadre « *France Tourisme Observation 2023 – 2025* » (ci-après la « **Convention Cadre** »), dont la présente Convention Technique est une annexe.

Dans le cadre du développement du Projet FTO, les Parties ont décidé de mettre en place un observatoire ayant pour objet la mutualisation des données sur la location saisonnière (ci-après « l'**Observatoire Mutualisé du Locatif** » ou « l'**Observatoire** »).

En 2023, un groupement de commandes a été constitué afin de lancer un marché public pour la sélection d'un prestataire fournisseur de données en mettant à disposition une plateforme. Atout France est le coordonnateur du groupement de commandes. A l'issue de ce marché, la société Transparent Intelligence (ci-après : le « **Prestataire** ») a été retenue pour transmettre aux Parties des données brutes en les mettant à disposition sur une plateforme dédiée (ci-après la « **Plateforme du Prestataire** ») afin notamment d'alimenter en données l'Observatoire.

Les Partenaires Territoriaux ont par ailleurs identifié des « **Utilisateurs** » (notamment des villes, des communes ou des organismes institutionnels du tourisme), non signataires de la Convention-Cadre France Tourisme Observation qui souhaiteraient avoir accès à l'observatoire (ci-après les « **Utilisateurs** »).

Ces Utilisateurs n'ayant pas signé la convention cadre ne peuvent signer cette présente convention technique qui lui est rattachée, mais devront signer individuellement l'annexe 3 leur rappelant leurs droits et devoirs.

Conformément aux dispositions de la Convention Cadre, les Parties se sont rapprochées afin de déterminer les conditions de mise en œuvre de l'Observatoire pour les Parties et les Utilisateurs ayant vocation à avoir accès aux données et à la Plateforme (ci-après « la **Convention Technique** »).

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente Convention Technique a pour objet de préciser les conditions et les modalités selon lesquelles l'Observatoire Mutualisé du Locatif va être mis en place pour les Partenaires Territoriaux de l'Observatoire ainsi que pour les Utilisateurs.

Les livraisons de données brutes réalisées par le Prestataire sur commande des Partenaires Territoriaux sont dénommées ci-après les « **Prestations** ».

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1. Engagements de Atout France

Atout France s'engage, à :

- Coordonner l'Observatoire avec le Prestataire, en collaboration avec ADN Tourisme,
- Transmettre au Partenaire Territorial la grille de prix et le détail des données fournies correspondant à chaque Prestation réalisée par le Partenaire,
- Adresser au Prestataire la commande de Prestations du Partenaire Territorial, ainsi que des Utilisateurs souhaitant avoir accès aux données de l'Observatoire, via une commande groupée annuelle, qui sera réalisée dans les délais décrits dans l'Article 4 de la présente Convention Technique.
- Avancer les montants dus au titre de la Prestation au Prestataire au nom du Partenaire Territorial, et refacturer au Partenaire Territorial la part lui incombant,
- Faciliter la mise à disposition des données par le Prestataire au Partenaire Territorial,
- Co-animer, avec ADN Tourisme, un comité technique chargé de la remontée des besoins des Partenaires Territoriaux et de la fiabilisation de l'Observatoire (ci-après le « **Comité Technique** »),
- Assurer le suivi du bon fonctionnement de la Plate-forme FTO et du service après-vente mis en place par le Prestataire,
- Assurer le suivi des relations avec le Prestataire, et assurer la coordination de ce suivi avec ADN Tourisme
- Développer, au sein de la Plate-forme FTO, une application de data-visualisation permettant l'analyse (le benchmark territorial) et les croisements des données issues de l'Observatoire avec d'autres sources de données intégrées à la Plate-forme FTO.

Atout France ne peut être tenue comme responsable de la qualité des Prestations fournies par le Prestataire, ou de tout défaut du Prestataire dans la production et livraison des données de l'Observatoire et sur la mise à disposition de la Plateforme du Prestataire aux Partenaires Territoriaux et aux Utilisateurs.

2.2. Engagements de ADN Tourisme

Dans le cadre de la Convention Technique, ADN Tourisme s'engage à :

- Représenter les Partenaires Territoriaux,
- Participer à la coordination de la Plate-forme du Prestataire avec ce dernier, en collaboration avec Atout France,
- Faire remonter les besoins et attentes particulières des Partenaires Territoriaux concernant l'Observatoire,
- Relayer les informations concernant la Plate-forme aux Partenaires Territoriaux (calendrier, présentation des Prestations, fonctionnement du Service Après-Vente)
- Co-animer, avec Atout France, le Comité Technique chargé de la remontée des besoins des Partenaires Territoriaux et de la fiabilisation de l'Observatoire.

2.3. Engagements des Partenaires Territoriaux et Utilisateurs de l'Observatoire

Les Partenaires Territoriaux et Utilisateurs de la Plateforme s'engagent à :

- Consulter et exploiter les données de l'Observatoire déposées dans la Plate-forme FTO en respectant les Conditions générales d'utilisation de la Plateforme FTO annexées à la Convention Cadre, à l'exception des Utilisateurs qui ne disposent pas d'accès à la Plateforme FTO,
- Respecter les conditions d'utilisation et de valorisation des données détaillées en Article 7 de la présente convention,
- Respecter les conditions d'utilisation de la Plateforme du Prestataire,
- Assurer la confidentialité et la sécurité des identifiants de connexion et à ne pas transmettre les identifiants de connexion à des tiers non autorisés.

Les Comités Régionaux du Tourisme, en tant que coordonnateurs du Projet FTO au sein de leur région, s'engagent, en outre, à :

- Faire remonter à Atout France, avec l'aide d'ADN Tourisme, les souhaits de commande de l'ensemble des Partenaires Territoriaux (dont notamment les Offices de Tourisme et les Agences de Développement Touristique Départementales et autres partenaires) de leur région de manière annuelle,
- Respecter leurs engagements financiers auprès d'Atout France, une fois transmis les volontés d'achat de données pour la région et qu'Atout France a réalisé la commande auprès du Prestataire,
- Coordonner la répartition des co-financements en accord avec les Partenaires Territoriaux de leur région au regard des pratiques propres à chaque région
- Identifier en Annexe 1 les noms et coordonnées des personnes à qui ouvrir les accès à la Plateforme du Prestataire (c'est-à-dire les Partenaires Territoriaux signataires de cette présente convention, ainsi

que les éventuels Utilisateurs non signataires cette présente Convention mais signataires de l'annexe 3 en coordination avec les Agences de Développement Touristique Départementales (ou en leur déléguant cette mission selon les organisations locales), et en informer Atout France. Cette annexe pourra être mise à jour au cours de la Convention Technique, les Comités Régionaux du Tourisme s'engageant à transmettre l'identité des Partenaires Territoriaux et des Utilisateurs dans les meilleurs délais.

- S'assurer, en coordination avec les Agences de Développement Touristiques Départementales (ou en leur déléguant cette mission) que les Utilisateurs, non signataires de la Convention Technique auront un bon usage de la plateforme du prestataire et des données, et respectent l'ensemble des articles de la présente convention.

Les Partenaires Territoriaux s'engagent à faire signer, aux Utilisateurs, l'engagement écrit fourni en Annexe 3. A défaut de l'obtention de l'engagement écrit signé des Utilisateurs, ceux-ci ne pourront pas accéder à l'observatoire.

ARTICLE 3 : GOUVERNANCE

La mise en œuvre de la présente Convention Technique est supervisée par le **Comité de Pilotage de France Tourisme Observation**, en charge de la remontée des besoins des acteurs territoriaux, de l'opérationnalisation de la feuille de route et du suivi des travaux, composé d'Atout France, d'ADN Tourisme et des membres de la Commission Observation d'ADN Tourisme, tel que défini dans la Convention Cadre.

Plus spécifiquement, le Comité Technique dédié, composé d'Atout France, d'ADN Tourisme et de représentants des Partenaires Territoriaux sera mobilisé pour traiter les demandes et besoins exprimés par les Partenaires Territoriaux et assurer l'interface technique de la Plateforme du Prestataire avec le Prestataire.

ARTICLE 4 : LIVRABLES ET CALENDRIERS

La mise en place de l'Observatoire Mutualisé du Locatif respectera le calendrier suivant :

- Partage à l'ensemble des Partenaires Territoriaux les Prestations et conditions tarifaires propres à chaque commande de jeu de données selon les termes de l'offre financière du Prestataire: décembre 2023,
- Transmission par les Partenaires Territoriaux de leurs choix en termes de prestations, et de leur engagement financier : mi-janvier 2024
- Emission du bon de commande groupé par Atout France auprès du Prestataire : mi-janvier 2024,
- Livraison des données par le Prestataire aux Partenaires Territoriaux : début janvier 2024.

Les données seront transmises par le Prestataire via deux (2) canaux en respectant les spécifications techniques et fonctionnelles décidées dans le cadre du Comité Technique :

- Un accès fourni et géré par le Prestataire à sa Plate-forme de datavisualisation développée par le Prestataire

- Le téléchargement de données brutes auprès du Prestataire, à la fréquence souhaitée par les partenaires.

ARTICLE 5 : DURÉE

La présente Convention Technique prend effet rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024, correspondant à la période de livraison de données couverte par le bon de commande national. Elle n'est pas renouvelable tacitement.

Les Parties s'engagent à procéder de bonne foi à une évaluation globale du fonctionnement au cours l'été 2024 pour convenir d'éventuelles modifications à apporter au dispositif, en cas de conclusion d'un nouveau contrat.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

6.1 Budget

Sur l'année 2024, Les Partenaires Territoriaux ont convenu de faire l'acquisition de la base de données nationales caractérisant, à l'échelle des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (« l'EPCI ») l'offre détaillée en termes de meublés de tourisme, la demande observée et les demandes prévisionnelles (réservations à venir), à l'échelle de la commune et avec une actualisation quotidienne des données.

Coût régional HORS TAXES calculé en fonction de la taille de la région (en nombre de départements) et du nombre d'annonces de bien locatif :

- Auvergne Rhône Alpes - 34 500 €
- Bretagne - 18 500 €
- Bourgogne Franche Comté - 16 500 €
- Centre Val de Loire - 16 500 €
- Hauts de France - 14 500 €
- Ile-de-France - 22 500 €
- Normandie - 18 500 €
- Nouvelle Aquitaine - 34 500 €
- Occitanie - 34 500 €
- Pays-de-la Loire - 18 500 €
- Provence Alpes Côte d'Azur - 30 500 €

- Atout France - 30 000 €

Au sein de chaque région, les cofinancements locaux sont à déterminer entre les Partenaires Territoriaux.

L'Annexe 2 « Financement de l'Observatoire » – facultative, à discrétion des partenaires territoriaux s'ils en estiment le besoin, permet aux partenaires territoriaux de préciser les modalités de cofinancement de l'observatoire au sein de leur région.

6.2 Accès aux données de l'Observatoire Mutualisé du Locatif

Les données brutes collectées et mutualisées par l'ensemble des Parties seront accessibles via des accès à la Plate-forme du Prestataire. Chaque Partenaire Territorial aura accès à l'ensemble des données de sa Région (avec les granularités régionales, départementales, communales et les zonages spécifiques commandés). Ces données seront accessibles aux Utilisateurs et aux Partenaires Territoriaux listés en Annexe 1.

Les données analysées dites de « benchmark » seront accessibles au sein de la Plate-forme FTO, réservées uniquement aux Partenaires Territoriaux (disposant donc d'un accès à la Plateforme FTO conformément à la Convention-Cadre). Il convient de préciser que les Utilisateurs n'auront pas accès aux données accessibles sur la Plateforme FTO. Ces données de benchmark correspondent aux données brutes mais présentées de manière à faciliter les comparaisons, les analyses territoriales et les analyses dans le temps (cartographies, comparatifs de performance...).

6.3 Modalités de paiement des Partenaires Territoriaux

Atout France émettra une facture annuelle correspondant au total de la commande régionale au Comité Régional du Tourisme en tant que coordonnateur du Projet FTO pour sa région.

La facture sera émise par Atout France en juin 2024.

6.4 Modalités de règlement

Le règlement sera effectué par le Comité Régional du Tourisme dans un délai de trente (30) jours à compter des dates d'émission des factures par Atout France, par virement au compte ouvert au nom d'Atout France, un code leur sera spécifié sur la facture qu'ils devront reporter sur leur règlement.

En cas de retard de paiement, des pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire, le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Les pénalités sont calculées selon un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Dans ce cas, le taux applicable pendant le premier semestre de l'année concernée est le taux en vigueur au 1er janvier de l'année en question. Pour le second semestre de l'année concernée, il est le taux en vigueur au 1er juillet de l'année en question.

ARTICLE 7 : PROPRIÉTÉ, UTILISATION ET COMMUNICATION DES DONNÉES

7.1. Propriété des données

Les données collectées et mutualisées dans le cadre de l'Observatoire sont la co-propriété d'Atout France, d'ADN Tourisme, du Comité Régional du Tourisme pour les données concernant sa région ainsi que du Partenaire Territorial co-financeur (par exemple : Agence de Développement Touristique départementale).

L'Observatoire est construit sur la base d'une philosophie de partage de données entre Partenaires Territoriaux, et entre échelons géographiques en réseau. A ce titre, il est convenu que :

- Au sein d'un ensemble régional, l'ensemble des utilisateurs peut accéder à toutes les données commandées par cet ensemble (correspondant au périmètre administratif de la Région d'appartenance).
- Atout France et ADN Tourisme ont accès à l'ensemble des données de l'Observatoire Mutualisé du Locatif.

7.2. Conditions d'utilisation et de communication des données

Dans ce contexte, les Parties s'engagent à respecter les principes suivants :

- L'ensemble des Partenaires territoriaux et utilisateurs communiquent sur leur propre périmètre géographique, et les territoires qui le composent, sauf interdiction expresse du territoire concerné. Il est convenu que si des données ont été communiquées publiquement, elles peuvent être reprises par chaque partenaire signataire du présent document dans son dispositif de communication.
- En outre, le Comité Technique définira les bonnes conditions d'utilisation et de communication sur les données analysées dites de « benchmark » afin de faciliter les analyses comparées entre les différentes échelles, sans léser les communications individuelles des partenaires. Un guide de bonnes pratiques pourra être formalisé par le Comité Technique.
- Toute violation des règles de communication par un Utilisateur relèvera de l'entière responsabilité du Partenaire Territorial lui ayant permis de rejoindre le dispositif.
- Toute violation des règles de communication par un Partenaire Territorial relèvera de l'entière responsabilité du Partenaire Territorial.
- Toute communication orale ou écrite effectuée par le Partenaire Territorial et/ou l'Utilisateur, sur quelque support que ce soit et sur quelque canal de communication que ce soit, devra obligatoirement mentionner le partenariat de la manière suivante : « *Source : Observatoire Mutualisé du Locatif, France Tourisme Observation, Nom du partenaire territorial* ».
- Toute communication orale ou écrite effectuée par Atout France ou ADN Tourisme, sur quelque support que ce soit et sur quelque canal de communication que ce soit, devra obligatoirement mentionner le partenariat de la manière suivante : « *Source : Observatoire Mutualisé du Locatif, France Tourisme Observation, Atout France, ADN Tourisme, Partenaires territoriaux* ».

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sauf disposition contraire dans la présente Convention Technique, les dispositions de l'article 4 « Dispositions générales » de la Convention Cadre s'appliquent.

Fait à Paris en trois (3) exemplaires originaux, le **20/05/2024**

ARTICLE 9 – SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Il est expressément convenu que la signature de la présente Convention Technique est régularisée d'un commun accord entre les Parties sous la forme d'un écrit électronique dans le respect de l'article 1367 du Code civil et de son décret d'application n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 et conformément à la loi n° 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique.

Les Parties admettent ainsi que cet écrit électronique constitue l'original du document et qu'il sera établi et conservé par elles dans des conditions de nature à permettre d'identifier dûment ses signataires et à en garantir l'intégrité. Les Parties s'engagent à ne pas en contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante sur le fondement de sa nature électronique.

Pour **Atout France**

La Directrice Générale

Caroline LEBOUCHER

Pour **ADN Tourisme**

Le Directeur Général

Antoine ANGEARD

Pour (Nom de la Structure) : Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Romain VUILLERMINAZ

En qualité de (Fonction) : Directeur Général



Pour (Nom de la Structure) : Aintourisme
Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Emmanuel VISENTIN
En qualité de (Fonction) : Directeur



Pour (Nom de la Structure) : Allier Bourbonnais Attractivité
Représenté par Madame FELL Pascale
En qualité de (Fonction) : Directrice



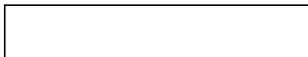
Pour (Nom de la Structure) : Ardèche Tourisme
Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Richard BUFFAT
En qualité de (Fonction) : Directeur



Pour (Nom de la Structure) : Conseil départemental du Cantal
Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Bruno FAURE
En qualité de (Fonction) : Président



Pour (Nom de la Structure) : Agence d'attractivité de la Drôme
Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : David LAMARE
En qualité de (Fonction) : Directeur





Pour (Nom de la Structure) : Isère Attractivité

Représenté par (Madame / Monsieur, Prénom NOM) : Madame Emilie CARPENTIER

En qualité de (Fonction) : Directrice



Pour (Nom de la Structure) : Loire Tourisme

Représenté par : Madame Emmanuelle COLLIN

En qualité de : Directrice



Pour (Nom de la Structure) : Maison Départementale du Tourisme de la Haute-Loire

Représentée par Madame Brigitte RENAUD

En qualité de : Présidente



Pour (Nom de la Structure) : Conseil départemental du Puy de Dôme

Représenté par Madame Marie-Anne MARCHIS

En qualité de Vice-présidente en charge du Tourisme et du Thermalisme



Pour (Nom de la Structure) : ONLYLYON Tourisme et Congrès

Représenté par Madame Virginie CARTON

En qualité de : Directrice Générale



Ajouter autant de partenaires territoriaux que de besoin en respectant les champs demandés.

ANNEXE 1 – LISTE ET COORDONNEES DES ORGANISMES BENEFICIAIRES DE L'OBSERVATOIRE

Organisme	Adresse	Type (« Partenaire territorial » FTO ou « Utilisateur »)	Nom / Prénom	Adresse email
Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme	11B Quai Perrache - 69002 Lyon	Partenaire territorial	DUCLOUTRIER Thomas	t.duccloutrier@auvergnehonealpes-tourisme.com
Aintourisme	34 rue Général Delestraint – CS 90078, 01002 Bourg-en-Bresse Cedex	Partenaire territorial	LUQUIN Stéphanie	s.luquin@aintourisme.com
Allier Bourbonnais Attractivité	Hôtel du Département - 1 avenue Victor Hugo BP 1669 03016 Moulins Cedex	Partenaire territorial	BURDET Cécile	burdet.c@aller-bourbonnais.fr
Ardeche Tourisme	Pôle Bésignoles, 6 route des Mines – F – 07000 Privas	Partenaire territorial	PRAGET Bénédicte	bpraget@ardeche-guide.com
Conseil départemental du Cantal	Hôtel du département, 28 avenue Gambetta – 15015 Aurillac Cedex	Partenaire territorial	MARTIN Pascale	pmartin@cantal.fr
Agence d'attractivité Drôme	8, Rue Baudin - CS 40531, 26004 Valence Cedex	Partenaire territorial	BALME Hélène	hbalme@drome-attractivite.com
Isère Attractivité	CS 10047, 44 Quai de France 38000 Grenoble	Partenaire territorial	JACOB Virginie	virginie.jacob@isere-attractivite.com
Loire Tourisme	22 rue Paul Petit, 42100 Saint-Étienne	Partenaire territorial	MARION Dorothee	dorothee@loiretourisme.com
Maison Départementale du Tourisme de la Haute-Loire	Hôtel du Département - 1 place Monseigneur de Galard - 43000 Le Puy-en-Velay	Partenaire territorial	ALLIRAND Barbara	ballirand@myhaute Loire.fr
Conseil Départemental du Puy de Dôme	Hôtel du Département, 24 rue Saint-Esprit, 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1	Partenaire territorial	CAZENAVE Marion	marion.cazenave@puy-de-dome.fr
ONLYLYON Tourisme et Congrès	Place Bellecour, 69002 Lyon	Partenaire territorial	CESAR Delphine	dcasar@lyon-france.com

Office de Tourisme Bugey Sud Grand Colombier	34 Grande Rue 01300 BELLEY		Utilisateur	LEGAL-GILBERT Alicia	direction@bugeysudtourisme.fr
Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Gex	135 rue de Genève 01170 GEX		Utilisateur	DUGON Amélie	observatoire@paysdegex-tourisme.com
Dombes Tourisme	Place du Champs de Foire 01400 CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE		Utilisateur	KITENGE Nathalie	administration@dombes-tourisme.com
Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse	3 avenue Arsène d'Arsonval 01000 BOURG-EN-BRESSE		Utilisateur	PERTANT Coralie	coralie.pertant@grandbourg.fr
Haut-Bugey Tourisme	57 rue René Nicod CS 80502 01117 OYONNAX CEDEX		Utilisateur	LOMBARD Christelle	c.lombard@hautbugey-tourisme.com
Communauté de communes de la Plaine de l'Ain	143 Rue du Château 01150 CHAZEY-SUR-AIN		Utilisateur	CLERC Véronique	v.clerc@cc-plainedelain.fr
Office de Tourisme Terre Bellegarde-sur-Valserhône	71 rue de la République Bellegarde-sur-Valserhône 01200 VALSERHÔNE		Utilisateur	HAMEL Jennifer	jennifer.hamel@terrevalseroine.fr
Office de Tourisme de Divonne-les-Bains	4 rue des bains 01220 DIVONNE-LES-BAINS		Utilisateur	RAUFASTE Titouan	titouan.raufaste@divonnelesbains.com
Haut-Rhône Tourisme	24 place de l'Orme 74910 SEYSEL		Utilisateur	DOHEN Jacques	contact@hautrhone-tourisme.fr
Office de Tourisme Val de Sioule	29 rue Marcellin Berthelot 03500 ST-POURCAIN-SUR-SIOULE		Utilisateur	JALICOT Aude	gannat@vdsitourisme.com
Office de tourisme de Moulins et sa région	11 rue François Péron 03000 MOULINS		Utilisateur	PURAVET Vanessa	v.puravet@moulins-tourisme.com
Vichy Destinations	5 rue du Casino 03200 VICHY		Utilisateur	VEYSSEYRE Lucie	l.veyssevre@vichydestinations.fr

Office de Tourisme Ardeche Hermitage	6 place du 8 mai 1945 - BP 70019 26600 TAIN L' HERMITAGE 2 cours du Palais 07000 PRIVAS	Utilisateur	RIDEAU Nicolas	n.rideau@ah-tourisme.com
Office de tourisme Cœur d'Ardeche		Utilisateur	LEXTRAIT Sylvain	slextrait@ardeche-bulsonniere.fr
Office de tourisme Ardeche grand air	Place des Cordeliers 07100 ANNONAY	Utilisateur	DIAZ Alexandre	direction@ardechegrandair.com
Office de tourisme Ardeche Sources et Volcans	CC Ardeche des Sources et Volcans 12 rue Pouget 07330 THUEYTS	Utilisateur	MAZON Emile	tourisme@sourcesvolcans.com
Office de tourisme Cévennes d'Ardeche	17 place Olivier 07140 LES VANS	Utilisateur	LATOURE Anne- Sophie	direction@cevennes-ardeche.com
Office de tourisme Gorges de l'Ardeche - Pont d'Arc	16 rue des Abeilles 07150 VALLON-PONT-D'ARC	Utilisateur	MINIER Julie	julie@gorges-ardeche-pontdarc.fr
Office de tourisme Pays d'Aubenas-Vals-Antraigues	Maison Champanhét d'Aubenas-Vals- 07600 VALS-LES-BAINS	Utilisateur	PLOQUIN Claire	claire@aubenas-vals.com
Office de tourisme Pays de Lamastre	22 avenue Boissy d'Angla 07270 LAMASTRE	Utilisateur	LAURENT Sophie	direction@paysdelamastre.fr
Office de tourisme Porte de Dromardeche	6 rue André-Malraux 26390 HAUTERIVES	Utilisateur	CASTAGNET François	f.castagnet@dromardeche.fr
Office de tourisme Rhône Crussol	1 Rue de la république 07300 SAINT PERAY	Utilisateur	LOUISE Elodie	elouise@rhone-crussol.fr
Office de Tourisme Val de Ligne	54 avenue de la République 07110 LARGENTIERE	Utilisateur	DAVID Benoit	responsableoit@cc-valdeigne.fr
Hautes Terres Tourisme	Place de l'hôtel de ville 15300 MURAT	Utilisateur	BRUZAT Arnaud	direction@hautesterrestourisme.fr
Destination Haut Cantal	1 avenue Fernand Brun 15400 RIOM-ÈS-MONTAGNES	Utilisateur	COUZY Julien	direction.olgentiane@orange.fr

Office de tourisme Pays de Saint Flour	34 rue des Lacs 15100 SAINT-FLOUR 6 place de l'église 15270 CHAMPS-SUR-TARENTEAINE- MARCHAL	Utilisateur	DECO Karine	direction@pays-saint-flour.fr
Office de tourisme de Sumène Artense		Utilisateur	HOT Mathieu	direction@tourisme-sumene-artense.com
Office de tourisme du Carladès	Avenue André Mercier 15800 VIC-SUR-CERE	Utilisateur	ALLAIN Mathieu	directionot@carlades.fr
Office de tourisme du Pays de Mauriac		Utilisateur	CHAMBON Cathy	tourisme@paysdemauriac.fr
Office de tourisme du Pays d'Aurillac	7 rue des Carnes 15000 AURILLAC	Utilisateur	REY Franck	directeur@aurillac.com
Office de tourisme du Pays de Salers	3 place Tyssandier d'Escous 15140 SALERS	Utilisateur	GANRY Sylvie	direction@salers-tourisme.fr
Office de tourisme de la Châtagneraie Cantalienne	28 avenue du 15 septembre 1945 15290 LE ROUGET-PERS	Utilisateur	BALMISSE Laurent	direction@chataigneraie-cantal.com
Communauté de communes agglomération du Puy-en-Velay	16 place de la Libération BP 50085 43003 LE PUY-EN-VELAY	Utilisateur	PAYS Guyaine	guyaine.pays@lepuyenvelay.fr
Office de Tourisme des Balcons du Dauphiné	100 allée des Charmilles 38510 ARANDON-PASSINS	Utilisateur	BEBI Emmanuelle	emmanuelle.bebihegoburu@balconsdudauphine.fr mrenaud@capi38.fr
Office de Tourisme CAPI – Porte de l'Isère	Communauté d'agglomération des Portes de l'Isère 17 avenue du Bourg BP 90592 38081 L'ISLE D'ABEAU	Utilisateur	RENAUD Mélanie	
Office de tourisme Saint-Marcellin Vercors Isère	7 rue du Colombiers 38160 SAINT-MARCELLIN	Utilisateur	BINET Florence	florence.binet@smvic.fr
SPL Office de Tourisme Terres de Berlioz		Utilisateur	ROI Guillaume	direction@terresdeberlioz.com
Vienne Condrieu Tourisme		Utilisateur	STAWICKI Pascal	pstawicki@vienne-condrieu.com

Service Tourisme de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais			Utilisateur	COTTE Anne-Laure	anne-laure.cotte@paysvoironnais.com
Office de Tourisme de Vaujany	5 place du téléphonique 38114 VAUJANY		Utilisateur	BASSET Annick	annick.basset@vaujany.com
Office de Tourisme Loire Forez	17 boulevard de la Préfecture 42605 MONTBRISON Cedex		Utilisateur	JAVERZAC Bruno	direction-ot@loireforez.com
Saint-Étienne Tourisme & congrès	16 avenue de la Libération BP 20031 42001 SAINT-ETIENNE Cedex		Utilisateur	FAYEAUX Florent	f.faveaux@saint-etiennetourisme.com
Office de Tourisme du Pilat	2 rue Benay 42410 PELUSIN		Utilisateur	OLIVIER Florian	foivlier@pilat-tourisme.fr
Office de Tourisme du Pays de Charlieu Belmont Roannais Tourisme			Utilisateur	MOLLARD Aurélien	direction@charlieubelmont-tourisme.com
Office de Tourisme Forez-Est			Utilisateur	GILARDON Marion	mgilardon@roannais-tourisme.com
Combrailles Tourisme	2 place Gauvin 63390 SAINT-GERVAIS D'AUVERGNE		Utilisateur	PERROT Marie-Claire	mc.perrot@forez-est.com
Office de tourisme Auvergne Pays d'Issoire	API - 20 rue de la Liberté 63500 ISSOIRE		Utilisateur	GARNACHE Yann	direction@tourisme-combrailles.fr
Office de tourisme Auvergne VolcanSancy	Place Joseph Malègue 63680 LA TOUR D'AUVERGNE		Utilisateur	GAYDIER Marlène	marlene.gavlier@capiissoire.fr
Clermont Auvergne Volcans	Place de la Victoire 63000 CLERMONT-FERRAND		Utilisateur	DUMONS Judith	j.dumonts@auvergnevolcansancy.com
Maison du Tourisme du Livradois-Forez	Le Bourg 63880 SAINT-GERVAIS D'AUVERGNE		Utilisateur	COURAGEOT Philippe	p.courageot@clermontauvergnebourgisme.com
Office de Tourisme Terra Volcana	27 Place de la Fédération 63200 RIOM		Utilisateur	BARRES Benoit	benoit.barres@vacances-livradois-forez.fr
			Utilisateur	TORRE Claire	c.torre@terravolcana.com

ANNEXE 2 – FINANCEMENT DE L'OBSERVATOIRE (annexe facultative)

La commande totale pour l'ensemble régional Auvergne-Rhône-Alpes (Nom de la Région) s'élève à 34 500 € HT pour les données LightHouse auxquelles s'ajoutent les licences FTO à hauteur de 18 800 € HT et 41 400 € TTC pour les données LightHouse auxquelles s'ajoutent les licences FTO à hauteur de 22 550 € TTC (Préciser montant HT et TTC).

La répartition des co-financements s'effectue de la manière suivante :

Nom de la structure Partenaire	Montant de la participation (HT)	Montant de la participation (TTC)
Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme	14 500 € HT + licence FTO 8800 € HT	17 400 € TTC + licence FTO 10 580 € TTC
Ain Tourisme	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Allier Bourbonnais Attractivité	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Ardèche Tourisme	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Conseil Départemental du Cantal	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Agence d'attractivité Drôme	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Isère Attractivité	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Loire Tourisme	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Maison Départementale du Tourisme de la Haute-Loire	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
Conseil départemental du Puy de Dôme	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC
ONLYL'YON Tourisme et Congrès	2000 € HT + licence FTO 1000 € HT	2400 € TTC + licence FTO 1200 € TTC

ANNEXE 3 – ENGAGEMENT DES UTILISATEURS

Annexe à la CONVENTION TECHNIQUE FRANCE TOURISME OBSERVATION 2024 RELATIVE
A L'

« OBSERVATOIRE MUTUALISE DU LOCATIF »

(NB : ici version non modifiable pour information - document Word personnalisable fourni à part à faire signer par chaque « utilisateur » au sens défini dans cette présente convention)

Etant préalablement rappelé que :

Nom de la STRUCTURE :

Forme Juridique :

Dont le siège social est situé (Adresse exacte) :

Représentée par (Madame / Monsieur Prénom NOM) :

En qualité de (Fonction) :

dûment habilité(e) aux fins des présentes,

(ci-après l' « **Utilisateur** »)

L'Utilisateur est amené à utiliser une plateforme développée par la société Transparent Intelligence, Prestataire d'Atout France, Groupement d'Intérêt Economique, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 340 709 211, dont le siège social est situé 200/216 Rue Raymond Losserand - CS 60043 - 75680 Paris Cedex 14 (ci-après « **Atout France** ») dans le cadre du projet « France Tourisme Observation » (ci-après le « **Projet FTO** ») porté par Atout France et ses partenaires qui consiste en un data-hub de la filière du tourisme.

France Tourisme Observation (ci-après le « **Projet FTO** ») est le projet national et territorial de data mutualisée de la filière tourisme porté par Atout France en collaboration avec ADN Tourisme et les Partenaires Territoriaux. C'est à la fois une démarche partenariale et une plateforme technologique permettant l'entreposage, le traitement et la consultation des données partagées (ci-après la « **Plateforme FTO** »).

Dans le cadre du développement du Projet FTO, les Partenaires Territoriaux ont décidé de mettre en place un observatoire ayant pour objet la mutualisation des données sur la location saisonnière (ci-après l' « **Observatoire Mutualisé du Locatif** » ou l'« **Observatoire** »).

Les Partenaires Territoriaux ont identifié des utilisateurs (dont notamment des villes, des communes ou des organismes institutionnels du tourisme), qui ne sont pas parties à la Convention-Cadre et à la présente Convention-Technique, qui souhaiteraient avoir accès aux données brutes récoltées par l'Observatoire et à la Plateforme (ci-après les « **Utilisateurs** »).

1. Utilisation et Communication des Données

L'Observatoire est construit sur la base d'une philosophie de partage de données entre Partenaires Territoriaux, et entre échelons géographiques en réseau. A ce titre, il est convenu qu'au sein d'un ensemble régional, l'ensemble des utilisateurs peuvent accéder à toutes les données commandées par cet ensemble (correspondant au périmètre administratif de la Région d'appartenance).

Les Utilisateurs doivent respecter les engagements suivants :

- L'ensemble des Partenaires territoriaux et utilisateurs communiquent sur leur propre périmètre géographique, et les territoires qui le composent, sauf interdiction expresse du territoire concerné. Il est convenu que si des données ont été communiquées publiquement, elles peuvent être reprises par chaque partenaire signataire du présent document dans son dispositif de communication.
- En outre, le Comité Technique définira les bonnes conditions d'utilisation et de communication sur les données analysées dites de « benchmark » afin de faciliter les analyses comparées entre les différentes échelles, sans léser les communications individuelles des partenaires. Un guide de bonnes pratiques pourra être formalisé par le Comité Technique.
- Toute violation des règles de communication par un Utilisateur relèvera de l'entière responsabilité du Partenaire Territorial lui ayant permis de rejoindre le dispositif.
- Toute communication orale ou écrite effectuée par l'Utilisateur, sur quelque support que ce soit et sur quelque canal de communication que ce soit, devra obligatoirement mentionner le partenariat de la manière suivante : « *Source : Observatoire Mutualisé du Locatif, France Tourisme Observation, Nom du partenaire territorial et/ou de l'Utilisateur* ».
- Toute communication orale ou écrite effectuée par Atout France ou ADN Tourisme, sur quelque support que ce soit et sur quelque canal de communication que ce soit, devra obligatoirement mentionner le partenariat de la manière suivante : « *Source : Observatoire Mutualisé du Locatif, France Tourisme Observation, Atout France, ADN Tourisme, Partenaires territoriaux* ».
- Les Utilisateurs s'engagent à respecter les conditions d'utilisation de la Plateforme du Prestataire,
- Les Utilisateurs doivent assurer la confidentialité et la sécurité des identifiants de connexion et à ne pas transmettre les identifiants de connexion à des tiers non autorisés.

2. Non-commercialisation des Données

L'Utilisateur s'interdit de distribuer, commercialiser ou faire distribuer et faire commercialiser les Données, par tous procédés, que ce soit à titre gratuit ou à titre onéreux, à tous tiers, par tout procédés, pour quelque usage que ce soit, et ce par tout mode, support ou tout circuit de distribution (vente, location, licence, distribution directe etc...).

3. Notification d'utilisation non autorisée

L'Utilisateur s'engage à informer rapidement Atout France et à son Comité Régional du Tourisme si elle a connaissance d'une utilisation ou d'une divulgation non autorisée des Données ou de toute autre violation du présent Engagement. L'Utilisateur remettra alors à Atout France une notification écrite détaillée documentant l'incident afin que cette dernière puisse prendre les mesures raisonnables appropriées pour mettre un terme à l'incident dès que possible et en minimiser les conséquences.

4. Durée

Le présent Engagement prend effet rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2024. Les obligations découlant du présent Engagement concernant les Données reçues jusqu'à l'expiration de la durée contractuelle garderont leurs effets pour l'Utilisateur pendant une période supplémentaire de trois (3) ans à compter de l'expiration du présent Engagement pour quelque raison que ce soit.

Fait à _____

Le 20/05/2024

Signature :

Pour l'Utilisateur (Madame/Monsieur Prénom NOM) :

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-4

Convention de mise à disposition de locaux au Pôle universitaire d'Aurillac au profit de l'Université Clermont Auvergne

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CP07-3 de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022 approuvant la convention de partenariat 2022-2026 entre l'Université Clermont Auvergne, la CABA et le Département et notamment son article 6 relatif à la mise à disposition de locaux ;

- **VALIDE** la mise à disposition de locaux à titre gracieux pour une durée de trois ans au Pôle universitaire d'Aurillac au profit de l'Université Clermont Auvergne dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU POLE UNIVERSITAIRE D'AURILLAC AU PROFIT DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28, avenue Gambetta – 15015 Aurillac CEDEX, représenté par son président, Monsieur Bruno Faure, agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du.....,

Ci-après dénommé le propriétaire ou le Département du Cantal,

d'une part,

et

L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE,

Etablissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code APE 8542Z, N° de TVA intracommunautaire de l'UCA : FR 53130028061, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Mathias BERNARD

Ci-après dénommé l'occupant ou le bénéficiaire,

d'autre part,

PREAMBULE

Afin de faciliter le développement d'une offre d'enseignement supérieur sur le site d'Aurillac, le Département du Cantal, propriétaire du bien immobilier dénommé Pôle universitaire d'Aurillac, sis 100 Rue de l'Egalité, cadastré section AK 225 d'une surface totale de 31800 m², met depuis plusieurs années le site à disposition de plusieurs organismes de formation :

L'Université Clermont Auvergne avec notamment l'IUT Clermont Auvergne qui développe trois filières (Gestion des Entreprises et Administrations, Génie Biologique et Science des Données) ; et l'Institut National Supérieure du Professorat et de l'Éducation (INSPE) qui porte le Master MEEF ainsi que la formation continue en partenariat avec la DSDEN ;

Le Conseil Départemental déploie le dispositif du Campus Connecté en partenariat avec l'INSPE ;

Sont également accueillis sur le site :

- Une antenne de la Bibliothèque de l'université Clermont Auvergne,
- Le CROUS de l'académie de Clermont Ferrand,
- Le CANOPE du Cantal,
- Le laboratoire TERANA.

La mise à disposition de ce site, à titre gracieux, emporte occupation privative du domaine public départemental. En ce sens, elle n'est concédée qu'à titre essentiellement précaire et révoquant et ne saurait aucunement conférer aux occupants les attributs de la propriété privée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Université Clermont Auvergne est autorisée, sous le régime de l'occupation provisoire du domaine public, à occuper, à titre précaire et révoquant, le bien immobilier défini ci-après. Elle vise par ailleurs à définir les droits et obligations du Département du Cantal et du bénéficiaire.

Article 2 - DESIGNATIONS DES LIEUX ET BIENS

La présente convention porte sur l'occupation des lieux et des installations sis 25, Rue de l'Ecole Normale à Aurillac, dénommé « Campus Universitaire Simone Veil » cadastré, section AK 225.

Sur la parcelle susnommée se trouvent le Bâtiment A de 1957, le Bâtiment B de 1995 et le bâtiment C de 2016.

Les biens concernés par la présente convention sont :

- Pour la répartition des charges d'entretien et de fonctionnement ainsi que l'entretien des locaux, la totalité des locaux ;
- Pour l'occupation des locaux par l'UCA, la totalité des locaux à l'exception des locaux occupés par TERANA, le CANOPE du Cantal et le CROUS.

Ne sont pas concernés par la présente convention les autres bâtiments du site, désaffectés (pavillons de fonction).

Les plans des locaux sont joints en annexe.

Article 3 - AFFECTATION DU BIEN

Les biens objet de la présente convention sont affectés à usage exclusif des activités de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exception du bâtiment C également affecté à l'accueil de télétravailleurs et le bâtiment B qui accueille le laboratoire TERANA.

Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente même provisoire entraînera la résiliation automatique de la convention, sauf accord préalable du propriétaire.

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'occupant ne peut céder les droits en résultant à qui que ce soit exception faite des locaux du télécentre que l'UCA peut mettre à disposition des télétravailleurs ou de partenaires identifiés. Par ailleurs, sur proposition de l'UCA, certains prestataires de service peuvent utiliser les locaux après accord du propriétaire.

L'occupant doit, en outre, se conformer aux prescriptions administratives applicables à l'usage desdits locaux.

Article 4 – REMISE DU BIEN

L'occupant prend les locaux dans l'état où ils se trouvent. Il déclare en outre bien connaître les bâtiments pour les avoir occupés préalablement à la signature des présentes.

Article 5 – OBLIGATIONS-CONDITIONS D'OCCUPATION

5-1 : Conditions générales

Tous les travaux évoqués aux articles 5-3, 5-4 et 5-5 sont réalisés sous la seule responsabilité des occupants, sans recours contre le propriétaire.

Tous les travaux évoqués à l'article 5-6 sont réalisés sous la seule responsabilité du propriétaire.

5-2 : obligations des occupants

L'occupant doit utiliser les lieux raisonnablement sans commettre, ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations. Il doit s'abstenir de toute activité qui pourrait troubler la tranquillité ou la sécurité des lieux mis à disposition ou nuire à leur bonne tenue.

Il s'oblige à respecter ou à faire respecter toute réglementation actuelle relative à l'activité exercée dans les lieux visés par la convention.

L'occupant ne peut procéder à aucune modification ou transformation du bâtiment ou de ses abords sans l'accord du Département du Cantal.

5-3 : travaux de réparation et entretien relevant des occupants

L'occupant s'oblige à maintenir les lieux mis à disposition, objet de la convention, en bon état d'entretien et de réparation.

Hormis les dispositions de l'article 6, l'occupant entretient en parfait état de marche toutes les installations et équipements. Le remplacement de ces installations pour cause de vétusté est à la charge du propriétaire, sauf si cela provient d'un manque d'entretien régulier et sauf pour les matériels spécifiques aux activités du site.

Tous les travaux de menu entretien sont du ressort de l'occupant.

Les équipements liés à des besoins spécifiques, tels que les groupes froids des locaux serveurs, les groupes d'extraction des sorbonnes sont à la charge exclusive de l'occupant.

Toutes les réparations, notamment revêtements de sols, revêtements muraux ou peinture, faux plafonds, menuiseries intérieures, relamping, sont d'entretien, donc de l'ordre de l'occupant.

La rénovation partielle des toits est à la charge de l'occupant, elle comprend notamment :

- Le remplacement de ponctuelle de couverture abimées ou cassées,
- La réparation de gouttières et /ou de chéneaux,
- La reprise de l'étanchéité autour de cheminées ou sorties de toiture (skydôme, ventilation...), fenêtre de toit,
- Le nettoyage et démoussage des toitures.

L'occupant procède en outre à la destruction de tous rongeurs, insectes ou parasites et avise sans délai le propriétaire de tout sinistre causé à l'immeuble, objet de la présente convention.

5-4 : travaux d'amélioration ou d'aménagement

Des travaux d'amélioration ou d'aménagement peuvent être réalisés par l'occupant, sur la partie qui lui est allouée à ses frais et risques après consentement du propriétaire.

Par ailleurs, l'occupant ne peut exécuter de travaux entraînant soit une démolition, soit un changement de distribution, soit un percement de murs porteurs ou de planchers, sans l'accord exprès et préalable du propriétaire, qui peut imposer la direction d'un bureau d'études agréé par lui au vu de ses références professionnelles, aux frais du bénéficiaire.

5-5 : travaux imposés par la réglementation

Au cas où de nouvelles réglementations spécifiques viendraient à rendre obligatoire des travaux de transformation ou d'aménagement de l'ensemble immobilier en raison de l'activité exercée par l'occupant, ceux-ci seront exécutés par l'occupant à ses frais après information du Département du Cantal. En outre, il exécutera après accord du propriétaire et à ses frais les travaux induits par une modification de destination des locaux.

5-6 : travaux relevant de l'ordre du propriétaire

Le Département du Cantal a l'obligation d'effectuer les grosses réparations affectant le bien mis à disposition à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut d'entretien courant, depuis la mise en place de la présente convention.

Les grosses réparations sont celles du clos et couvert et des équipements généraux et comprennent notamment la chaufferie, l'ascenseur, le chauffage, la ventilation, le TGBT, le groupe électrogène et les armoires électriques.

Le propriétaire assurera la mise en conformité des bâtiments liés à une évolution de la réglementation générale sur les établissements recevant du public à l'exclusion de toute réglementation spécifique à l'activité de chaque occupant.

Article 6 – CONDITIONS DE GESTION

La gestion des contrats de maintenance, des contrôles réglementaires et des travaux d'entretien incombant aux occupants sera prise en charge par l'UCA pour leur mise en œuvre et leur exécution.

Elle concerne :

- la gestion des fluides (eau, gaz, électricité, fioul),
- les travaux d'entretien courant des locaux communs à tous les occupants (y compris les espaces verts, et déneigement),
- les travaux de maintenance réglementaire (liste en annexe),
- les contrôles réglementaires (liste en annexe).
- l'entretien courant des équipements propres aux locaux occupés par chaque entité, y compris le cas échéant des équipements de type CVC propres à une utilisation de process (sorbonnes, groupes froid, etc...)
- le ménage des locaux,
- la gestion, les frais et taxes des ordures ménagères,
- tout impôt provoqué par la mise à disposition du site,

- les contrats de téléphonie et Internet qui ne sont pas pris en charge directement par les autres occupants,
- les assurances locatives relatives aux locaux mis à disposition et occupés par le bénéficiaire définis à l'article 2.

L'UCA assurera le suivi des marchés et contrats liés à la gestion du site, créera aux besoins de nouveaux marchés et s'acquittera des dépenses correspondantes dans l'attente de leurs remboursements par les autres occupants.

La répartition des charges entre les différents occupants du site se fera selon une clé de répartition fixée par l'UCA et comprenant une contribution maximale de 2 % du Département pour le télécentre. Par défaut, la répartition des charges liées aux fluides sera ventilée en fonction des surfaces occupées. Cette répartition pourra être substituée par la mise en place de compteurs électriques et compteurs calorifiques le cas échéant.

Le responsable unique de sécurité nommé par l'UCA aura pour fonction de veiller au respect de la réglementation ERP en vigueur, et aura, de ce fait, toute autorité dans ce domaine auprès des différents occupants.

Article 7 – AUTORISATION D'OCCUPATION DES LOCAUX PAR LE DEPARTEMENT DU CANTAL

Après avis de l'UCA, le Président du Conseil départemental du Cantal peut utiliser les locaux mis à sa disposition pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour des missions relatives à la pédagogie et l'enseignement.

L'utilisation des locaux par le Département du Cantal dans ce cadre se fait sous la responsabilité de celui-ci. L'UCA ne peut en aucun cas être reconnue responsable des préjudices subis du fait de cette utilisation.

Article 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet le 1^{er} septembre 2024.

Elle est conclue pour une durée de 3 ans.

Les parties conviennent de se rencontrer au plus tard six mois avant l'échéance afin de prévoir les modalités de renouvellement éventuel.

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six mois avant son échéance.

Concernant l'exécution de la présente convention, les parties s'efforcent de régler leurs différends à l'amiable. A défaut de règlement à l'amiable des litiges, chaque partie pourra saisir le tribunal administratif de Clermont-Ferrand

Article 9 – RESPONSABILITE-ASSURANCE

L'occupant souscrit un contrat d'assurance garantissant tous dommages causés dans l'exercice de son activité, les dommages aux biens ainsi qu'un contrat responsabilité civile pour tous les risques locatifs et de voisinage. Il fournira chaque année au Département du Cantal à la date anniversaire de la signature de la présente, toutes les attestations afférentes à cette obligation.

L'occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation ou l'enlèvement de l'immobilier des équipements spécifiques à son activité.

L'occupant a l'entière responsabilité des dommages corporels, matériels et immatériels, et des nuisances éventuelles pouvant survenir de son fait ou de celui de personnes agissant pour son compte.

En cas de sinistre, l'occupant informera en parallèle son assurance dans les plus brefs délais et la direction des bâtiments du Département du Cantal en précisant la nature du sinistre et ses conséquences.

En cas de défaut d'assurance de l'occupant, le Département du Cantal est en droit de résilier de plein droit la convention.

Le Département du Cantal s'engage à souscrire une assurance dommages aux biens garantissant les locaux à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire des bâtiments.

Article 10 - REDEVANCE

L'autorisation d'occupation de ce domaine public départemental est consentie gratuitement compte-tenu que cette occupation concourt à l'exécution d'une mission d'intérêt général d'éducation.

Article 11 – IMPOTS ET FRAIS

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, taxes ou redevances habituellement à sa charge en sa qualité et en lien avec son activité que le Département du Cantal, propriétaire, lui demandera de rembourser sur justificatifs (foncier, habitation, taxes ordures ménagères ou autres).

Article 12 – REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise à la législation française.

Pour tout différend susceptible de survenir entre les Parties, relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront, préalablement à toute action contentieuse, de rechercher une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant la juridiction administrative française compétente

Fait à Aurillac,

Le

Le

Le Président du
Conseil départemental du Cantal

Le Président de l'Université Clermont Auvergne,

Bruno FAURE

Mathias BERNARD

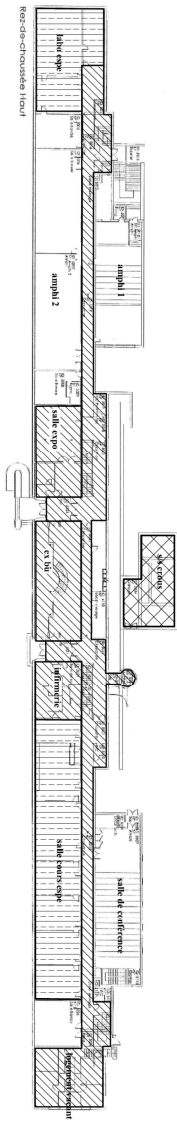
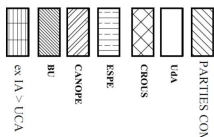
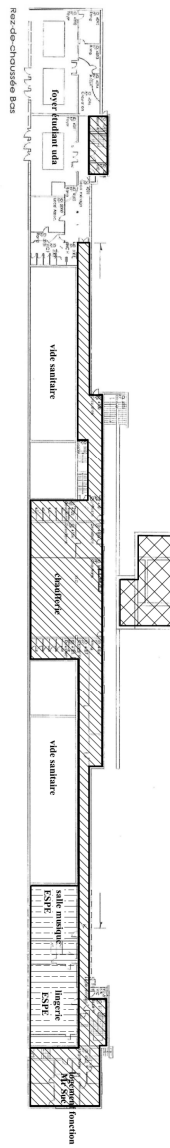
Annexe 1

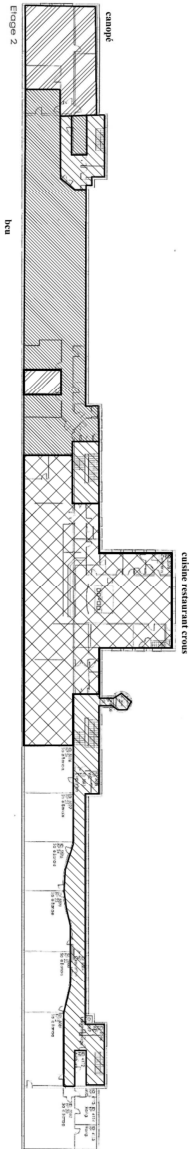
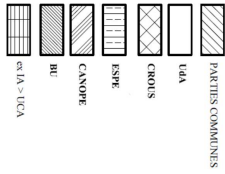
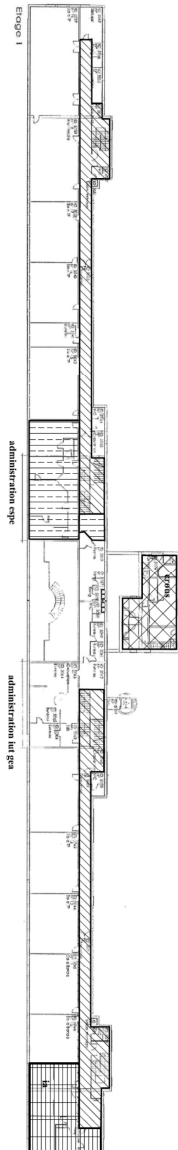
Marchés repris en gestion par l'UCA

- Maintenance et vérification des ascenseurs
- Maintenance et vérification des portes automatiques et sectionnelles
- Maintenance et vérification des extincteurs
- Maintenance et vérification des systèmes SSI
- Maintenance et vérification des appareils élévateurs PMR à translation oblique
- Entretien des installations de Chauffage Ventilation Climatisation et du groupe électrogène (sauf climatisation des locaux informatiques ou autres locaux de process)
- Maintenance de la GTC
- Contrôle des équipements électriques par un organisme agréé
- Contrôle des ascenseurs par un organisme agréé
- Contrôle des systèmes de désenfumage et du compartimentage par un organisme agréé
- Contrôle des engins de déneigement
- Entretien des espaces verts
- Fourniture de gaz
- Fourniture de fuel pour le groupe électrogène
- Fourniture d'électricité
- Fourniture d'eau potable

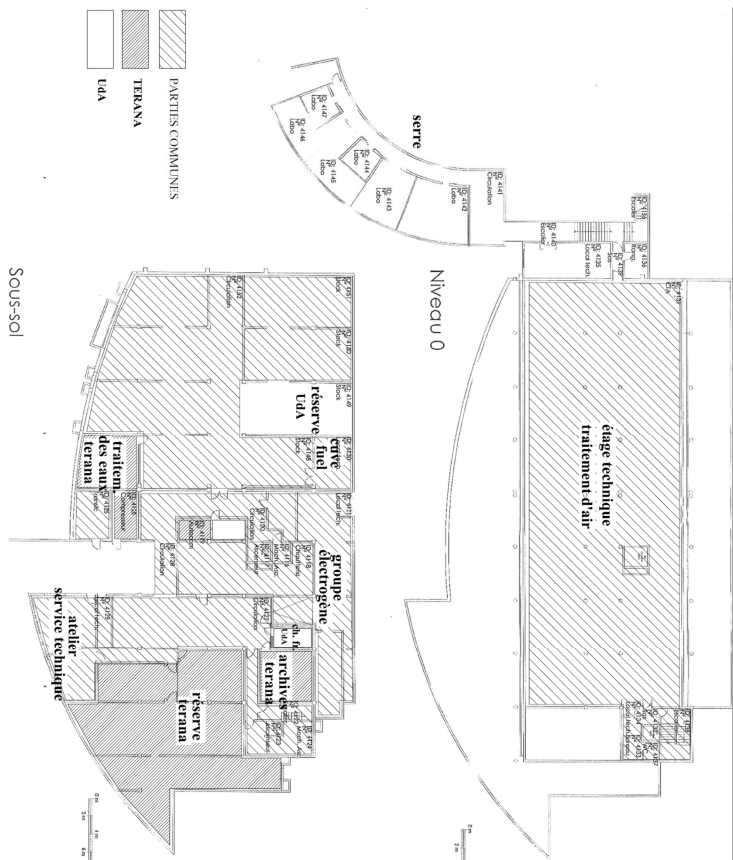
Annexe 2 – plan des locaux







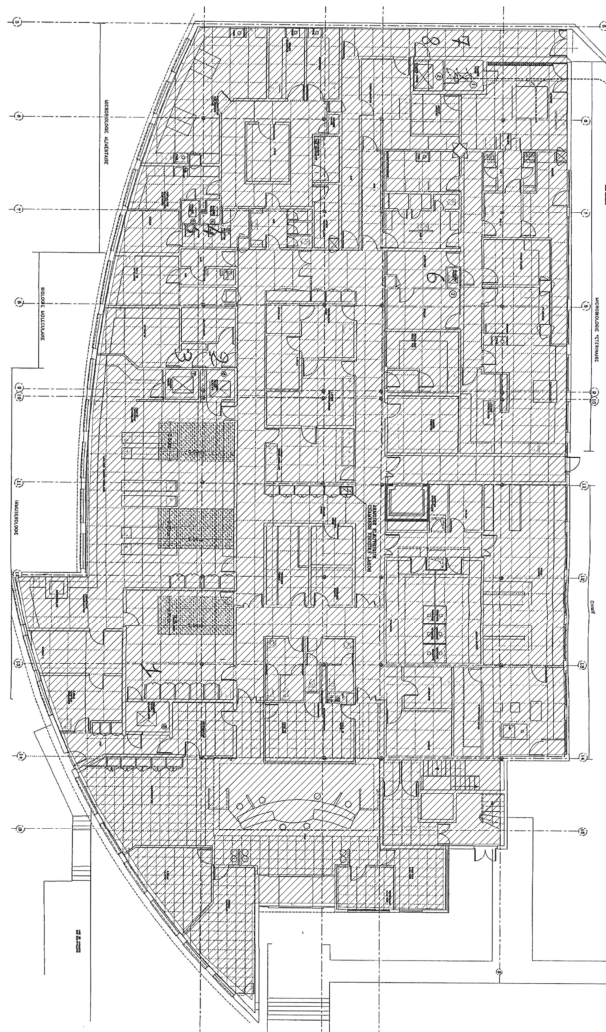




Sous-sol

Niveau accueil

TERANA

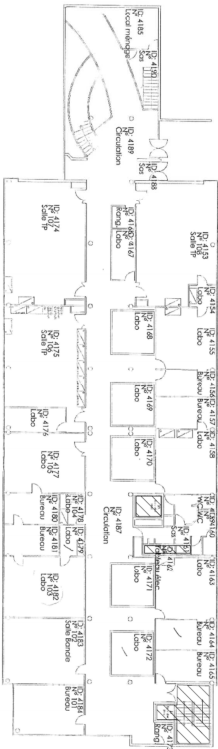




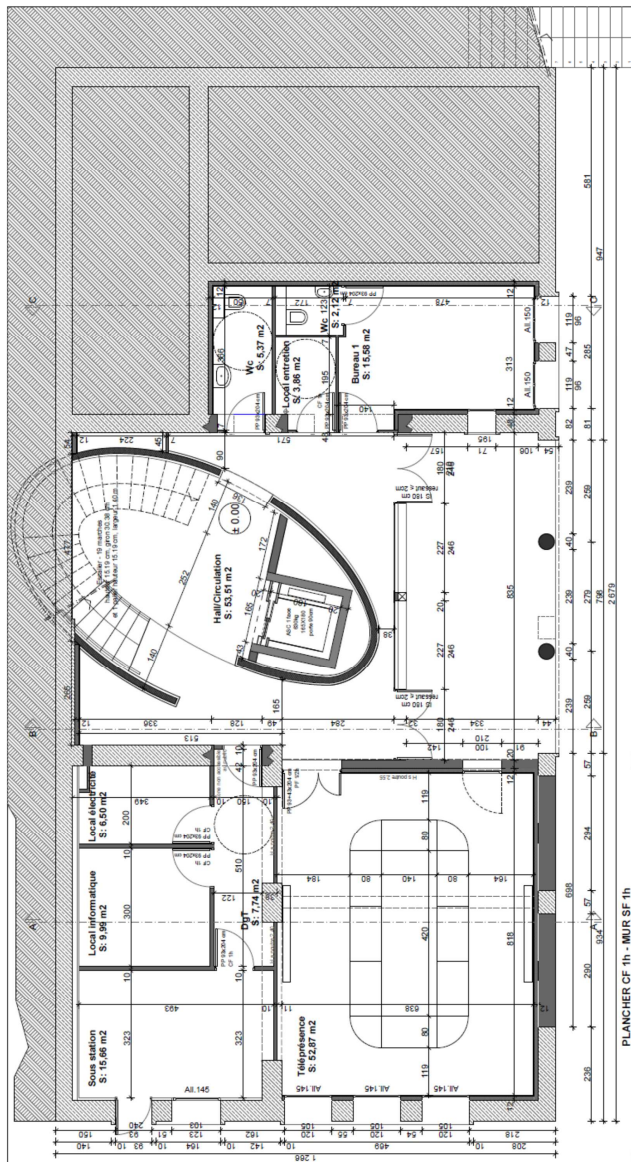
PARTIES COMMUNES



Uda



Niveau 1



PLANCHER CF 1h - MUR SF 1h

CONSEIL GENERAL DU CANTAL
28 Avenue Gambetta
15000 AURILLAC

AMÉNAGEMENT D'UN PLATEAU TECHNIQUE

NIVEAU 0
1500p

15-13-11

PRO

02

11 JUN 2014

TRINH & MAUDRY



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-5

Les rendez-vous étudiants 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Valérie RUEDA.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-23 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la jeunesse et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre du programme et des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** à la Communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac une subvention de 5 000 € pour l'organisation de la manifestation "Les Rendez-vous étudiants 2024", sur la base d'un budget prévisionnel de 54 000 €.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 657348 fonction 338 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-6

Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Subvention à l'Association Tradition Salers

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour :

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder à l'Association Tradition Salers, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} RI - 15000 AURILLAC, une aide financière de 1 000 € pour l'organisation du concours 2024 de vaches Salers traites à Moussages. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 2 000 € TTC.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté de notification n°SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-7

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Gilles COMBELLE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°23CD05-28 du 18 décembre 2023 approuvant le renouvellement du dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- ATTRIBUE des subventions aux manifestations ou associations locales de 12 cantons pour un montant global de 35 950 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 27 septembre 2024

Bénéficiaires	Objet	Subvention
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Comité d'Animation d'Arpajon-sur-Cère	organisation de la Fête de la Truffade les 19, 20 et 21 juillet 2024	500
ACCA Saint-Hubert Arpajonnaise	organisation d'un ball trap le 21 juillet 2024	200
Association Vaincre la mucoviscidose	organisation des Virades de l'Espoir à Peyrolles le 29 septembre 2024	300
Centre Communal d'Action Sociale d'Arpajon-sur-Cère	organisation du projet "Séniors en vacances" du 16 au 20 septembre 2024 à Agde	400
CANTON D'AURILLAC 1		
Association Vaincre la mucoviscidose	organisation des Virades de l'Espoir Peyrolles le 29 septembre 2024	300
CDOS du Cantal	organisation de la 11e édition d'Aurillac pour Elles le 13 octobre 2024	300
CANTON D'AURILLAC 2		
CDOS du Cantal	organisation de la 11e édition d'Aurillac pour Elles le 13 octobre 2024	500
Karaté club Aurillac	fonctionnement 2024	200
Les Cyclos du Vélo Montagnard	fonctionnement 2024	200
Secours Populaire Français - Fédération du Cantal	fonctionnement	800
Aurillac Country Dance 15	organisation du 14ème week-end Country les 7 et 8 septembre 2024	200
Ecole de Judo 15	réalisation d'un projet social et achat de vêtements	500
CANTON D'AURILLAC 3		
APE de l'école maternelle de La Fontaine	fonctionnement 2024	800
CANTON DE MAURS		
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation de la 35e semaine cantalienne Open Access et de la 4e semaine cantalienne U17	150
CANTON DE MURAT		
Association Sportive du Collège Georges Pompidou de Murat	organisation des activités de l'Association sportive	500
Association Sportive du Collège Maurice Peschaud d'Allanche	organisation des activités de l'Association sportive	500
Association Badminton Muratais	acquisition d'équipements	1 000
Amicale des Sapeurs Pompiers de Neussargues en Pinatelle	fonctionnement	250
Les Amis de Bredons	fonctionnement	500
Football Club Albepierre Bredons	fonctionnement	1 000
CANTON DE NAUCELLES		
Mairie de Saint-Cernin	organisation du Salon du Polar 2024	300
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation de la 35ème semaine cantalienne Open Access et de la 4ème semaine cantalienne U17	150
Amicale des Sapeurs Pompiers de Saint-Cernin	organisation de la manifestation du 14 juin 2024 : portes ouvertes du Centre d'Intervention et de Secours	200
APE et amis de l'Ecole de Reilhac	organisation d'un séjour découverte au Lioran du 24 au 26 juin 2024	400

Union Sportive Bessoise	acquisition de maillots	250
Association Canine Territoriale du Cantal	organisation de l'exposition canine d'Aurillac 2024	200
CANTON DE NEUVEGLISE SUR TRUYERE		
Association sportive LPA Louis MALLET	participation au Championnat de France Cross country UNSS 2024	200
Rand' Oradour	fonctionnement 2024	300
Comité FNACA de Chaudes Aigues	organisation du conseil départemental FNACA 2024	1 000
Comité départemental Cycliste du Cantal	participation à la 35e semaine cantalienne Open Access et à la 4e semaine cantalienne U17	300
APE de l'Ecole de Ruynes en Margeride	organisation d'une journée pour la mémoire au Mont-Mouchet à l'occasion du 80e anniversaire de la Libération de notre région	1 040
Association Amitié en Caldauguès	participation au Championnat de pétanque à Argelès sur Mer en octobre 2024	300
Association Festi'Neuvéglise	organisation des manifestations 2024	500
Association Les Amis de la Lavande et des produits du terroir	organisation de la Fête de la lavande et des métiers du terroir en 2024	500
Association Les Cadets de la Résistance - ACVG	acquisition de fleurs et déplacements aux commémorations des stèles	800
Association Spring Festiv'	organisation du Festival Spring Festiv' en mai 2024	200
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Association Albert Monier	organisation des projets 2024	300
Association des Commerçants et Artisans de Riom	organisation des animations 2024	300
ACCA Le Vaulmier	organisation de manifestations	300
Association Trizacoise du Patrimoine	organisation de la Fête des 10 ans de l'association	500
Association Tradition Salers	organisation du concours Vaches Salers Traités 2024	300
Amicale Bouliste Riomaise	organisation de 2 concours nationaux en septembre 2024	500
Comice Agricole Salers de Riom-ès-Montagnes	acquisition de cloches pour le concours Salers en août 2024	300
Association Détente	organisation de nouvelles activités en 2024	300
Comité de Jumelage Condat	organisation des projets en 2024	500
Syndicat des éleveurs de chevaux de Trait du Cantal	participation des éleveurs du Canton de Riom-Es-Montagnes au Concours Vittel	300
CANTON DE SAINT-FOUR 2		
Musique et Cie	organisation du Festival de Jazz 2024	1 000
Association Spring Festiv'	organisation de la 11e édition du Festival Spring Festiv' en mai 2024	1 000
Syndicat des éleveurs de bovins limousins du Cantal	concours interdépartemental à Saint-Flour les 19 et 20 octobre 2024	500
Sport Nature du Pays de Saint Flour	organisation de la Traversée Blanche en 2024	200
Saint-Flour Créatellers	organisation d'une grande exposition à la Halle aux Blés en septembre 2024	500
Association Sportive du Collège Blaise Pascal de Saint-Flour	fonctionnement 2024	500
Association Cantal crossbones	organisation du Festival de musique métal FuriosFest	2 000
Association ANPACO	organisation d'actions de prévention	200

CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Ecole de Saint-Paul-des-Landes	organisation d'un voyage scolaire à Mondonville	510
Association Théâtrale Cayrolaise	organisation d'un cinéma en pleine forêt	300
EQUI' LAC de Cantalès	fonctionnement	500
Union Sportive Cère et Landes	fonctionnement	700
Ayrens Sport	fonctionnement	500
Football en Châtaigneraie et Pays de Rance	fonctionnement	700
Commune Le Rouget	organisation du passage du Tour de France 2024 et de la Corrida de Noël	1 500
US Siran - Section Football	organisation des 60 ans du Club	700
AAPPMA Châtaigneraie	organisation des ateliers de pêche	300
Rugby Club des Landes	organisation des 50 ans du Club	1 000
FDSEA du Cantal	organisation du passage du Tour de France 2024 au Rouget	1 000
CANTON DE YDES		
Yokai Judo	organisation d'un stage de judo pour les jeunes de 7 à 17 ans en juillet 2024	500
Comité des fêtes de Jaleyrac	organisation de la fête patronale les 6 et 7 juillet 2024	300
Caval/Cantal	organisation des randonnées équestres "Les Escapades"	300
Comice Salers de Saignes	organisation du comice Salers de Saignes le 19 octobre 2024	500
Club de l'Amitié du Monteil	organisation d'animations culturelles	300
APE du RPI Jaleyrac - Sourmiac	organisation d'une sortie au Lioran le 6 juin 2024	300
Ydes Sport Football Club	organisation de la Fête de la Culture le 14 août 2024	300
Secours Populaire Français Comité de Mauriac	organisation d'un séjour de vacances à l'Île d'Oléron en 2024	200
Atelier MAD' O	organisation d'une journée "Prévention des Risques Professionnels" le 3 octobre 2024	300
	TOTAL	35 950

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-8

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- ATTRIBUE les subventions suivantes :

- 300 euros pour la société cantalienne d'Aviculture ;
- 2 000 euros pour l'amicale des Sapeurs-Pompiers de Polminhac ;
- 500 euros pour le rugby club de Saint-Flour ;
- 500 euros pour la FDSEA du Cantal ;
- 750 euros pour l'association cantalienne Georges Pompidou ;
- 1 000 euros pour le Comité départemental de Judo du Cantal ;
- 500 euros pour le Rugby Club des Landes.

Les montants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-9

Route départementale n°926 - Contournement de Murat - Acquisition d'une propriété mise en vente par la SAFER

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les dispositions prévues au titre III ;

Vu la délibération n°19CP05-32 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2019 entérinant la convention cadre entre la SAFER Auvergne-Rhône-Alpes et le Département ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique SAFER en date du 9 juillet 2024 ;

- APPROUVE l'acquisition des parcelles désignées ci-dessous pour un prix calculé de 69 260 € :

● Prix principal d'acquisition	60 000 €
● Frais de notaire	2 060 €
● Frais d'intervention SAFER	7 200 €

Commune d'ALBEPierre-BREDONS :

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature
Le Patural	A	59	3a 75ca	Sols
Le Patural	A	60	6ha 07a 40ca	Pré
Surface totale			6ha 11a 15ca	

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer la promesse unilatérale d'achat et l'acte à intervenir dans cette affaire, qui permettra de constituer des réserves foncières nécessaires au projet de contournement de MURAT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à confier la gestion annuelle de ces parcelles à la SAFER, par l'intermédiaire d'une Convention de Mise à Disposition entre le Département du Cantal et la SAFER.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-10

Déclassement et cession d'un délaissé au profit de tiers sur la Commune de Saint-Santin-de-Maurs suite à l'aménagement de la route départementale n° 45

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales en date du 30 juillet 2024 estimant le bien à 1,99 €/m² ;

Considérant la négociation de cession du délaissé à 0,03 €/m² lors des acquisitions de terrain nécessaires à l'aménagement de la RD n° 45 ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- **DECIDE** de ne pas suivre l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales et de respecter l'engagement pris lors des négociations foncières.

- **DECIDE** de procéder au déclassement et la cession du terrain tel qu'il figure au tableau ci-dessous.

ROUTE DEPARTEMENTALE N°45
Commune de SAINT-SANTIN-DE-MAURS

Acquéreurs : Consorts BROUSSAL

Dossier n° AAF 47

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
B	1305	L'Étang	412	Délaissé

Montant de la vente : $0,03 \text{ €} \times 412 \text{ m}^2 = 12,36 \text{ €}$

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-11

Déclassement et cession d'un délaissé au profit de tiers sur la Commune de Boisset suite à l'aménagement de la route départementale n° 64

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- **DECIDE** de procéder au déclassement et à la cession du terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

ROUTE DEPARTEMENTALE N°64
Commune de BOISSET

Acquéreurs : Consorts PRAT

Dossier n° AAF 39

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
AK	370	Serrières	297	Délaissé

Montant de la vente : $0,55 \text{ €} \times 297 \text{ m}^2 = 163,55 \text{ €}$

Montant arrondi à 160 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer l'acte notarié lié à cette cession.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-12

Déclassement et cession de délaissés au profit de tiers sur les communes de Boisset, Saint-Étienne-de-Chomeil et Saint-Julien-de-Toursac suite à l'aménagement des routes départementales n° 64, 205 et 133

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant l'inutilité de ces parcelles nullement gérées ;

- **DECIDE** de procéder au déclassement et à la cession de terrains tels qu'ils figurent au tableau ci-après :

ROUTE DEPARTEMENTALE N°64
Commune de BOISSET

Acquéreur : Madame

Dossier n° AAF 39

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
AK	371	Serrières	416	Délaissé remis en culture
AK	372	Serrières	575	Délaissé en l'état

Montant de la vente : $0,55 \text{ €} \times 416 \text{ m}^2 = 228,80 \text{ €}$
 $0,86 \text{ €} \times 575 \text{ m}^2 = 494,50 \text{ €}$

Montant total = 723,30 €

ROUTE DEPARTEMENTALE N°205
Commune de SAINT-ÉTIENNE-DE-CHOMEIL

Acquéreur : Madame

Dossier n° AAD 92

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
D	1498	La Gare	90	Délaissé

Montant de la vente : $0,30 \text{ €} \times 90 \text{ m}^2 = 27,00 \text{ €}$

ROUTE DEPARTEMENTALE N°133
Commune de SAINT-JULIEN-DE-TOURSAC

Acquéreur : Monsieur

et Madame

Dossier n° AAF 41

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
A	871	Naucase	130	Délaissé

Montant de la vente : $0,55 \text{ €} \times 130 \text{ m}^2 = 71,50 \text{ €}$

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer les actes authentiques en la forme administrative correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-13

Transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n° 2 à la Commune de Pleaux

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L131-4 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération de la Commune de Pleaux en date du 24 juin 2024 approuvant le transfert de domanialité du délaissé de l'ancienne route départementale n° 2 compris entre les PR 2 + 790 et le PR 3 + 060, et le versement d'une soulte de 13 720,80 TTC correspondant au montant de la remise en état de la chaussée ;

Considérant que l'aménagement de la route départementale n° 2 a abouti à la création d'une portion de route utile à la Commune de Pleaux pour la desserte d'une carrière, de parcelles privées ainsi que pour l'accès à un chemin rural ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité du délaissé de l'ancienne route départementale n° 2 compris entre le PR 2 + 790 et le PR 3+060 dans le domaine public communal figurant sous teinte jaune sur le plan joint en annexe, ainsi qu'au versement d'une soulte de 13 720,80 euros TTC pour solde de tout compte, correspondant au montant de la remise en état de la chaussée.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers

en exercice **15**
présents **14**
votants **15**

L'an deux-mille-vingt-quatre, le vingt-quatre juin
le Conseil Municipal de la Commune de PLEAUX dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire, à la Maison du Temps Libre sous la
présidence de David PEYRAL, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 juin 2024

Présents : Mme Suzanne AUSSET, M. Benjamin BONY, M. Jean-Claude CHEYMOL, M. Michel DAYRAL, M. Jean-Michel DELFAU, Mme Agnès GAILLARD, M. Pierre OUVRIÉ, Mme Marie-Pierre PARSOIRE, M. David PEYRAL, M. Marc SEPCHAT, Mme Colette THEVENOUX, M. Christian URLI, Mme Monique VAISSIER, Mme Monique VIOSSANGE.

Absente ayant donné procuration : Mme Agnès VEYRIERE à M. Pierre OUVRIÉ.

Secrétaire : M. Jean-Michel DELFAU.

DELIB240620246

TRANSFERT DE DOMANIALITE D'UN DELAISSE DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N°2

L'aménagement de la Route Départementale n° 2 a créé une portion de route, comprise entre le PR 2 + 790 et le PR 3 + 60, qui n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale mais conserve un intérêt pour la desserte d'une carrière, de parcelles privées et pour l'accès à un chemin rural.

Ce délaissé, d'une longueur de 315 ml et d'une superficie d'environ 3100 m², a été répertorié par la Mission Affaires Foncières du Département.

La remise en état de la chaussée est estimée à 13 720,80 euros TTC.

Aussi, le Département propose de verser à la commune une soulte correspondant au montant de la remise en état et de transférer ce délaissé (plan joint) dans le domaine public communal.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

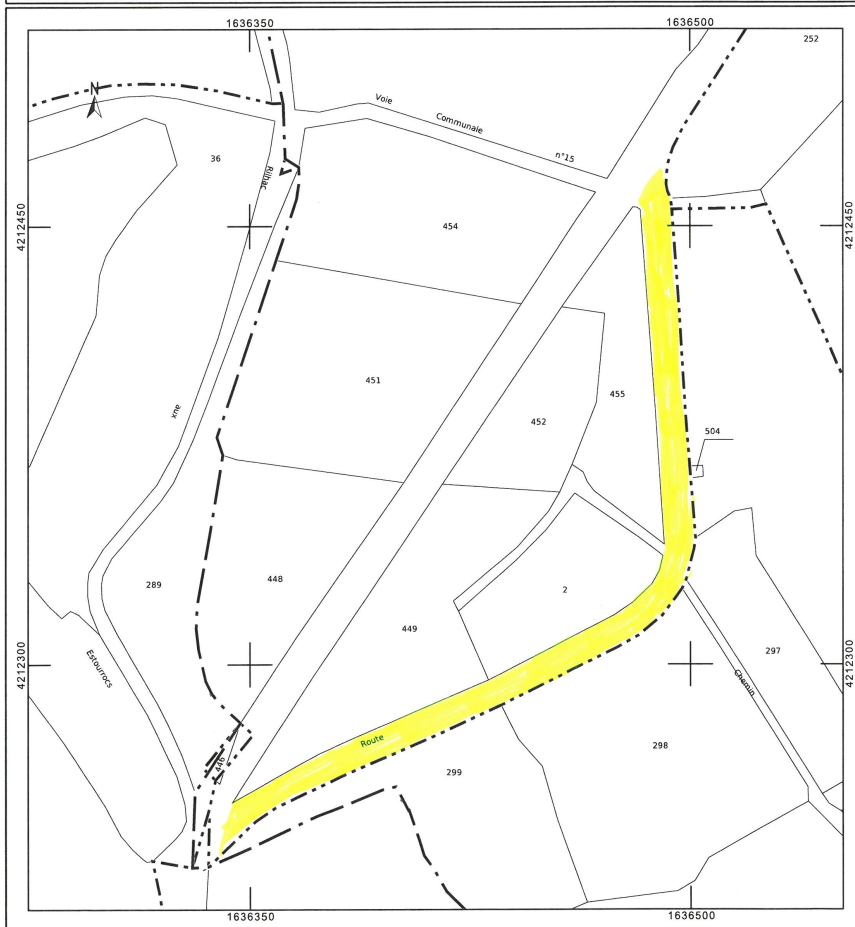
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ACCEPTE** le transfert de domanialité du délaissé de l'ancienne Route Départementale n° 2 compris entre les PR 2 + 790 et le PR 3 + 60, et le versement d'une soulte de 13 720,80 TTC correspondant au montant de la remise en état de la chaussée ;
- **DONNE** tout pouvoir à son Président pour signer les documents fonciers et acte relatifs à ce transfert de domanialité.

Pleaux, le 24 juin 2024
Le Maire - David PEYRAL



Département : CANTAL Commune : PLEAUX	DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES ----- EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL -----	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : AURILLAC 3 Place des Carnes 15012 15012 AURILLAC CEDEX tél. 04 71 43 44 84 - fax 04 71 43 44 77 cdf.aurillac@dgif.finances.gouv.fr
Section : I Feuille : 000 I 01 Echelle d'origine : 1/2500 Echelle d'édition : 1/1500 Date d'édition : 31/05/2024 (fuseau horaire de Paris) Coordonnées en projection : RGF93CC45 ©2022 Direction Générale des Finances Publiques	Cet extrait de plan vous est délivré par : cadastre.gouv.fr	



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-14

Transfert de domanialité de délaisés de la route départementale n° 922 à la Commune de Madic

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L131-4 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération de la Commune de Madic en date du 19 juin 2024 acceptant le transfert de domanialité de délaisés de la Route Départementale n° 922 ;

Considérant que l'aménagement de la Route Départementale n° 922 a abouti à la création de délaisés de route utiles à la Commune de Madic pour la création de colonnes de tri sélectif au lieu-dit « La Baraquette » ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité de délaisés de la Route Départementale n° 922 à la Commune de Madic, conformément au plan joint en annexe de cette délibération.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Séance du mercredi 19 juin 2024

Délibération N° DE_2024_023

NOMBRE DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Votants
11	8	10
Date de la convocation : 12/06/2024		
Pour	Contre	Abstention
10	0	0
Résultat du vote : adoptée		

Le dix-neuf juin deux mille vingt-quatre, à 18 heures 30, l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances (Salle du Conseil Municipal), sous la présidence de MORANGE CHRISTOPHE.

Présents : MORANGE CHRISTOPHE, BERNARD ERIC, LEYMONIE MIREILLE, BRUGEAILLE HERVE, CARLONI OLIVIER, DOUHERET JACQUES, ESTAGER DANIEL, ROUSSEYRE BEATRICE

Représentés : MAGNE BEATRICE représentée par LEYMONIE MIREILLE, TOURNADRE OPHELIE représentée par BERNARD ERIC

Absents et Excusés : BERTRANDIAS NICOLAS

Conformément à l'article 2121-15 du CGCT, DOUHERET JACQUES est nommé(e) à l'unanimité secrétaire de séance.

**Objet : TRANSFERT DE DOMANIALITE DE DELAISSES DE LA ROUTE
DEPARTEMENTALE N°922 SUR LA COMMUNE DE MADIC**

L'aménagement de la Route Départementale n°922 a créé des portions de route qui n'ont plus d'intérêt pour la voirie départementale mais qui conserve une vocation publique au lieu-dit « La Baraquette ».

Ces délaissés ont été répertoriés par la Mission Affaires Foncières du Département sur un plan que Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal. Il s'agit des 3 parcelles cadastrées : section ZC n°124, section ZC n°144 et section ZC n°143.

Sur demande de la Mairie, le Département propose à la Commune de Madic, de les transférer dans le domaine public communal.

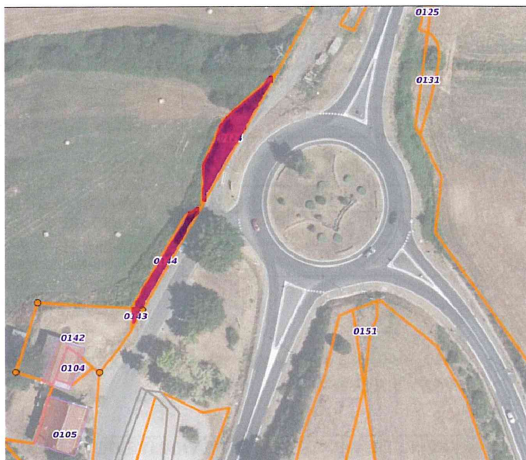
Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

DE_2024_023

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ACCEPTE** le transfert de domanialité des délaissés de l'ancienne route départementale n°922 au lieu-dit « La Baraquette » comme précisé sur le plan ci-dessous soit les parcelles cadastrées : section ZC n°124, section ZC n°144 et section ZC n°143.



Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an que dessus.

MORANGE CHRISTOPHE
Président de séance



DOUHERET JACQUES
Secrétaire de séance

DE_2024_023

Département :
CANTAL

Commune :
MADIC

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
AURILLAC
3 Place des Carnes 15012
15012 AURILLAC CEDEX
tél. 04 71 43 44 84 - fax 04 71 43 44 77
cdif.aurillac@dgfip.finances.gouv.fr

Section : ZC
Feuille : 000 ZC 01

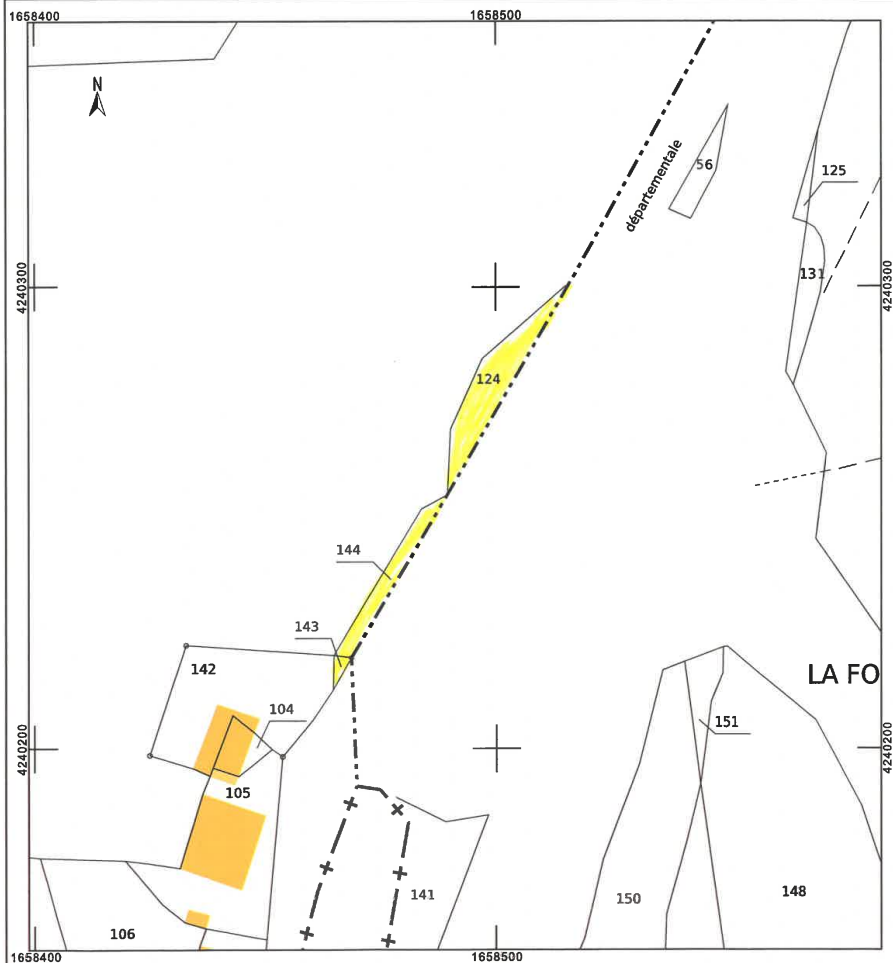
Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 18/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-15

**Aménagement des Routes Départementales n°22 et n°4 - Communes de Meallet et Clavières -
Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- **VALIDE** les acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des Routes Départementales n°22 et n°4 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

Route Départementale n°22
Dégagement visibilité carrefour - 01202

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MEALLET

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
	D216	211	1839	Pré	105,50	32,77	138,27

Route Départementale n°4
LA BRUGERE à CLAVIERES - 00251

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : CLAVIERES

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Nature	Principale et totale
M. et M	ZD80	137	Terre	80,00

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions et de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-16

**Convention de partenariat entre le Conseil départemental et le Dispositif d'Appui à la
Coordination du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles L6327-1 à 3 du Code de la santé publique ;

Vu l'article 23 de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ;

Vu le décret n°2021-295 du 18 mars 2021 relatifs aux dispositifs d'appui à la coordination et aux dispositifs spécifiques régionaux ;

- **APPROUVE** la convention entre le Conseil départemental du Cantal et le Dispositif d'Appui à la Coordination du Cantal (DAC 15) relative aux modalités de coopération entre les deux organismes dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE FONCTIONNEMENT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL ET DAC 15

Régissant les modalités de coopération entre :

Le Dispositif d'Appui à la Coordination du Cantal (DAC 15)

Domicilié 30 rue Jacques Prévert – 15000 AURILLAC

Représenté par sa Présidente, Madame Elodie MARTRES, autorisé par délibération du XXXX à signer la présente convention et désigné par « DAC 15 »

Et

Le Conseil départemental du Cantal

Hôtel du département – 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC CEDEX

Représenté par son Président Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération du XXXX à signer la présente convention, et désigné ci-après par « le Département »

Vu l'article 23 de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Vu le décret n°2021-295 du 18 mars 2021 relatifs aux dispositifs d'appui à la coordination et aux dispositifs spécifiques régionaux

Vu les articles L6327-1 à 3 du Code de la Santé Publique

Vu la délibération du Conseil départemental en date du XXXX approuvant la présente convention

Article 1 : objet de la convention

Le dispositif d'appui à la coordination du Cantal (DAC 15) vient en appui aux professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux faisant face à des personnes cumulant diverses difficultés et aux besoins de santé complexes. Sur le territoire, le DAC a pour objectif de faciliter les parcours de santé des patients en situation complexe quel que soit l'âge, la pathologie et le handicap.

Depuis la fin du dispositif MAIA le 1er septembre 2022, le Département et le DAC 15 contribuent à apporter une réponse de qualité aux Cantaliens. La présente convention a vocation à définir les modes de coopération entre les deux institutions.

Elle est conclue dans le respect des missions dévolues à chaque signataire par la réglementation.

Les deux partenaires à la présente convention, affirment ainsi leur volonté d'agir ensemble au titre des objectifs suivants :

- Faciliter et simplifier l'accès aux droits des personnes dont la situation est qualifiée de « complexe », en renforçant leur partenariat,
- Améliorer la complémentarité et la coordination de leurs réponses,
- Contribuer à l'amélioration de la qualité du service rendu en identifiant mieux les besoins des personnes en situation complexe,
- Simplifier les parcours en favorisant les échanges et orientations réciproques vers les structures compétentes.

Ainsi cette convention présente :

- Les missions et actions du DAC 15 et du Département
- Les modalités de coopération entre le DAC 15 et le Département afin d'assurer les objectifs définis ci-dessus

Article 2 : missions, public visé, modalités de fonctionnement, organisation du DAC15

Informer, conseiller et orienter les professionnels, les patients et leur entourage vers les ressources sanitaires, sociales, et médico-sociales (niveau 1)

Cette première mission s'adresse à toute la population et à tous les professionnels de santé, sans critère de complexité.

Elle consiste essentiellement à orienter les demandes vers les ressources du territoire les plus adaptées aux besoins exprimés. Elle s'appuie pour ce faire sur un outil de type « annuaire opérationnel de ressources ».

Au-delà de la réponse aux demandes qui parviennent au DAC 15 par téléphone, par courriel, cette mission doit comporter une dimension pro-active : organisation d'actions de communication et de sensibilisation à destination des acteurs de notre département et de la population générale, animation territoriale et gestion d'un site internet.

Soutenir l'organisation des parcours de santé complexes pour favoriser le maintien à domicile.

Cette seconde mission, qui constitue le cœur de métier du DAC 15, concerne **uniquement les patients en situation complexe, sans distinction d'âge, de pathologie ou de handicap.**

Elle consiste essentiellement à apporter une aide aux professionnels pour la coordination des interventions autour du patient. Elle s'appuie pour ce faire sur des outils harmonisés de structuration de parcours (formulaire de demande d'appui, plan personnalisé de coordination en santé, consentement éclairé du patient, courrier aux professionnels...) et sur un système d'information partagé.

Cette mission dont la durée doit être adaptée aux besoins et à la situation des patients se décline en 3 missions opérationnelles :

Coordonner le repérage et l'évaluation sanitaire et sociale de la situation et des besoins des patients en situation complexe

Le DAC 15 doit être en mesure de fournir aux équipes de soins primaires, lorsqu'elles en expriment le besoin, une évaluation sanitaire et sociale de la situation du patient.

Cette évaluation peut être réalisée en propre par le DAC 15, mais, dans une logique de subsidiarité, Le DAC 15 s'appuie autant que possible sur les différents partenaires

ayant une mission de repérage et d'évaluation (équipes APA, CLIC, équipes mobiles ...)

Son principal objectif est d'organiser l'articulation et la complémentarité entre ces acteurs, afin de favoriser les évolutions conjointes et d'éviter les évaluations redondantes. (Possibilité de proposer des évaluations conjointes avec les partenaires).

Accompagner les professionnels de santé dans la coordination et le suivi des interventions autour du patient.

Cette mission comprend, en complémentarité avec le Médecin traitant :

- L'appui à l'organisation et la concertation pluriprofessionnelle (organisation si nécessaire de réunions physiques de coordination RCP, mise en lien des professionnels de santé via le SI partagé : MONSISRA MES PATIENTS.
- L'aide à l'organisation, la planification et la coordination des interventions auprès du patient.
- Le suivi, la réévaluation et l'adaptation des Plans Personnalisés de Coordination en Santé (PPCS) en fonction de l'évolution de la situation du patient.
- L'aide à l'activation des aides sociales, médico-sociales et de l'aide aux aidants.
- La mobilisation d'une expertise spécifique (gériatrique, psychiatrique, prise en charge de la douleur, soins palliatifs, soins pédiatriques, soins de support en cancérologie ...) pour les situations les plus complexes, d'un référent parcours.

Fournir un appui aux professionnels de santé pour les admissions et sorties d'établissements de santé et médico-sociaux.

Cette mission comprend, en complémentarité avec le Médecin traitant et avec les établissements concernés :

- L'élaboration de protocoles permettant d'anticiper et de préparer les hospitalisations afin d'éviter le passage aux urgences.
- La transmission au service concerné, au moment de l'entrée en établissement, d'informations relatives à l'état de santé et à la situation sociale du patient.
- L'appui à l'organisation anticipée du retour à domicile (liens étroits avec les cadres de santé et assistants sociaux des différents établissements).
- L'aide à l'élaboration et à la diffusion de fiches de liaison en cas d'hospitalisation en urgence, mentionnant notamment les directives anticipées.

Les différentes actions du DAC 15 bénéficient à toute la population et à tous les professionnels, quels que soient leur situation et leurs besoins.

Le cœur de métier du DAC 15, bénéficie **uniquement aux patients en situation complexe, sans distinction d'âge, de pathologie ou de handicap.**

Cette complexité, susceptible d'accentuer ou de provoquer des ruptures dans le parcours de santé, se caractérise par la présence d'au moins un des critères suivants :

- § **Intervention de plusieurs catégories de professionnels de santé, sociaux ou médico-sociaux** autour du patient (article 74 de la loi n° 2016-47 du 26 janvier 2016)
- § **Complexité médicale** : association de plusieurs pathologies et/ou cumul de plusieurs ALD, sévérité des pathologies, maladie rare pouvant entraîner une errance diagnostiquée et médicale.

§ **Complexité psycho-sociale** : faible recours aux soins / absence de médecin traitant, isolement ou vulnérabilité sociale (problèmes financiers, problème d'accès aux droits, logement inadapté, chômage, situation de maltraitance, épuisement des aidants ...), difficultés relationnelles, pratiques de santé inadaptées (non observance, conduite à risque...), handicap, intrication de plusieurs pathologies et d'une situation de dépendance.

Le recours à la mission 2 du DAC 15 s'effectue **via le médecin traitant ou un médecin en lien avec ce dernier**. Si un autre professionnel souhaite solliciter le DAC 15, le médecin traitant est **SYSTEMATIQUEMENT** contacté par le professionnel ou le DAC 15, pour valider le déclenchement. Par la suite, les différentes étapes de suivi du patient par le DAC 15 sont également validées par le médecin traitant.

Le patient est informé du recours au DAC 15 conformément à l'article L.1110-12 du code de la santé publique, afin qu'il puisse exercer son droit d'opposition. Ce service est gratuit.

Dans le cadre de la mission 2, le recours au référent parcours est réservé aux situations les plus complexes.

MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'ORGANISATION DU DAC 15

La mise en place du DAC 15 poursuit une logique de simplification et d'amélioration de l'offre existante.

Pour ce qui concerne ces missions, le DAC 15 n'intervient, dans une logique de subsidiarité, que sur sollicitation des professionnels, lorsqu'ils n'ont pas les ressources, la disponibilité ou les compétences pour assurer eux-mêmes l'organisation des parcours complexes. Le DAC 15 peut donc assurer, en fonction des besoins exprimés par les professionnels de santé, tout ou partie des missions qui lui sont confiées.

Coordonnées

Les bureaux sont situés au 30 rue Jacques Prévert 15000 AURILLAC.

Il existe deux permanences :

- ST FLOUR
Pôle de Santé Territorial
Tous les lundis de 10h à 16h sur **RDV**.
- MAURIAC
Unité d'hémodialyse CMC au CH MAURIAC
Tous les mardis de 10h à 16h sur **RDV**

Le numéro de téléphone : **04-71-48-05-66**

L'adresse de courriel est : contact@dac15.fr

Le site internet est : www.dac15.fr

Equipe

- Une Directrice
- Une Cadre de coordination et administrative
- Un Médecin coordonnateur
- Une Psychologue à 0,50.
- Une Animatrice territoriale
- 4 Référents parcours

Article 3 : missions du Département et plus particulièrement du pôle de la solidarité départementale

L'article L 123-2 du CASF :

« Le service public départemental d'action sociale a pour mission générale d'aider les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie de vie. »

1/ Direction de la Maison Départementale de l'Autonomie (MDA)

Article L149-4 du CASF :

« En vue de la constitution d'une maison départementale de l'autonomie, le président du conseil départemental peut organiser la mise en commun des missions d'accueil, d'information, de conseil, d'orientation et, le cas échéant, d'instruction des demandes, d'évaluation des besoins et d'élaboration des plans d'aide au profit des personnes âgées et des personnes handicapées. L'organisation de la maison départementale de l'autonomie garantit la qualité de l'évaluation des besoins et de l'élaboration des plans d'aide, d'une part, des personnes handicapées conformément à un référentiel prévu par arrêté du ministre chargé des personnes handicapées et, d'autre part, des personnes âgées sur la base des référentiels mentionnés à l'article L. 232-6. »

Ainsi la maison départementale de l'autonomie est un lieu unique où les personnes âgées et les personnes handicapées peuvent accéder à l'information sur les dispositifs les concernant.

La Maison Départementale de l'Autonomie du Conseil Départemental assure les missions décrites ci-dessus. Plus particulièrement elle comprend :

- La MDPH assurant la gestion des droits des personnes en situation de handicap
- Le service instruction et accès aux droits en charge de l'instruction des demandes d'aides pour les personnes âgées (PA) et personnes handicapées (PH), et leur paiement
- Le service évaluations médico-sociales constituée d'une équipe pluri disciplinaire (travailleurs sociaux, paramédicaux et médicaux) chargée des évaluations des situations de perte d'autonomie des PA et PH

2/ Direction de l'Action Sociale Emploi Insertion Logement (DASEIL)

Qui inclut :

- Les 4 Services d'Action Sociale qui assurent la mission générale d'action sociale qui consiste à aider les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie de vie (L123-1 du CASF).
- Le Service Emploi Insertion. Ce service est chargé de la préparation, de la coordination et de la mise en œuvre de la politique départementale d'insertion et notamment de la gestion du revenu de Solidarité active (rSa)
- La mission Logement qui assurent le pilotage du volet social de la politique du Conseil départemental en faveur de l'habitat et du logement.

3/ Direction Enfance Famille (DEF)

Qui inclut :

- Le service d'Aide Sociale à l'Enfance qui met en œuvre diverses actions dans le cadre de la politique de protection de l'enfance, à des fins de prévention, de repérage des situations de danger ou de risque de danger et de protection.
- La Cellule Information Préoccupante Emploi Insertion Jeunes (CIPEIJ) dont la mission première de cette entité concerne le recueil et le traitement des Informations Préoccupantes (CRIP)
- Le service Prévention, Parentalité, Accueil Petite Enfance (PPAPE)

Article 4 : modalités concrètes de coopération entre le DAC 15 et le Département

Il s'agira principalement de :

- Favoriser la connaissance mutuelle des missions en organisant des réunions de présentation des activités de chacun, ainsi que des équipes en cas de mouvement de personnel.
Des immersions croisées associant la MDA, mais aussi la DASEIL et la DEF pourront être organisées.
- Afin d'optimiser le travail de chacun, veiller au mieux à la bonne transmission des informations entre le DAC 15 et le Département. Ainsi le Département s'engage à compléter le formulaire « Fiche de demande d'orientation DAC 15 » (voir annexe 1) en cas de situation complexe justifiant d'être orientée vers le DAC 15. Cette fiche permet d'apporter dès le signalement des renseignements permettant de prendre en compte la situation.
Le Département s'engage à tenir informé le DAC 15 des éventuelles avancées d'un dossier et pour lequel il aurait connaissance d'un suivi par le DAC 15.
- De façon symétrique le DAC 15 s'engage à informer le Département de toutes démarches menées dans le cadre d'un travail sur la perte d'autonomie, en privilégiant les appels téléphoniques, afin d'éviter un double travail éventuel, des contacts inutiles avec l'usager et favoriser une connaissance partagée du dossier.
Lors de l'envoi d'un dossier de demande d'APA ou d'une demande à la MDPH, le DAC 15 s'engage à doubler d'un appel téléphonique auprès du travailleur social compétent de la MDA, de façon à expliquer le contexte de la situation.
Le DAC 15 peut joindre le Département par téléphone directement auprès du travailleur social en charge du dossier. Si celui-ci ne peut être contacté immédiatement, le DAC 15 appelle le numéro du standard de la MDA (coordonnées en annexe 2) qui mettra en relation avec le travailleur social de permanence. Pour les services de la DASEIL ou de la DEF il en est de même (voir coordonnées standard en annexe 2).
- Le DAC 15 et le Département mobiliseront les professionnels nécessaires pour accompagner le patient/l'usager.
A ce titre, des visites à domicile communes et des réunions de concertation pluri professionnelles pourront être organisées entre le DAC 15 et la MDA. La participation du DAC 15 aux réunions de concertation des équipes d'évaluation de la MDA et respectivement la participation du Département au réunion de coordination du DAC 15 pourront être prévues. La visio conférence et la conférence téléphonique seront privilégiées afin d'éviter les temps de déplacement.

- S'agissant des modalités de transmission des informations nominatives et afin d'assurer la sécurité des échanges, les partenaires s'engagent à mener une réflexion commune sur l'utilisation d'un outil partagé et assurant ces dispositions de protection des données (messagerie sécurisée).
- Le DAC 15 et le Département assureront une information partagée en cas de modification de fonctionnement (procédures, organigramme), d'actualité réglementaire susceptible de concerner le travail collaboratif (exemple : nouveau cerfa de demande d'aide, nouvelles modalités d'attribution d'une prestation ou d'un droit...) ou bien encore d'évolution de logistique impactant les modalités de contact (changement de numéro de téléphone, adresse mail...)

Il est important de préciser que le Département n'a pas de compétences médicales.

Article 5 : Echanges d'informations – protection des données personnelles – confidentialité

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par le Département et le DAC 15 pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par le Département ou le DAC 15 (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

Article 6 : Modalités de suivi et d'évaluation de la présente convention

Une instance de pilotage associant le Président du Conseil départemental ou ses représentants, le Président et le Directeur du DAC 15 ou leurs représentants, se réunit une fois par an afin d'évaluer la mise en œuvre de la présente convention et de proposer le cas échéant des adaptations.

Article 7 : durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter de la date de signature des différentes parties.

Cette convention peut faire l'objet de modifications à tout moment par accord entre les parties, formalisée par avenant.

La mise à jour des annexes pourra intervenir au cours de la durée de la convention par simple prévenance mutuelle écrite des parties.

Article 8 : dénonciation

La présente convention est renouvelée par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, avec un délai de préavis de trois mois.

Article 9 : litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télé recours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Les signataires s'engagent avant toute saisine juridictionnelle, à examiner les conditions amiables de résolution du litige.

La présente convention est établie en deux originaux, chaque signataire bénéficiant d'un original.

Aurillac le XXXXX

Pour le DAC 15
La Présidente
départemental

Pour le Département
Le Président du Conseil

Elodie MARTRES

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-17

Convention partenariale relative à la mise en œuvre d'un dispositif de simplification administrative dans le cadre de la démarche Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Sylvie LACHAIZE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code de la Sécurité sociale ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'Egalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap ;

Vu le décret n° 2017-137 du 7 février 2017 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration des plans d'accompagnement globaux des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

Vu le rapport « Zéro sans solution : le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture » pour les personnes en situation de handicap et pour leurs proches, du Conseiller d'Etat Denis PIVETEAU, en date du 10 juin 2014 ;

Vu la délibération de la commission exécutive du GIP MDPH en date du 20 novembre 2018 ;

Vu l'arrêté 21-17 du 6 septembre 2021 du Président du GIP-MDPH portant délégation de fonctions et de signature à Mme LACHAIZE ;

Considérant la mission « une réponse accompagnée pour tous » pilotée par Marie-Sophie DESAULLE, chargée de mission auprès du Président de la République ;

- **APPROUVE** la convention partenariale relative à la mise en œuvre d'un dispositif de simplification administrative dans le cadre de la démarche Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) dans le Département du Cantal figurant en annexe,

- **AUTORISE** Monsieur le Président du GIP-MDPH ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION PARTENARIALE RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE
D'UN DISPOSITIF DE SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE
DANS LE CADRE DE LA DEMARCHE REPONSE ACCOMPAGNEE POUR TOUS
DANS LE DEPARTEMENT DU CANTAL**

Entre :

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) du Cantal, représenté par Madame Sylvie LACHAIZE, vice-présidente en charge de la solidarité sociale,

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par son président, Monsieur Bruno FAURE,

L'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, représentée par la directrice départementale de l'Agence Régionale de Santé, Madame Stéphanie FRECHET,

Les Services académiques, représentés par la directrice académique des services de l'Education Nationale du Cantal, agissant par délégation du recteur d'académie, Madame Marilyne LUTIC,

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie, représentée par le directeur de la Caisse primaire d'assurance maladie du Cantal, Monsieur Pascal PONS,

La Caisse d'Allocations Familiales, représentée par le directeur de la Caisse d'allocations familiales du Cantal, Monsieur Pascal PONS,

La Mutualité Sociale Agricole, représentée par le directeur adjoint de la Mutualité sociale agricole Auvergne, Monsieur Patrice GRELON.

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Sécurité sociale,

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'Egalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application,

VU la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap,

VU la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de Modernisation de notre système de santé, et notamment ses articles 89 et 91,

VU le décret n° 2017-137 du 7 février 2017 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration des plans d'accompagnement globaux des personnes handicapées,

VU le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques.

VU le rapport « Zéro sans solution : le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture » pour les personnes en situation de handicap et pour leurs proches, du Conseiller d'Etat Denis PIVETEAU, en date du 10 juin 2014,

VU la mission « une réponse accompagnée pour tous » pilotée par Marie-Sophie DESAULLE, chargée de mission auprès du Président de la République,

VU la délibération de la commission exécutive du GIP MDPH en date du 20 novembre 2018.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Près de quinze ans après la loi du 11 février 2005, les besoins exprimés par les personnes en situation de handicap ont évolué et les réponses offertes pour tenir compte de la diversité de leurs aspirations doivent être adaptées.

Suite à l'affaire dite « Amélie LOQUET », qui interpellait les consciences collectives, la circulaire du 22 novembre 2013 demandait aux MDPH d'organiser, en cas de rupture de parcours, une commission des « situations critiques ».

Puis, le rapport « zéro sans solution » de Denis PIVETEAU du 10 juin 2014 formulait des préconisations afin d'éviter les situations de rupture :

- Passer d'une logique de place à une logique de parcours et de réponse coordonnée
- Partir des besoins et des attentes des personnes handicapées et de leurs aidants
- Apporter une réponse à toutes situations même les plus complexes
- Anticiper, prévenir et gérer les ruptures de parcours
- Agir collectivement et mieux coordonner les dispositifs

Ces objectifs se sont traduits par le déploiement de la démarche Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) dès le 1^{er} janvier 2018.

La démarche ambitionne une mise en mouvement de l'ensemble des acteurs pour que la coordination entre eux soit plus étroite, que les décisions d'orientation soient mieux suivies et régulièrement réévaluées et que, dans les situations complexes, des solutions puissent être collectivement recherchées et mises en place de façon collaborative.

Cela implique une gouvernance partenariale renforcée entre l'Agence Régionale de Santé, le Conseil départemental, la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, la Caisse primaire d'assurance maladie, la Caisse d'allocations familiales et la Mutualité sociale agricole.

La démarche est organisée autour de quatre axes complémentaires, déployés dès 2018 :

- Axe 1 : la mise en place d'un Dispositif d'Orientation Permanent,
- Axe 2 : le déploiement d'une réponse territorialisée,
- Axe 3 : la création d'une dynamique d'accompagnement et de soutien par les pairs,
- Axe 4 : l'accompagnement au changement des pratiques.

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention a pour objet de préciser les engagements, rôles et responsabilités de l'ensemble des signataires dans la mise en œuvre de la démarche Réponse Accompagnée Pour Tous dans le département du Cantal.

Elle vise à définir la contribution de chaque signataire au bon fonctionnement du Dispositif d'Orientation Permanent (DOP) c'est-à-dire :

- La participation active au dispositif,
- L'organisation de réponses alternatives et modulaires à l'orientation cible,
- L'accompagnement des établissements, services et dispositifs scolaires, médico-sociaux, sociaux et d'insertion professionnelle dans la mise en œuvre de la Réponse Accompagnée.

Elle organise dans la durée le suivi des actions partenariales et le partage des informations nécessaires à leur conduite.

Une déclinaison de ces engagements sera intégrée dans les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre acteurs institutionnels et gestionnaires d'établissements et services médico-sociaux, en cohérence avec le Projet Régional de Santé et le Schéma Départemental de l'Autonomie.

Elle précise les modalités à mettre en œuvre pour assurer la modularité des parcours prévue dans la démarche RAPT et déclinée dans le Dispositif d'Orientation permanent au travers du plan d'accompagnement global.

Article 2 : Le Dispositif d'Orientation Permanent

Le premier axe de la démarche Réponse Accompagnée pour Tous pose les principes de la conception et du déploiement du Dispositif d'Orientation Permanent. L'article 89 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé a modifié les articles L 114-1-1, L 146-8, L 146-9 et L 241-6 du code de l'action sociale et des familles donnant un cadre légal et réglementaire au dispositif réponse accompagnée.

Il prévoit que la MDPH formule, si besoin une réponse alternative à l'orientation initialement notifiée :

- o En cas d'indisponibilité ou d'inadaptation des réponses
- o En cas de complexité de la réponse à apporter, ou de risque ou de constat de rupture du parcours de la personne.

Cette réponse est formalisée dans un Plan d'Accompagnement Global (PAG).

La demande de PAG peut être émise par :

- L'usager ou ses représentants légaux
- Sur proposition de l'équipe pluridisciplinaire de la MDPH, avec l'accord préalable de la personne.

Il est rappelé que ne sont pas retenues au titre des PAG, les situations, certes complexes mais qui :

- Ne font pas l'objet d'un accord de la personne concernée ou de ses représentants légaux,
- N'ont pas fait l'objet d'une orientation de la CDAPH vers un établissement ou service médico-social,
- Ne font pas apparaître de risque de rupture de parcours, la prise en charge actuelle reste adaptée aux besoins de la personne,

- N'ont pas fait l'objet d'une recherche préalable par l'établissement ou service pour accompagner une réorientation ou une fin de prise en charge,
- Font apparaître pour la personne, une notion de danger et doivent être traitées, soit au titre de la protection de l'enfance, soit dans le cadre d'un signalement adulte vulnérable,
- Nécessitent un simple besoin de coordination ou de mise en lien entre plusieurs acteurs.

Si la MDPH est saisie d'une demande qui après évaluation s'avère ne pas relever d'un PAG, elle en informe le demandeur par écrit.

Le PAG est préparé, avec l'accord et l'implication de la personne concernée ou de ses représentants légaux, par le référent d'élaboration du PAG, issu de l'équipe pluridisciplinaire de la MDPH, en lien étroit avec les professionnels concernés par la mise en œuvre de la solution, voire, lorsque c'est nécessaire, les partenaires institutionnels en charge de son financement. Il s'appuiera sur la fiche de mission « référent PAG ».

Le PAG (annexe 1) identifie nommément les établissements, services et dispositifs intégrés correspondant aux besoins de la personne. Il précise la nature et la fréquence des interventions requises : éducative et de scolarisation, thérapeutique, d'insertion professionnelle ou sociale, d'aide aux aidants et ce dans un objectif d'inclusion. Il comporte l'engagement des acteurs chargés de sa mise en œuvre.

Si besoin et en général pour les situations les plus complexes, le directeur de la MDPH convoque un Groupe Opérationnel de Synthèse (GOS) qui réunit l'ensemble des professionnels et institutions ou services susceptibles d'intervenir dans la mise en œuvre du plan (article L 146-8 du CASF al.4)

La composition du GOS peut varier et dépend principalement des expertises recherchées au vu des situations individuelles examinées. Chaque institution désigne la ou les personnes légitimes pour la représenter et l'engager. La présence des autorités administratives chargées du contrôle et de l'autorisation n'est pas systématique mais elle sera sollicitée chaque fois, qu'elle permettra de faciliter la mise en place de la réponse.

La personne concernée ou son représentant légal fait partie du GOS. Elle peut être assistée par une personne de son choix.

Si la mise en œuvre du PAG le requiert, la MDPH demande à l'ARS, aux collectivités territoriales, aux autres autorités compétentes de l'Etat ou aux organismes de protection sociale d'y apporter leur concours, sous toute forme relevant de leur compétence (article L 146-8 du CASF).

Le PAG est rédigé lors de la réunion du GOS et soumis à la signature de chaque acteur concerné, de la personne elle-même et des représentants légaux.

Un coordonnateur de parcours chargé du suivi et de la mise en œuvre du PAG est désigné. Il soutient la personne en situation de handicap dans la concrétisation des réponses prévues dans le PAG, assure la coordination des interventions et s'assure du respect des engagements de chacun. Il interpelle le cas échéant, le référent d'élaboration du PAG au sein de la MDPH en cas de non respect des engagements ou de besoin d'adaptation du PAG. Il s'appuiera sur la fiche de mission « coordonnateur de parcours ».

Les décisions relatives au PAG ne sont valables qu'après accord exprès de la personne handicapée ou de ses représentants légaux et après passage en CDAPH si une nouvelle orientation est nécessaire.

Le PAG est actualisé chaque fois que nécessaire et au moins une fois par an (article L 146-1-1 du CASF). A l'issue du GOS, l'échéance de révision du PAG est fixée.

Conformément à l'article 89 de la loi du 26 janvier 2016, toute notification de décision de la CDAPH mentionne la possibilité pour les personnes concernées ou leurs représentants légaux de solliciter un PAG.

Article 3 : Favoriser la modularité des parcours

Le PAG est un outil qui impulse une nouvelle façon de travailler, de nouvelles modalités d'accompagnement (développement de la modularité, prises en charge séquentielles, temps partagé), avec l'idée de passer d'une logique de place à une logique de réponse et de parcours, alliant plusieurs dispositifs, services et partenaires.

A ce titre le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques renforce cette logique. Il vise à faciliter l'individualisation des parcours et le développement des coopérations entre établissements et services.

1. Les échanges d'informations entre les partenaires et acteurs du DOP

La coordination et le renforcement des échanges entre partenaires doivent être recherchés pour permettre une meilleure adéquation entre les besoins des personnes et les ressources disponibles.

Il est nécessaire que l'état d'esprit qui anime les acteurs soit une logique de co-construction entre les autorités administratives chargées du contrôle et de l'autorisation, les services de l'éducation nationale, les caisses primaire d'assurance maladie, d'allocations familiales et de mutualité sociale agricole mais aussi la MDPH, les établissements de santé, les établissements et services médico-sociaux, les acteurs du champ de l'insertion professionnelle ainsi que les associations représentant les personnes en situation de handicap et leurs familles.

Dans cette perspective, le décret n° 2017-137 du 7 février 2017 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration du PAG liste les catégories d'informations qui doivent être disponibles sur un territoire pour construire des réponses individualisées.

Ce dispositif d'échange d'informations pourra faire l'objet de développements dans le cadre national du système d'information des MDPH au travers du module de suivi des orientations et ses déclinaisons régionales, en l'occurrence le déploiement de l'outil Via Trajectoire.

2. Les dérogations

Une dérogation ne pourra être envisagée que de manière subsidiaire ; au préalable, d'autres solutions de droit commun et multi partenariales doivent être recherchées.

La demande de dérogation sera soumise à une analyse rigoureuse des autorités administratives chargées du contrôle et de l'autorisation qui devront formuler expressément leur accord.

En application de l'article 89 de la loi du 26 janvier 2016 et si la mise en œuvre du PAG le requiert, « la MDPH a la possibilité de demander à l'agence régionale de santé, aux collectivités territoriales, aux autres autorités compétentes de l'Etat ou aux organismes de protection sociale d'y apporter leur concours, sous toute forme relevant de leur compétence ».

Conformément à l'article L 241-6 du CASF, les décisions de la CDAPH « s'imposent à tout établissement ou service dans la limite de la spécialité au titre de laquelle il a été autorisé ». Dans le cas des décisions relatives au PAG, « l'autorité ayant délivré l'autorisation peut autoriser son titulaire à y déroger ».

En effet, la résolution de situations complexes trouve souvent une issue dans une réponse modulaire, alliant plusieurs dispositifs, services et établissements, du secteur social, médico-social ou sanitaire. L'articulation entre ces différents champs doit être systématiquement recherchée et construite avec l'ensemble des acteurs.

Cette réponse peut impliquer ou non, sous réserve de l'accord des partenaires concernés, que des dérogations aux fonctionnements des établissements, à leur organisation ou mode de financement soient autorisées, **pour un temps déterminé, fixé dans le PAG et pour une situation individuelle précise.**

Trois types de dérogation (annexe 2) peuvent être envisagés :

- Des dérogations d'autorisation
- Des dérogations d'organisation, le plus souvent pour mettre en place des accueils en temps partagé
- Des dérogations financières

Dans ce cadre, une demande motivée doit être déposée auprès des autorités chargées du contrôle et de l'autorisation ou des autres acteurs institutionnels, selon la procédure présentée en annexe 2 de la présente convention.

Si les dérogations autorisées relèvent du champ de compétence de la MDPH, le PAG qui les prévoit, fera systématiquement l'objet d'un passage en CDAPH.

La liste jointe est indicative et non exhaustive puisqu'il n'est pas possible de prévoir l'ensemble des situations qui pourront être rencontrées et d'exclure de possibles réponses qui pourraient être proposées, en cohérence avec l'état d'esprit de la démarche RAPT et de la présente convention.

Article 4 : Engagements des acteurs institutionnels

Afin de contribuer au bon fonctionnement de la démarche Réponse Accompagnée Pour Tous, les acteurs institutionnels signataires de la présente convention s'engagent sur les points suivants :

- Participer aux GOS. La présence des autorités administratives chargées du contrôle et de l'autorisation bien que non systématique, sera requise en cas de situations nécessitant des modalités particulières d'accompagnement.
- Si la mise en œuvre du PAG le requiert, apporter leur concours, sous toute forme relevant de leur compétence, en examinant notamment les demandes de dérogations qui leur sont soumises.
- Communiquer à la MDPH, chacun pour leur ressort territorial et dans leur champ de compétences, les informations nécessaires à l'élaboration des Plans d'Accompagnement Globaux, conformément aux articles D 146-29-1 et suivants du CASF.

- Accompagner les établissements et services placés sous leur autorité dans la mise en œuvre de la Réponse Accompagnée Pour Tous.
- Travailler à la complémentarité et la mise en cohérence de leurs actions en faveur des personnes en situation de handicap, notamment autour de dispositifs souples et modulaires, susceptibles de répondre de manière plus adaptée et personnalisée aux besoins des personnes et d'éviter les ruptures de parcours.

Article 5 : Durée et révision de la convention

Durée de la convention :

La présente convention est signée pour une durée de 10 ans et prend effet dès 2024.

Toute demande de résiliation devra être formalisée par courrier recommandé avec accusé réception auprès de l'ensemble des cosignataires et prendra effet après un délai de trois mois à compter de la date d'accusé réception.

En cas de résiliation anticipée par l'un de ses signataires, la présente convention continuera à être appliquée par les autres cosignataires à l'exception des éventuelles clauses ou mentions qui concernaient exclusivement le signataire ayant résilié.

Révision de la convention :

Les parties à la convention pourront convenir de modifications non substantielles dans le cadre d'avenants.

Les dispositions législatives et réglementaires nouvelles seront prises en compte sans nécessairement donner lieu à un avenant.

Fait à Aurillac le

Pour le GIP MDPH du Cantal,
Et par délégation

Pour le Département du Cantal,

La Vice-présidente du Conseil départemental
du Cantal

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Sylvie LACHAIZE

Bruno FAURE

Pour l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes,

La Directrice départementale de
L'ARS du Cantal,

Stéphanie FRECHET

Pour les Services académiques,

L'Inspectrice d'académie, directrice
académique des services de l'éducation
nationale du Cantal,

Marilyne LUTIC

Pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie,

Le Directeur de la CPAM du Cantal

Pascal PONS

Pour la Caisse d'Allocations Familiales,

Le Directeur de la CAF du Cantal

Pascal PONS

Pour la Mutualité Sociale Agricole,

Le Sous-directeur de la MSA Auvergne

Emmanuel RIOUX

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-18

Convention d'attribution d'une subvention à l'UDAF du Cantal dans le cadre à l'appel à projets 2024-2027 : "Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal " - Axe 3, fiche action 3.2 du pacte des Solidarités

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'instruction ministérielle n°DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'Etat et les Conseils départementaux pour les années 2024-2027 ;

Vu la délibération n°24CD01-5 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail ;

Vu la délibération n°24CP05-14 de la Commission Permanente du 31 mai 2024 approuvant l'appel à projets 2024-2027 relatif à l'animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal ;

Considérant la candidature de l'UDAF du Cantal retenue par la Commission de la DASEIL du Conseil départemental ;

- **ATTRIBUE** une subvention proratisée à hauteur de 14 000 € pour l'année 2024 en faveur de l'UDAF du Cantal dans le cadre de l'appel à projets susvisé.

La contribution financière du Conseil départemental sera reconduite selon les mêmes modalités en 2025, 2026 et 2027, sous réserve du vote des budgets.

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'UDAF du Cantal dans le cadre de « l'Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal » dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé aux crédits inscrits au chapitre 017, nature 6568, fonction 444 du Budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
A L'ASSOCIATION « UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES DU CANTAL »**

**Dans le cadre de l'APPEL A PROJETS 2024-2027 : « Animation et gestion de la
plateforme Soliguide dans le Cantal » - Axe 3, fiche action 3.2 du Pacte des Solidarités**

Entre

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 29 Septembre 2024,
ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

L'Association d'Union Départementale des Associations Familiales du Cantal pour la Formation et l'Accompagnement des Personnes en Contrats Aidés, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, 45 avenue de la République 15 000 Aurillac, représentée par son Président Pierre FRESNOIS représentant dûment mandaté, et désignée sous le terme « **l'Association** ou l'**UDAF15** »,

D'autre part.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du département ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux pour les années 2024-2027

Vu l'instruction n° DGEFP/DPE/2023/192 du 27 novembre 2023 relative à la mise en œuvre de la contractualisation entre l'État et les conseils départementaux pour l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail

Vu la délibération de la séance plénière du Conseil départemental du Cantal en date du 29 mars 2024

Vu la délibération de la commission permanente du 31 Mai 2024 autorisant l'appel à projets relative à l'animation et la gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal

Vu la délibération n° XXXX de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 Septembre 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Conseil départemental du Cantal a adopté le Pacte des Solidarités 2024-2027, co-porté avec l'Etat, en séance publique du Conseil départemental le 29 mars 2024 et a délégué la mise en œuvre d'un appel à projet concernant la pérennité de l'outil Soliguide sur le territoire (axe 3 – fiche action 3.2) au Président du Conseil départemental.

Soliguide s'inscrit pleinement dans les objectifs du Pacte des Solidarités, au regard notamment de son ambition à renforcer la bonne information des usagers sur leurs droits ainsi que sur les lieux et dispositifs pouvant être mobilisés, mais également à travers le renforcement de la coordination et de l'interconnaissance des différents acteurs de l'aide sociale.

C'est une plateforme en ligne qui référence les lieux, dispositifs et services utiles aux personnes en difficultés. En quelques clics, toutes les personnes aidant les publics fragiles (travailleurs sociaux, SIAO, personnel médical, bénévoles et professionnels associatifs) accèdent à des informations fiables et à jour sur les droits et services de première nécessité, autour de l'alimentation, de l'accueil, de l'hébergement, de l'hygiène, ou encore l'insertion professionnelle.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de coopération et de coordination entre les signataires, la nature des actions mises en œuvre, ainsi que les conditions et modalités de leur financement.

L'UDAF15 s'engage ainsi auprès du Département afin de favoriser l'animation et la gestion de l'outil SOLIGUIDE.

Le présent appel à projets est l'un des outils concrets qui tend à la réalisation des objectifs suivants :

- Rendre accessible l'information à tous ceux qui en ont besoin
- Faciliter l'orientation des publics en difficulté et contribuer à leur réinsertion
- Gérer et alimenter une cartographie exhaustive et à jour de toutes les structures référencées
- Renforcer la coordination des acteurs institutionnels et associatifs sur le Département
- Faire connaître Soliguide aux différents professionnels, aux bénévoles et aux personnes en situation de précarité via des actions de diffusion et de communication

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée couvrant La durée du Pacte des solidarités sur son volet « La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits » soit jusqu'au 31 Décembre 2027.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Par la présente convention, l'UDAF s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal ».

Pour cela l'Association s'engage à promouvoir l'outil Soliguide chaque fois que c'est possible.

Elle assure la mise à jour de l'outil deux fois par an en relançant l'ensemble des partenaires.

5.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 - SANCTIONS

6.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit du Département, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

6.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

6.3 Le Département informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – ÉVALUATION

7.1 Le Département procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

7.2 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

ARTICLE 8 - CONTROLE DU DEPARTEMENT

8.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 **relatif aux subventions**. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934.

8.2 Le Département contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduction du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La convention est signée sur la durée du Pacte des solidarités et n'est pas vouée à être renouvelée.

ARTICLE 10 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations conventionnelles.

ARTICLE 12 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.
A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 13- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'UDAF15,

Bruno FAURE

Pierre FRESNOIS

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-19

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès
: réhabilitation du réservoir de la Conche à Vic-sur-Cère**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD01-21 du Conseil départemental du 31 mars 2023 approuvant le Contrat Cantal Développement de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de réhabilitation du réservoir de la Conche à Vic-sur-Cère, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
142 420 € base de dépense éligible pour le Département 77 000 € HT	Conseil départemental CCD	19 250 €
	DETR 2024	56 968 €
	DSIL 2024	28 484 €
	Autofinancement	37 718 €
	TOTAL	142 420 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès une subvention de 19 250 € pour les travaux de réhabilitation du réservoir de la Conche à Vic-sur-Cère, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre sur la base d'une dépense éligible de 77 000 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-20

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Aménagement du sentier autour du lac de Saint-Etienne Cantalès

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Florian MORELLE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD02-10 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du nouveau projet de territoire établi au titre du Contrat Cantal Développement 2022-2027 de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux d'aménagements, de traitement paysager, ainsi que les études et frais de maîtrise d'œuvre inhérents. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	245 000 €
	DSIL	186 600 €
	AMI	245 000 €
	Autofinancement	303 400 €
TOTAL		980 000 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne une subvention de 245 000 € pour les travaux d'aménagement du sentier autour du lac de Saint-Etienne-Cantalès sur la base d'une dépense éligible de 980 000 € HT.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-21

Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2023 Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges - Modification de subvention

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Alain DELAGE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°24CP05-22 de la Commission Permanente du 31 mai 2024 attribuant des subventions dans le cadre des appels à projets Modernisation des équipements sportifs et Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges ;

Considérant l'erreur matérielle dans le dossier déposé par Sumène-Artense Communauté pour l'opération d'enlèvement et de traitement de l'ancienne décharge de Milhac (le Monteil) dans le cadre de l'appel à projets susvisés ;

Considérant le nouveau plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	38 335 €
	Agence de l'eau Adour Garonne	24 300 €
	Autofinancement	18 365 €
	Total	81 000 €

- **DECIDE** de modifier les enveloppes maximales des deux appels à projets, afin de diminuer à 776 740 € l'enveloppe attribuée à l'appel à projets Modernisation des équipements sportifs et d'augmenter à 223 260 € l'enveloppe attribuée à l'appel à projets Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges.

- **ANNULE** la subvention de 14 650 € attribuée par délibération n°24CP05-22 de la Commission Permanente du 31 mai 2024 à Sumène-Artense Communauté pour une opération d'enlèvement et de traitement de l'ancienne décharge de Milhac (le Monteil).

- **ATTRIBUE** une subvention de 38 335 € à Sumène-Artense Communauté pour une opération d'enlèvement et de traitement de l'ancienne décharge de Milhac (le Monteil), soit 47 % d'une dépense subventionnable de 81 000 € HT.

Ces dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-22

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme « Petites Villes de Demain » ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental (Banque des Territoires)	1 140 €
	Autofinancement	1 140 €
	Total	2 280 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès une subvention de 1 140 € pour l'étude intitulée "Etude pour l'aménagement des extérieurs de l'Office de Tourisme de Vic-sur-Cère", soit 50 % d'une dépense subventionnable de 2 280 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-23

Favoriser le remplacement des agriculteurs - Subvention au Service de Remplacement Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder au Service de Remplacement Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 5 436 € correspondant à 40 jours de prise en charge d'agents de remplacement suite au décès d'un chef d'exploitation.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.114689, relatif aux aides aux services de remplacement pour la période 2024-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-24

Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de Saint-Flour Communauté 2024-2027

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absents excusés ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Céline CHARRIAUD se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en oeuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

- **VALIDE** la convention d'éducation artistique et culturelle 2024-2027 avec la Communauté de communes Saint-Flour Communauté dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION TERRITORIALE D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Dans le territoire couvert par
SAINT FLOUR COMMUNAUTÉ
2024 / 2027

Entre :

Le Ministère de la Culture,

Direction régionale des affaires culturelles,

Représenté par Monsieur Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal,

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) du Cantal,

Représentée par Monsieur Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal, et par délégation la Directrice départementale, Madame Myriam SAVIO,

Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,

Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand,

Représenté par Monsieur Karim BENMILOUD, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand, et par délégation la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) du Cantal, Madame Maryline LUTIC,

La Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Auvergne-Rhône-Alpes,

Représentée par Monsieur Bruno FERREIRA, directeur régional,

Ci-après dénommés par « l'État »,

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes,

Représenté par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président, dûment habilité par la délibération n°..... de la Commission permanente du

Ci-après dénommé « la Région »,

Le Conseil départemental du Cantal,

Représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, mandaté par la délibération n°..... du

Ci-après dénommé « le Département »,

La Caisse d'Allocations Familiales du Cantal

Représentée par Pascal PONS, directeur

Ci-après dénommée « la CAF »,

Et :

La Communauté de communes Saint-Flour Communauté,
Représentée par sa Présidente, Madame Céline CHARRIAUD, mandatée par la délibération n°2020-136, du 30 juillet 2020,
Ci-après dénommée « Saint-Flour Communauté ».

PRÉAMBULE

Il est convenu ce qui suit :

- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU** la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république ;
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation du territoire de la République (NOTRe) qui rappelle que la politique culturelle fait référence aux droits culturels, et l'article 104 qui stipule que les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier ;
- VU** la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) reconnaissant notamment le principe de respect des droits culturels ;
- VU** le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;
- VU** les conventions interministérielles passées avec le ministère de la Culture ;
- VU** la circulaire N° 2013-073 du 3 mai 2013 instituant « le parcours d'éducation artistique et culturelle » ;
- VU** la circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre de projets culturels destinés aux personnes sous-main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire ;
- VU** la circulaire n°2017-003 du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents ;
- VU** la directive nationale d'orientation de 2015 du ministère de la Culture et de la Communication qui prévoit la poursuite de la politique de contractualisation avec les collectivités territoriales par le biais de Contrats Territoire Lecture (CTL) ;
- VU** la Charte pour l'éducation artistique et culturelle présentée le 8 juillet 2016 par la Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle ;
- VU** le protocole d'accord pour l'éveil artistique et culturel du jeune enfant signé le 20 mars 2017 ;
- VU** la Convention "Alimentation, Agri-Culture" du 23 septembre 2011, signée entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Culture et de la Communication, réaffirmant notamment l'importance de l'éducation et des pratiques artistiques et culturelles vers les publics jeunes et adultes en milieu rural ;

- VU** la convention culture justice signé entre le ministère de la culture et le ministère de la justice du 6 septembre 2023 ;
- VU** la délibération de la commission permanente régionale n°CP-2022-12 / 13-80-7183 du 16 décembre 2022 approuvant la convention Culture et santé 2023-2028, entre l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes, et Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes) et la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** la délibération du Conseil régional n° AP-2022-10 / 13-10-7060 du 21 octobre 2022 relative au Plan régional en faveur de la Culture et du Patrimoine « Une priorité réaffirmée : agir pour la culture et le patrimoine pour tous, partout sur le territoire » ;
- VU** la délibération de la commission permanente régionale n°CP-2022-05 / 13-114-6726 du 25 mai 2022 approuvant le règlement « Arts et culture en lycée, CFA et établissement spécialisé » ;
- VU** la délibération de la commission permanente régionale n°CP-2022-12 / 13-121-7233 du 16 décembre 2022 relative à la création de l'appel à projets « Culture en territoire » ;
- VU** la délibération du Conseil régional n°AP-2022-10 / 03-7-7057 du 21 octobre 2022 relative au Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;
- VU** la délibération n°2024-191 du conseil communautaire de la communauté de communes autorisant Madame le Président de Saint-Flour Communauté à signer la présente convention, en date du 08 juillet 2024 ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Pour l'Etat

La constitution de la République Française fait de la nation, depuis 1946, le garant de « l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». Cette responsabilité est partagée, dans un dialogue renforcé, par l'Etat et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région).

Rendre accessibles les œuvres capitales de l'Humanité au plus grand nombre possible d'habitants, assurer la plus vaste audience à ce patrimoine culturel, et favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent, telles sont les objectifs en matière artistique et culturelle qui incombent aux services de l'Etat – au premier rang desquels le Ministère de la Culture. Depuis les lois de 2015 (NOTRe) et 2016 (LCAP), la culture constitue désormais une responsabilité partagée entre l'Etat et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région). Elle s'articule avec les opérations nationales portées conjointement par les ministères en charge de la Culture, de l'Éducation ou de la Cohésion des territoires.

Priorité arrêtée par le Président de la République, l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie permet au citoyen d'aller à la rencontre de lieux, d'œuvres et d'artistes de bénéficier de l'expérience sensible des pratiques artistiques, ainsi que d'acquérir, approfondir et mettre en perspective ses connaissances. Ce faisant, chaque individu construit une culture artistique propre, s'initie aux différents langages de l'art et diversifie et développe les moyens d'expression en créant des ponts entre les imaginaires. Elle constitue aussi un facteur déterminant de la construction

épanouie d'une personne et de son inscription dans la vie sociale. L'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie doit être mise en œuvre dans un environnement offrant des conditions favorables à la recherche scientifique ainsi qu'à la création artistique, à leur diffusion et à leur renouvellement. Elle nécessite également une attention soutenue quant à la préservation, la conservation et la valorisation, des collections muséales ainsi que du patrimoine matériel comme immatériel.

L'exigence de démocratisation culturelle est aujourd'hui augmentée et déplacée sous l'angle de la reconnaissance des droits culturels. Les droits culturels témoignent de la capacité des personnes à participer et contribuer à la vie artistique et culturelle dans le respect de l'égalité dignité de chacun.

Constitutive de l'identité et de la richesse de chaque personne, la culture recouvre « les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement » (Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, art.2A). Intrinsèquement lié aux autres droits de l'Homme, le droit de participer à la vie culturelle touche à toutes les dimensions de la vie humaine. Il permet la reconnaissance et l'inclusion en valorisant les capacités de chacun, la diversité des personnes et de leurs savoirs. Il participe à l'émancipation de chacun, seul et collectivement, en élargissant l'exercice des libertés, mais aussi des responsabilités, dans la perspective citoyenne d'élaborer ensemble des communs. En effet, si la garantie des droits culturels de chaque personne assure la possibilité de vivre ses références culturelles, de participer aux espaces de coopérations et de décisions, elle suppose également un principe de réciprocité, une responsabilité partagée : celle de pouvoir aussi ouvrir largement les débats sur des valeurs qui s'opposent, ce qui est au fondement de la démocratie.

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

Dans le cadre de sa politique culturelle délibérée en Assemblée plénière en octobre 2022, et intitulée « Une priorité réaffirmée : agir pour la culture et le patrimoine pour tous, partout sur le territoire », la Région a défini quatre axes stratégiques :

- Soutenir la création, l'émergence et faire venir des talents quelle que soit l'esthétique ;
- Poursuivre l'accompagnement des patrimoines en favorisant la rencontre entre création et patrimoines ;
- Tonifier l'économie de la culture et du patrimoine ;
- Renforcer l'égalité d'accès à la culture en accentuant l'équité territoriale.

Plus que jamais, les habitants sont au cœur de la politique culturelle de la Région, qui entend lutter contre l'isolement des territoires ruraux. La Région veut ainsi répondre à leurs aspirations légitimes à accéder, dans un environnement proche de leur domicile, à une offre culturelle de qualité. Elle défend l'idée d'une culture populaire, accessible à tous, tout en étant exigeante. L'« aller-vers » les publics est favorisé et devient le nouveau paradigme en matière de diffusion, pour intégrer à la fois les enjeux de développement durable et de reconquête des publics, au bénéfice des territoires les plus éloignés de la culture.

Pour atteindre ces objectifs, la Région s'engage à :

- Développer les Conventions territoriales d'Education Artistique et Culturelle : la Région souhaite répondre aux attentes de plus en plus fortes des territoires, et généraliser les conventionnements avec les EPCI ruraux de moins de 120 000 habitants ;
- Accompagner les Projets Culturels de Territoires : forts de l'expérience des premières générations de conventions, de nombreux EPCI souhaitent désormais élaborer ou consolider un Projet Culturel de Territoire, en cohérence avec leur projet de territoire ;
- Consolider l'action culturelle au bénéfice de ses publics prioritaires, en lien avec ses compétences et ses politiques, en particulier les lycéens et apprentis et les personnes fragiles (personnes en situation de handicap, personnes âgées et personnes hospitalisées) ;
- Dynamiser l'éducation à l'image et aux médias : la première pratique culturelle des jeunes reste aujourd'hui très largement celle de l'image (cinéma, photo, télévision, jeux vidéo, réseaux sociaux, Internet...) qui nécessite une formation à l'analyse critique. C'est un enjeu fondamental de l'éducation des jeunes ;
- Inciter les structures culturelles qu'elle soutient à développer leurs actions en direction des habitants et territoires considérés comme prioritaires, en fonction de leurs missions, de leurs moyens et de leur niveau de responsabilité territoriale ;
- Maintenir le soutien aux activités des opérateurs structurants dans le domaine de l'action culturelle qui contribuent au maintien de l'offre culturelle sur l'ensemble du territoire et notamment auprès des publics les plus éloignés de la culture.

Pour le Département du Cantal,

Considérant le *Schéma départemental d'action culturelle* (SDAC) pour la période 2022-2027 et le *Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques en amateur* (SDDEAPA) adopté par la collectivité les 16 et 17 décembre 2021, complétés, précisés et enrichis par les orientations adoptées par l'Assemblée dans son « *projet de mandat 2022-2028* » et son « *projet pour le Cantal 2021-2030* »,

Considérant le chapitre 1^{er} du SDAC 2022-2027 qui prévoit la médiation auprès des publics au cœur de la politique publique culturelle adoptée par la Collectivité avec les trois objectifs centraux que sont l'inclusion, la participation et l'émancipation, veillant à susciter un espace et un temps de partage autour de la création et des œuvres, faciliter le débat, développer l'esprit critique.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Conseil départemental imagine tout au long de l'année des propositions culturelles relevant de l'éducation artistique et culturelle (EAC) hors et en milieu scolaire (1.1 et 1.2), des actions de formation et de sensibilisation (1.3), d'animation (1.4) et de médiation (1.5) culturelles.

Les résidences territoriales d'artistes constituent des temps forts tout au long de l'année. Faisant l'objet de contractualisation avec les EPCI, ces temps privilégiés de présence d'artistes sur le territoire cantalien sont l'occasion d'échanges et de rencontres de découverte, de sensibilisation et de formation avec tous les publics.

Enfin, afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Conseil départemental du Cantal propose d'accompagner financièrement les collectivités territoriales (EPCI) qui mettent en place une programmation culturelle saisonnière en régie directe. Celles qui le souhaitent peuvent ainsi répondre à l'appel à projet départemental annuel et solliciter une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du

schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour la CAF du Cantal,

La CAF du Cantal a vocation à accompagner l'ensemble des familles ayant des enfants, dans toute leur diversité. La mise en œuvre de cette mission s'appuie sur tous les leviers qui concourent à la réduction des inégalités sociales, territoriales et à la réussite éducative.

La Convention territoriale d'Education aux Arts et à la Culture constitue un des moyens d'inclusion au service des familles.

Considérant sa politique familiale, présentée dans son schéma départemental de services aux familles dont l'une des orientations stratégiques est de coordonner et articuler la politique jeunesse à l'échelle départementale et inter-institutions.

Considérant sa politique d'Animation de la Vie Sociale (AVS), présentée dans son schéma départemental de l'AVS dont l'une des orientations stratégiques est d'élargir le partenariat à l'ensemble des acteurs qui s'impliquent dans l'animation de la vie sociale.

La Caf du Cantal s'engage à être le relais de toutes les initiatives culturelles auprès des structures qu'elle accompagne : centres sociaux, accueils de loisirs, établissement d'accueil des jeunes enfants, relais petite enfance....

Par le biais de ses services et équipements, la Caf du Cantal mettra en œuvre l'accompagnement des familles pour accéder aux projets culturels développés sur le territoire.

La Caf du Cantal s'attachera à faire bénéficier des projets et actions développés, les familles le plus souvent éloignées des pratiques culturelles.

La Caf du Cantal s'engage à s'inscrire dans le réseau en place sur le territoire et à porter par ses moyens de communication les projets et actions développés.

Pour Saint-Flour Communauté (Cf. Article 3.1),

Présentation du territoire et contexte général :

Située dans la région Auvergne Rhône-Alpes, dans la partie sud-est du département du Cantal, et issue d'une fusion territoriale intervenue au 1^{er} janvier 2027, Saint Flour Communauté regroupe 53 communes membres.

D'une superficie de 1 366 km², le territoire intercommunal compte près de 25 000 habitants, soit une densité de population de 26 hab. / km².

Il s'agit d'un territoire de montagne disposant d'un environnement naturel et paysager remarquable. Il est bordé à l'est par les Monts du Cantal et à l'ouest par le massif granitique de la Margeride. Entre les deux, s'étend le plateau volcanique de la planèze de Saint Flour. Il s'étend, dans sa partie sud, sur la partie cantalienne de l'Aubrac.

Ce territoire est ouvert sur l'extérieur grâce notamment à l'autoroute A75 qui le traverse.

Il s'organise autour d'une ville centre, chef-lieu d'arrondissement, Saint Flour, et de pôles de proximité, à savoir Chaudes Aigues, Pierrefort, Neuvéglise, Ruynes-en-Margeride, Ussel / Valuéjols, Saint-Urcize.

La ville de Saint Flour polarise la plus grande partie des activités économiques, commerciales et de services, en tant que véritable bourg-centre et fonctionne en étroite relation avec le milieu rural

environnant. Elle est la 2^{ème} ville du département du Cantal avec 6 327 habitants et elle rayonne sur un périmètre large à dominante rurale.

Les pôles de proximité possèdent quant à eux des services à la population et des commerces de base, jouant ainsi un rôle très important dans le maillage de ce territoire puisque leur caractère attractif leur permet de fixer une certaine population et ainsi limiter l'exode rurale.

Les Maisons des Services, l'Office Intercommunal des Pays de Saint Flour, les Offices de Tourisme à Ruynes en Margeride, Neuvéglise sur Truyère, Chaudes Aigues et Pierrefort, les Médiathèques communautaires (Pierrefort et Neuvéglise sur Truyère) et les Médiathèques - Bibliothèques municipales (Saint Flour, Valuéjols et Chaudes-Aigues), les Cinémas municipaux (Saint Flour, Chaudes Aigues et Pierrefort), les Musées communautaires et municipaux (dont 3 musées de France), le Pays d'Art et d'Histoire, la Maison de l'Habitat et le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (Ciap), le Conservatoire, le théâtre, le Rex, jouent un rôle important de service aux habitants et aux touristes.

La Communauté de communes s'est dotée progressivement de la compétence culturelle à partir de 2003 et place depuis la culture et le patrimoine au sein de son projet de développement comme l'un des vecteurs majeurs de son service aux habitants, de son attractivité et de son rayonnement.

La Communauté de communes est organisatrice d'une saison de spectacles vivants, de résidences, d'une Biennale d'art contemporain, d'expositions et de médiations envers tous les publics.

Avec un Pays d'art et d'histoire (En 2023 : 7.912 personnes touchées par des animations, médiations, visites, expositions, etc.), un Ecomusée (6.171 personnes touchées), un conservatoire (300 élèves, 15 professeurs dont un directeur et en 2023 : 53 spectacles tout public / 5.171 spectateurs, 17 spectacles scolaires / 1.000 enfants), un théâtre Le Rex (une saison culturelle avec 20 spectacles, 10 au Rex et 10 dans le territoire, et en 2023 : 1.526 entrées, soit une moyenne de 101 entrées par spectacle), deux médiathèques (En 2023 : une fréquentation de 14.066 personnes) et le pôle culturel et touristique d'Alleuze, Saint Flour Communauté inscrit son action culturelle en transversalité avec l'ensemble de ses services, en partenariat avec les communes et les associations du territoire.

Depuis plusieurs années, Saint-Flour Communauté édite, de façon semestrielle, son agenda culturel pour valoriser et promouvoir la richesse de l'offre culturelle sur son territoire.

Pour cela, Saint Flour Communauté s'appuie sur ses services, les communes et les partenaires culturels du territoire : Archives municipales de Saint-Flour, 5 médiathèques-bibliothèques, un théâtre Le Rex, 3 cinémas, 6 musées et un Pays d'Art et d'Histoire avec une Maison de l'Habitat et Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine, un office de Tourisme Intercommunal des Pays de Saint Flour et 3 offices de tourisme.

Le maillage territorial culturel, social, médical et éducatif, institutionnel et associatif, représente une réelle ressource sur le territoire de Saint Flour Communauté parce que ses acteurs sont impliqués dans divers domaines culturels et artistiques. Ce maillage est par conséquent une vraie ressource locale, une véritable richesse et il favorise la rencontre des publics.



Saint-Flour Communauté



Chiffres clés

53 communes
(22% des 246 communes du Cantal)

23 515 hab. (17% de la population cantalienne), 17hab/km²

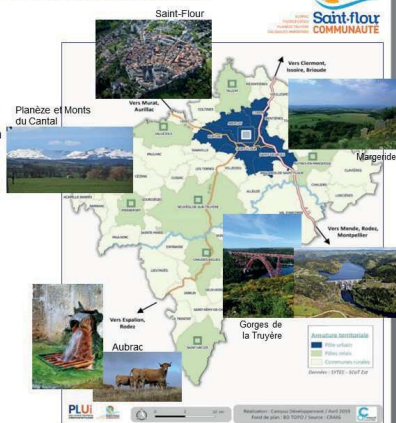
1366 km² de superficie

Traversée par l'A75 –
À 100km de Clermont-Ferrand
À 230km de Montpellier

5 entités paysagères

2 Parcs naturels régionaux

5 AOP fromagères



ARTICLE 1 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

La présente convention vise à faciliter et renforcer l'accès à la culture pour tous les habitants du territoire. Elle repose sur des objectifs généraux et des axes d'interventions partagés ainsi qu'une coopération territoriale renforcée (articles 2 et 3).

1.1 PRINCIPES PARTAGÉS

Les signataires s'engagent à garantir conjointement les principes suivants :

- Garantir et protéger la liberté de création, de diffusion et de programmation ;
- Soutenir un développement culturel équilibré du territoire, en favorisant l'inscription et la diffusion durables de ressources culturelles professionnalisées ;
- Renforcer l'attractivité des territoires, en favorisant les liens entre les ressources culturelles et patrimoniales, touristiques et économiques ;
- Développer la production de savoirs et la recherche scientifique sur l'art, la culture et le patrimoine local ;
- Favoriser la coopération et l'interconnaissance entre les acteurs culturels, les acteurs du champ social et du champ éducatif ;
- Faciliter l'accès pour les personnes les plus fragiles à une offre artistique et culturelle de qualité, en créant les conditions qui permettent de contribuer à sa définition ;
- Accompagner tout particulièrement les formes artistiques et les propositions de médiation en direction des jeunes ;
- Concourir à la transition écologique à travers une conception responsable de la création et de la diffusion, la relocalisation d'activités inscrites dans une temporalité plus longue et à des échelles plus réduites et donc plus soutenables.

1.2 PERSONNES CONCERNÉES

Si la politique culturelle d'éducation aux arts et à la culture concerne tous les habitants du territoire, les partenaires conviennent de la prioriser en direction des personnes qui sont ou se sentent les plus éloignées des pratiques artistiques et culturelles : personnes âgées, en situation de handicap, hospitalisées, habitants des quartiers en politique de la ville, des territoires ruraux...

Ils portent une attention spécifique aux enfants et aux jeunes dans tous leurs temps de vie, dès la naissance et jusqu'à l'âge adulte, avec l'objectif de généraliser et articuler les parcours d'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire, périscolaire et sur le temps de loisirs. Pour les scolaires, le parcours d'éducation artistique et culturel doit permettre à tout élève scolarisé de suivre un cursus de découverte et de pratique artistique et culturelle en fonction de son niveau. Les parcours proposés conjuguent à la fois une approche territoriale et la volonté d'aller vers une égalité d'accès aux pratiques artistiques et culturelles pour tous les enfants et jeunes scolarisés.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

1.3 L'ÉDUCATION AUX ARTS ET A LA CULTURE – LES GRANDS PRINCIPES

Les actions développées se fondent sur trois champs qui constituent les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle :

- des rencontres avec des artistes, des scientifiques, des journalistes et des œuvres ;
- des pratiques individuelles et collectives dans différents domaines artistiques et culturels ;
- des connaissances qui permettent l'acquisition de repères culturels ainsi que le développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.

Les formes de travail privilégiées pour le montage de projets artistiques reposent sur une démarche de co-construction entre les partenaires, dans le respect des rôles de chacun : établissement scolaire, périscolaire, social, médical, etc, acteurs culturels du territoire. Les projets prendront plusieurs formes. Les actions interdisciplinaires, multi-partenariales et les résidences d'artistes sont particulièrement favorisées et peuvent faire intervenir un ou plusieurs artistes ou professionnels de la culture et de discipline scientifique.

ARTICLE 2 : UNE COOPERATION TERRITORIALE RENFORCEE

2.1 COORDINATION DE LA CONVENTION

Dans une optique d'amélioration permanente, la démarche contractuelle repose sur un principe de mise en œuvre et d'évaluation continue :

- une identification des besoins par un diagnostic partagée du territoire ;
- un programme d'actions annuel ;
- la création et l'animation d'espaces d'échanges concertés ;
- un temps d'évaluation final de 6 mois au cours de la dernière année de convention ;

Une mission de coordination à mi-temps de la convention est identifiée par la communauté de communes Saint-Flour Communauté pour assurer la construction d'un programme annuel cohérent d'actions à l'échelle du territoire. Elle décline les actions envisagées ainsi que leur calendrier et le plan de financement, validés par l'ensemble des signataires, tel que décrit dans l'article 5. Ce programme d'actions et de financements – financements liés à la convention et ceux issus des dispositifs de droit commun des différents partenaires qui s'articulent avec les objectifs de la convention et de la politique aux arts et à la culture du territoire et donc auront été présentés et validés lors des comités de pilotage – est annuellement transmis aux partenaires de la présente convention.

Cette mission de coordination élabore et anime aussi une démarche de concertation et de coopération territoriale, tel que décrit dans l'article 2.2.

2.2 CONSTRUCTION D'UN ESPACE D'ECHANGES CONCERTES

Les signataires conviennent d'une approche concertée à l'échelle du territoire de Saint-Flour Communauté, pour la définition et le développement d'actions culturelles en direction des personnes dont celles concernées prioritairement comme défini dans l'article 1. Cette politique concertée vise à recueillir et à répondre aux besoins et aux aspirations des habitants du territoire, et ce dans tous les domaines artistiques et culturels y compris ceux intégrant une démarche scientifique.

La convention territoriale d'éducation aux arts et à la culture tout au long de la vie, déclinée à l'échelle de Saint-Flour Communauté, constitue un cadre ouvert et modulable renforçant sur le territoire intercommunal les synergies et le dialogue entre acteurs culturels, éducatifs, médicaux et sociaux. Elle favorise la mise en réseau, la transversalité et ambitionne le renforcement de la coopération au sein d'espaces de concertation, appelés « rencontres de territoire ». Ces espaces de concertation impliquent une diversité de compétences et de personnes (habitants, acteurs, élus, partenaires tel que décrit dans l'article 4). Ils visent à créer des dynamiques d'intéressement aux projets et aux décisions qui concernent le territoire et à assurer le droit de chacun de participer à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces décisions. Ces espaces de concertation sont réunis au moins une fois par an, selon les besoins et le calendrier de la convention. Ils peuvent aussi donner lieu à des formations et des travaux thématiques collectifs.

Cette convention tient compte des équipements et services intercommunaux existants reconnaissant ainsi leurs missions et renforçant leur rôle dans la construction du lien entre art, culture et population à l'échelle du territoire.

Cette convention reconnaît enfin que les acteurs socio-éducatifs, médico-sociaux (établissements scolaires, structures socioculturelles, médico-sociales, collectivités...) et les acteurs culturels, notamment conventionnés, en fonction de leurs missions et de leur périmètre, possèdent une connaissance des habitants et l'expérience du territoire. Afin de construire des projets de qualité, ceux-ci se mobilisent pour un partage de connaissances et des actions conjointes de découverte artistique et de pratiques amateurs. L'ambition est de coordonner une approche globale de l'action culturelle en garantissant une cohérence et un équilibre territorial.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

ARTICLE 3 : AXES STRATÉGIQUES

La déclinaison opérationnelle de la présente convention peut revêtir des formes différentes en fonction des contextes et des territoires. Certains axes toutefois, dits stratégiques, sont des enjeux incontournables pour le territoire :

3.1 LA DEFINITION DES ACTIONS ET LEUR MISE EN ŒUVRE

Le projet réunit l'ensemble des services culturels de Saint-Flour Communauté, de ses communes membres, ainsi que les services communautaires et intra-communautaires partenaires transversaux.

Forts de la Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture (CTEAC) 2019/2023, les signataires conviennent de renouveler leur partenariat au travers des apports et plus-values suivants :

- **La transversalité** de l'ensemble des services de Saint-Flour Communauté : politique éducative et sociale, sport, attractivité, communication, environnement, agriculture, etc. ;
- **L'implication des acteurs** culturels, éducatifs, sociaux et sportifs ;

- **La co-construction** avec les communes et leurs associations ;
- **Un cap, 4 orientations :**
 1. Favoriser l'accès à la culture, avec une offre diversifiée de qualité, en co-construction avec les communes, les établissements culturels, scolaires, extra-scolaires, médicaux-sociaux, etc. et les associations (comité des fêtes, APE, etc.) ;
 2. Favoriser la pluridisciplinarité afin d'enrichir les pratiques et la création artistique (culture et sciences, culture et médias, culture et tourisme, culture et architecture, etc.).
 3. Favoriser le déploiement des actions au plus près des habitants, dans tous les lieux de vie (Foyers d'accueil, Ehpad, etc.) afin de favoriser la rencontre des publics et de développer un sentiment d'appartenance au territoire.
 4. Développer des actions culturelles en lien avec le patrimoine, véritable levier de créativité, d'appropriation et d'attractivité.
- **Des thématiques prioritaires** sur des enjeux de société (le développement durable, le vivre ensemble, etc.), de territoire et de patrimoine (pastoralisme, etc.) ainsi que sur enjeux nationaux et mondiaux (année thématique du Ministère de la Culture, de l'Unesco, du Conseil de l'Europe, etc.), etc.

Les programmes opérationnels préciseront, pour chaque année de la convention d'objectifs, le programme d'actions ainsi que le budget prévisionnel annuels. Le programme d'actions détaillera les actions de médiation envisagées telles que définies dans le paragraphe 1.3 en lien avec les acteurs culturels locaux, les prescripteurs éventuels et les collectivités engagées. Il sera présenté et validé en comité de pilotage. Les actions résultantes seront récapitulées dans une programmation financière (cf. article 4).

Le programme annuel pourra, pour mémoire, dans un espace bien défini, faire apparaître les actions d'éducation artistique et culturelle qui ne relèvent pas des financements obtenus dans le cadre de la CTEAC mais qui participent au projet culturel de territoire.

Seront prioritaires :

A- Les résidences artistiques

La présence significative des artistes sur le territoire, en termes de qualité et de durée, est une forme d'action essentielle pour répondre aux objectifs de la convention. Les résidences territoriales ou de mission sont centrées sur la relation des artistes avec les habitants et pourront être développées dans tous les champs artistiques et culturels dont le patrimoine, le livre et la lecture, le spectacle vivant, la culture scientifique, l'éducation aux médias, etc. Saint Flour Communauté souhaite expérimenter des résidences avec et dans les établissements scolaires, avec un rayonnement hors champ scolaire.

B – Des actions hors les murs

Seront ici considérées toutes les actions décentralisées menées par les structures culturelles, ainsi que les événements produits dans l'espace public dans des démarches d'aller vers et faire avec les habitants.

C - Des collectifs d'artistes pluridisciplinaires (art et sciences, art et technique, etc.)

3.2 LA FORMATION

La formation est indispensable à la pérennité des actions culturelles. La convention doit permettre d'approvoiser les disciplines artistiques et les formes culturelles et de faire dialoguer les partenaires. Toutes les structures culturelles peuvent contribuer à l'organisation et à l'offre de formation artistique et culturelle des adultes : enseignants, animateurs, éducateurs, artistes, professionnels de la culture, parents. Les formations s'organisent avec les partenaires sociaux et éducatifs et peuvent s'appuyer sur les dispositifs de formation proposés par les services de l'État. Les formations croisées, mêlant des profils professionnels différents doivent être privilégiées.

3.3 LA VALORISATION

Conserver des traces des actions proposées sur le territoire dans une perspective de valorisation et de conscientisation du parcours d'EAC est un enjeu fort. Cette démarche engage la capacité des participants – et notamment des plus jeunes d'entre eux – à poser un regard sensible, à devenir critique et à constituer un continuum de leurs réalisations.

3.4 UN DISPOSITIF D'ÉVALUATION

Une évaluation des projets est mise en place annuellement pour tenir compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître (cf. article 8).

Des bilans de projets, de réunions et de médiations seront assurés systématiquement.

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

La gouvernance est régie par trois instances : le comité de pilotage, le comité de suivi et le/les comité(s) de territoire réunissant acteurs culturels, éducatifs, sociaux et dans la mesure du possible, habitants. Ces trois instances sont réunies à l'initiative de la communauté de communes qui en assurent le fonctionnement, en relation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions.

Pour le comité de pilotage et le comité de suivi tous les documents nécessaires à l'étude des projets et des bilans seront fournis à ses membres au minimum une semaine avant la date de la rencontre.

▪ Comité de pilotage

Périodicité et période : au minimum une fois par an

Objectif : Le comité de pilotage impulse la politique partenariale de territoire et définit les orientations en cohérence avec les objectifs généraux. Il évalue la convention à son échéance.

Composition :

- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le/la DRAC ou son représentant ;
- pour la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale du Cantal : le/la représentant/e de la DSDEN ;
- pour l'Académie de Clermont-Ferrand : un représentant de la Délégation académique aux arts et à la culture (DAAC) ;
- pour la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes : le DRAAF ou son représentant ;
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le Président ou son représentant et le référent pour la convention ;

- pour le Conseil Départemental du Cantal : le Président ou son représentant et le référent pour la convention ;
- pour la CAF : son représentant ;
- pour Saint-Flour Communauté : les élus Culture et Patrimoine, la Directrice du pôle Culture et Patrimoine, la responsable du Pays d'Art et d'Histoire et l'assistante de direction du pôle.

▪ **Comité de suivi**

Périodicité et période : une fois par an *a minima* et à la demande des partenaires

Objectif : Le comité de suivi accompagne le travail du coordonnateur, notamment en ce qui concerne l'identification des besoins, l'élaboration du programme annuel d'actions et le budget prévisionnel correspondant. Il travaille aux différents enjeux du territoire et se porte garant de l'évaluation continue des actions comme de l'évaluation finale de la convention et des actions menées. Il définit les modalités de mise en œuvre d'une analyse partagée du territoire et de sa restitution.

Composition :

- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le référent désigné pour le suivi de la convention ;
- pour Saint-Flour Communauté : un représentant élu, des techniciens de la collectivité, des représentants issus des rencontres de territoire et les partenaires partie-prenante ;
- un ou des représentants du Conseil Départemental du Cantal ;
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le référent pour la convention ;
- pour la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale : le référent de la convention, un représentant du SDJES, un représentant des chefs d'établissements scolaires du second degré, un représentant des inspecteurs de l'Éducation nationale pour les circonscriptions (IEN) ;
- un représentant de la Délégation académique aux arts et à la culture (DAAC) de l'académie de Clermont-Ferrand ;
- un représentant de la DRAAF ou un personnel des établissements d'enseignement agricole du territoire.

▪ **Les rencontres de territoire**

Périodicité : Au moins une fois dans l'année à un rythme régulier, dont un temps obligatoire de concertation en préparation du comité de suivi. Selon le nombre d'acteurs mobilisés sur le territoire, ces rencontres peuvent être réunies par thématiques ou besoins identifiés.

Objectif : C'est un espace de présentation de la démarche, de concertation, et de co-construction des projets qui répondent aux orientations définies par la convention. Ils ciblent notamment le lien avec la population du territoire, dont ils cherchent à rendre compte. Ces propositions d'actions sont formalisées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel pour le territoire. Elles feront l'objet d'une préparation commune avec les différents partenaires.

Composition :

- le coordonnateur ou la coordonnatrice de la convention ;
- d'autres agents de l'EPCI et, le cas échéant, des communes signataires de la convention dans une logique de transversalité ;
- les élus de l'EPCI ;

- les structures et le tissu associatif du territoire dans toutes leurs diversités;
- les représentants des établissements scolaires ;
- tout acteur ou habitant souhaitant s'impliquer dans les actions de la convention ;
- les membres du comité technique qui souhaitent être présents.

ARTICLE 5 : PROGRAMMATION FINANCIERE ET MOYENS CONSACRÉS AUX ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Pour l'État :

La DRAC participe à l'élaboration du programme d'actions annuel et accompagne la démarche d'évaluation. Elle mobilise les structures culturelles, notamment celles qu'elle soutient pour renforcer l'axe transmission des savoirs. Elle accompagne la démarche d'analyse partagée du territoire en mobilisant des ressources dédiées.

Elle contribue financièrement à la réalisation des axes définis dans les articles 2 et 3 de la présente convention. Les actions seront précisées et chiffrées dans l'annexe jointe annuellement à la convention. Le montant annuel sera fixé par arrêté attributif, dans la limite des crédits disponibles sur présentation d'un dossier de demande de subvention. Le soutien financier aux actions fait l'objet d'un financement croisé par les différents partenaires de la convention.

L'Éducation nationale participe à la mise en place du parcours d'éducation artistique et culturelle de l'élève en contribuant à la mise en œuvre des actions décrites dans le programme annuel de la présente convention auprès des écoles et établissements scolaires de ce territoire.

Pour ce faire, elle mobilise ses ressources humaines d'ingénierie éducative et culturelle, dont le chargé de mission à l'action culturelle, les référents culture, les personnels d'encadrement (les IEN pour le premier degré et les personnels de direction pour le second degré), les conseillers pédagogiques de circonscription.

L'éducation nationale (Rectorat de Grenoble) répond à la demande de formations émanant des enseignants et des chefs d'établissement, dans le cadre de formations d'initiative territoriale, afin de découvrir les actions artistiques et culturelles proposées par les CTEAC et de pouvoir mettre en place, dans un esprit de co-construction, ces actions avec leurs élèves. Ces temps de formation représentent une participation financière importante dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Les établissements scolaires sollicitent des aides financières suivant les modalités annuelles définies par le rectorat. Les chefs d'établissement peuvent également faire usage des crédits de la part collective du Pass Culture scolaire quand l'âge des élèves le leur permet.

Les projets et la politique culturelle choisis dans les établissements scolaires, articulés avec les actions de la convention sont des leviers stratégiques inscrits dans les contrats d'objectifs tripartites des établissements scolaires du second degré.

La DRAAF, autorité académique de l'Enseignement agricole, par le biais de son Service régional de la Formation et du Développement, accompagne les établissements d'Enseignement agricole publics et privés sous contrat dans la mise en œuvre des politiques publiques :

- dans le champ de l'éducation et de la formation, de l'éducation artistique et culturelle et du développement citoyen des apprenants ;
- dans la mission d'animation et de développement des territoires qui est confiée à ces établissements par le Code rural et de la Pêche maritime.

Dans ces deux perspectives, la DRAAF mobilise ses ressources humaines internes d'ingénierie éducative, culturelle et scientifique. Elle porte à connaissance des établissements les actions, appels à projets, financements (dont le Pass culture) et partenaires susceptibles d'aider les établissements dans le choix des activités pédagogiques participant au parcours artistique et culturel des apprenants, dans le cadre de l'éducation socioculturelle spécifique à l'enseignement agricole ou dans les projets pluridisciplinaires qui replace l'ouverture culturelle dans la construction professionnelle et citoyenne des jeunes.

Elle mobilise également le programme national et le programme régional des formations des personnels de l'enseignement agricole public, et assure le lien avec les fédérations des établissements agricoles privés sous contrat.

Enfin, la DRAAF invite les établissements d'enseignement agricole publics et privés à être des acteurs de l'animation des territoires en créant du lien avec les autres acteurs du territoire (autres établissements scolaires, partenaires socio-économiques et collectivités territoriales) pour participer à la construction d'une vie culturelle et scientifique au cœur de tous les territoires. Les établissements alimentent ainsi le PADC (projet d'animation et de développement culturel), partie intégrante de leur projet d'établissement.

Pour la Région :

La commission permanente régionale décide du soutien financier de la Région, dans le cadre de cette convention. Si une aide est accordée, les actions devront répondre à la fois à un critère d'exigence artistique et à la prise en compte des habitants dans leur diversité.

Le soutien régional pourrait être accordé au travers :

- D'une subvention annuelle attribuée à la collectivité porteuse, sur présentation d'un dossier de demande de subvention constitué notamment des interventions prévues pour l'année à venir, d'un budget prévisionnel détaillé et du bilan qualitatif et financier de l'année précédente ;
- Et/ou de ses appels à projets « Arts et culture en lycées, CFA et établissements spécialisés », « Médiations du cinéma » et « Culture en territoire ». De l'appel à projets « Culture et santé » en lien avec l'ARS et la DRAC. Un dossier de demande de subvention devra être déposé pour chacune de ces aides selon les conditions spécifiques à ces dispositifs.

Chaque montant sera attribué sous réserve de l'inscription au budget des crédits nécessaires et dans les conditions prévues au règlement des subventions applicable à la date de réception des dossiers de demandes de subventions.

Pour le Département du Cantal :

Dans son Chapitre 4.2. le SDAC 2022-2027 précise les outils financiers adaptés aux relations avec les partenaires :

- Le cofinancement par contractualisation : afin d'assurer (cf. supra, Introduction, B, al.3) une coopération efficace avec tous ses partenaires (communes et communautés de

communes), le Conseil départemental fera systématiquement appel aux partenariats et à la contractualisation dans la mise en œuvre des propositions culturelles qu'il assume en régie directe. Cette approche, basée sur la concertation et le cofinancement, permet de bâtir une politique culturelle harmonieuse et respectueuse des compétences de chacun, dans une volonté de complémentarité et de solidarité territoriale. Elle permet également, par la mise en commun des moyens, des propositions plus ambitieuses.

- L'attribution d'une aide financière : Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Département du Cantal contribue financièrement à la réalisation des actions décrites dans l'article 3.1 de la présente convention par une subvention votée annuellement en Commission permanente, sous réserve de l'inscription au budget départemental des crédits nécessaires. Cette subvention est attribuée à la communauté de communes pour sa programmation culturelle saisonnière en régie directe : la communauté de communes répond à l'appel à projet départemental annuel et sollicite une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour la CAF du Cantal :

La CAF assure la promotion de ce dispositif auprès des structures qu'elle accompagne et pourra intervenir sur des actions au cas par cas sur présentation des projets par les partenaires en vue de solliciter une subvention.

Pour la communauté de communes :

L'EPCI s'engage à dédier un poste (*a minima* 50% d'un ETP) pour la coordination de la convention. Ce temps de travail peut être valorisé par l'EPCI, indépendamment du soutien aux actions sur le terrain.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur pour 3 ans à la date de signature par l'ensemble des parties. Elle se terminera le 31 août 2027, incluant les actions se déroulant jusqu'au mois de juin 2027.

ARTICLE 7 : PROCEDURES MODIFICATIVES

La présente convention peut être modifiée par avenant signé par les différents partenaires signataires. Ces avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. Les modifications ne peuvent en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention.

La contribution ultérieure d'éventuelles nouvelles parties à la convention donne lieu à conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 8 : EVALUATION ET SUIVI

Un dispositif d'évaluation sera mis en place en tenant compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître. Il comprendra des fiches bilan par actions annuelles, une fiche bilan annuelle globalisée qui feront une place aux récits d'expérience, ainsi que des tableaux de suivi permettant de saisir un nombre restreint d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Les outils d'évaluation et les indicateurs de suivi sont établis à l'issue de la période d'analyse partagée du territoire. Une évaluation finale est attendue à l'issue des 3 années de conventionnement.

L'évaluation du cadre conventionnel sera également réalisée à l'aide des outils construits par les signataires, avec les acteurs mobilisés par les actions et dans la mesure du possible, avec les habitants impliqués dans les actions conduites. La démarche évaluative est donc *in itinere* et *in fine*.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION ET INFORMATION

Chacun des supports de communication émanant des acteurs culturels devra mentionner le soutien des différents services de l'Etat, de la Région, du Département du Cantal et fera apparaître les logos et mentions de tous les partenaires selon leurs modalités d'insertion respectives.

Saint-Flour Communauté s'engage à mentionner les aides reçues des partenaires sur tous les documents relatifs à leurs activités et destinés à être diffusés et à faire figurer les logos des signataires sur tous les supports de communication ayant trait à cette activité. Elle s'engage en outre à mentionner le soutien des signataires dans l'ensemble de ses relations avec les médias et les partenaires professionnels.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

En cas de résiliation anticipée, un avenant règlera les conditions financières, les collectivités cocontractantes étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles Saint-Flour Communauté s'était engagée n'étaient pas exécutés en totalité (repris de l'article 11 du projet).

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle de la convention sans accord écrit, les partenaires peuvent demander le reversement de tout ou partie des subventions versées.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES (contentieux et résiliation)

En cas de litige pouvant intervenir entre les parties, celles-ci s'engagent à privilégier la conciliation et rechercher un accord amiable.

A défaut le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon, 110 rue Duguesclin, 69003 LYON.

Fait à en ... exemplaires, le

Pour le Ministère de la
Culture,

Le Préfet du département du
Cantal, Laurent BUCHAILLAT

Pour le Ministère de
l'Éducation nationale,

La Directrice académique,
Maryline LUTIC

Pour la Direction régionale
de l'alimentation, de
l'agriculture et de la Forêt,

Le Directeur,
Bruno FERREIRA

Pour le Conseil Régional,

Le Président,
Laurent WAUQUIER

Pour le Conseil Départemental
du Cantal,

Le Président,
Bruno FAURE

Pour la Caisse d'Allocations
Familiales,

Le Directeur,
Pascal PONS

Pour Saint-Flour Communauté,

La Présidente,
Céline CHARRIAUD

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-25

Convention de mise à disposition d'un local au sein de la MSD de Mauriac en faveur de l'Association Tutelaire du Cantal (AT 15)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux pour une durée de trois ans, en faveur de l'Association AT 15 au sein de la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL AU SEIN
DE LA MAISON DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE DE MAURIAC
EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION TUTELAIRE DU CANTAL (A.T. 15)**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 27 septembre 2024 ;

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION TUTELAIRE DU CANTAL (A.T 15), sise 2 rue du Président Delzons – Passage de la Barbantelle - 15006 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur François RIGOUSTE, agissant en qualité et dûment habilité par décision du Conseil d'administration en date du 27 juin 2024 ;
Ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « A.T 15 »,

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre d'un mandat donné par le Juge d'Instance, l'association A.T15 a pour objet :

- d'assurer la protection des personnes présentant une déficience mentale ou physique de nature à empêcher l'expression de leur volonté ;
- de leur procurer l'aide matérielle et morale que leur est nécessaire ;
- d'exercer toutes mesures d'accompagnement social que l'état, les collectivités territoriales ou des personnes physique ou morales de droit privé ou public voudront bien lui confier ;
- de créer, d'organiser ou de gérer des services au profit des usagers ;
- de développer l'accueil, le soutien auprès des familles et des tuteurs familiaux, ainsi qu'une information sur les métiers de la tutelle à l'égard de tout organisme qui en ferait la demande.

Au vu des missions de l'association A.T 15, le Département du Cantal est sollicité par une mise à disposition de locaux au sein de la Maison de la Solidarité Départementale sur la commune de MAURIAC.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'Association A.T 15 dans le local mis à disposition à la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac propriété du Département du Cantal.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition de l'Association A.T 15 un bureau selon les disponibilités ainsi que l'usage de la salle d'attente et des sanitaires, se trouvant à la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac, sise 28 rue d'Enchalade à Mauriac,

- dont la fréquence d'utilisation est estimée à 2 heures par mois.

En cas de besoin à un autre moment, l'A.T 15 effectuera une demande spécifique.

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Le local mis à disposition de l'A.T 15 est à l'usage exclusif de cette dernière dans le cadre de l'exercice des missions présentées en préambule aux présentes.

L'Association A.T 15 informera l'accueil des personnes reçues et assurera la sécurité de cet accueil.

Le personnel de l'Association A.T 15 s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état le bureau tel qu'il l'a trouvé à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité de l'association A.T 15, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

L'association A.T 15 voit sa responsabilité engagée en cas de dommages aux biens ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 30 septembre 2024 pour une durée de trois ans. Elle se renouvellera de manière expresse à la demande du locataire.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour L'Association Tutelaire du Cantal,
Le Président

François RIGOUSTE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-26

SDNE : Développement des usages - Appel à projets 2024 "Pimp my screen"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 17CD06-03 du Conseil départemental du 21 décembre 2017 approuvant le Schéma Départemental du Numérique Éducatif ;

Vu la délibération n° 21CD01-04 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant l'avenant au Schéma Départemental du Numérique Éducatif ;

Vu la délibération n° 24CP02-30 de la Commission Permanente du 23 février 2024 approuvant la mise en œuvre de l'appel à projets « Pimp my screen » ;

- **ATTRIBUE** une subvention de 1 500 € au collège Le Méridien de Mauriac dans le cadre de l'appel à projets éponyme.

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le collège Le Méridien de Mauriac et le Département du Cantal relative à l'appel à projets "Pimp my screen" dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout document lié à celle-ci.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits en fonctionnement au chapitre 65 nature 657381 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT APPEL A PROJETS "PIMP MY SCREEN"

Vu la délibération n° 17CD06-03 du Conseil Départemental du 21 décembre 2017 approuvant le Schéma Départemental du Numérique Éducatif,

Vu la délibération n° 21CD01-04 du Conseil Départemental du 26 mars 2021 approuvant l'avenant au Schéma Départemental du Numérique Éducatif,

Vu la délibération n° 24CP02-30 de la Commission Permanente du 23 février 2024 approuvant la mise en œuvre de l'appel à projets « Pimp my screen »,

Vu la délibération n° XXXX de la Commission Permanente du 27 septembre 2024 approuvant la convention-type de partenariat devant intervenir entre le collège bénéficiaire et le Département du Cantal dans le cadre de l'appel à projet « Pimp my screen ».

Entre les soussignés :

D'une part,

Le Conseil départemental du Cantal,

Situé : 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac Cedex

Représenté par son Président, Bruno FAURE

Désigné ci-après par "le Département"

Et

Le Collège du Méridien,

Situé : 12 rue d'enchalade 15200 MAURIAC

Représenté par le Chef d'établissement, Michelle CROCHOT

Désigné ci-après par "le Collège"

Préambule :

Conformément à l'ambition du Schéma Départemental du Numérique Éducatif et à la stratégie de renforcement des collèges publics cantaliens, le service Éducation Jeunesse a publié, début mars 2023, l'appel à projets « Pimp my screen ».

Pour rappel, ce nouvel appel à projets orienté **Arts Plastiques** s'adresse aux enseignants qui doivent accompagner leurs élèves dans un travail collaboratif (par classes et groupes d'élèves) pour **revisiter sous une forme artistique et au format numérique les cinq engagements du « Projet Cantal 2030 »**.

Le projet du Collège consiste dans la réalisation, par l'ensemble des élèves de l'établissement, d'un film d'animation selon la technique du stop-motion (depuis sa conception jusqu'à sa diffusion), de façon à montrer la diversité et la richesse du Cantal en racontant l'histoire au travers des âges. Pour répondre à cet objectif les élèves seront amenés à développer des compétences parfois travaillées assez classiquement durant les cours d'arts plastiques, mais aussi certaines ressortant plus des domaines numériques et donc plus spécifiques et difficiles d'accès. Deux partenaires sont cités : le cinéma et la médiathèque de Mauriac. Enfin le projet s'inscrit dans la dynamique du dispositif « Collège au cinéma ».

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de la convention

Tel qu'il était indiqué dans le cahier des charges de l'appel à projet « Pimp my screen », les projets retenus doivent faire l'objet d'une convention établissant les charges et responsabilité administratives, financières et techniques incombant au Collège et au Département.

Article 2 : Objectifs du partenariat

L'ensemble des parties a la conviction que le développement de l'usage du numérique dans le déroulement des séquences pédagogiques peut contribuer à la réussite des collégiens.

Ainsi, les parties mettent en œuvre les moyens favorisant le développement des usages dans les domaines liés à la pédagogie, l'utilisation des outils par les enseignants et les élèves, voire une ouverture plus large aux acteurs de l'Education.

Les choix d'équipements fournis découlent d'une réflexion des équipes pédagogiques sous la houlette des chefs d'établissements, portant aussi bien sur les objectifs visés par leurs stratégies d'enseignement et d'apprentissage, que sur les investissements humains et financiers réalisés sur fonds propres par les établissements.

L'engagement de chacun des partenaires s'avère nécessaire à la bonne réussite du projet. La dynamique engagée ne conservera du sens qu'à la condition qu'elle se poursuive dans le temps, qu'elle identifie et encourage les pratiques innovantes valorisant les résultats obtenus.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 3 : Engagements des signataires

Le Département et le Collège s'engagent à respecter les termes de la présente convention, chacun en ce qui le concerne, notamment :

Pour le Département : verser la subvention telle que mentionnée dans la présente convention.

Pour le Collège : réaliser le projet dans les conditions et délais présentés dans son dossier de candidature, mettre à disposition des équipes pédagogiques les moyens nécessaires à la réalisation du projet.

Ensemble, participer à la mise en œuvre technique, à l'évaluation et à la valorisation du projet soutenu.

Article 4 : Référents au projet

Pour faciliter les échanges autour du projet, l'enseignant référent désigné dans le dossier de candidature sera l'interlocuteur du Département. Le Collège sera systématiquement en copie des échanges.

Article 5 : Matériels et logiciels

Le Département accompagnera le Collège dans les choix techniques des équipements numériques nécessaires à la mise en œuvre du projet. Il conviendra de tendre vers leur intégration au Système d'Information du Collège et par là-même favoriser leur administration et les pratiques quotidiennes des enseignants et des élèves.

Cependant, le Collège assure la gestion des petits matériels acquis et notamment, la mise en œuvre des procédures de maintenance qui leurs sont propres. En cas de panne, et durant la période de garantie, c'est le service après-vente du prestataire qui doit être sollicité.

Le Collège est responsable des ressources pédagogiques ainsi que des installations de tous logiciels complémentaires sur les outils fournis. La gestion des matériels et l'utilisation du réseau informatique dans l'enceinte de l'établissement sont de la pleine et entière responsabilité du chef d'établissement.

Il appartiendra au Collège d'assurer la charge financière des remplacements non couverts par la garantie, les ajouts de périphériques ou autres équipements complémentaires ; ces derniers seront soumis à la validation du Département.

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 6 : Modalités de financement

Article 6.1 : Budget et contribution des parties

Le coût global prévisionnel du projet est établi selon le détail ci-dessous lequel fait apparaître l'ensemble des dépenses et recettes par nature.

Moyens à acquérir	Quantité	Coût unitaire	Coût total	
Assortiments de feuilles	5	9,95	49,75	
Abonnement Adobe Creative Cloud 12 mois - 19,50 € par mois	1	234	234	
Fond pliable / écran vert	1	29	29	
Support banc-titre	2	154,99	309,98	622,73
Caméra numérique logitech	2	74,99	149,98	
Panneau éclairage video GVM 560	1	59,99	59,99	
Tablette surface pro	1	1520	1520	1729,97
				= 2352,7

Le Département alloue une subvention de fonctionnement de 1 500 € versée en deux fois :

- 75% avant la fin de l'année civile 2024, soit 1 125 €.
- 25 % en fin de l'année scolaire 2025 après évaluation du projet et sur présentation des factures, soit 375 €.

Article 6.2 : Disposition de diminution de la subvention versée

En cas de dépassement du budget prévisionnel du projet, aucun complément de subvention ne sera accordé.

Le Département pourra demander le remboursement de tout ou partie de la subvention déjà versée :

- En cas de changement dans l'objet et/ou le contenu du projet sans l'autorisation préalable du Département,
- Lorsque le coût final du projet est inférieur au budget prévisionnel qui a servi à la détermination de la subvention.

DISPOSITIONS RELATIVE A LA COMMUNICATION

Article 7 : Processus d'évaluation et de capitalisation d'expérience

Les dispositions présentées ci-dessous visent à créer les conditions favorables aux processus d'évaluation et de capitalisation d'expérience autour du projet porté par le Collège. Edifiés sur les base d'une démarche partenariale, il convient d'envisager ces processus comme des étapes incontournables.

S'assurer de la bonne évaluation des démarches et des actions mises en place dans le projet, de l'atteinte des objectifs, de l'opposition des attentes aux résultats, de la considération des autres effets (prévus ou imprévus) apparaissent comme des démarches essentielles.

Ainsi, le collège s'engage à :

- Initier un échange régulier avec le Département afin de lui permettre de mesurer l'impact du projet sur l'enrichissement des usages numériques pour les enseignants et élèves.
- Réaliser un bilan en fin de projet en s'appuyant sur l'annexe 1. Ce bilan sera rempli lors d'un temps d'échange organisé en fin de projet avec le Département.

Article 8 : Valorisation du projet

Le Département et le Collège s'engagent à minima trimestriellement à communiquer sur leur partenariat en cours et la réalisation des objectifs du projet.

Le Collège pourra être amené à participer et à témoigner sur le projet lors de rencontres à l'initiative du Département ou autres organisations et ayant trait au Numérique Éducatif.

Article 9 : Droits à l'image et droits d'auteurs

Le Département et le Collège pourront envisager :

- d'exposer des réalisations vidéo, ainsi que les travaux des élèves (éléments physiques ou numériques) ou des images (de travaux ou de groupes d'élèves en train de participer à des activités du projet) dans divers lieux.
- de diffuser des images (films et photos) de travaux des élèves, ou de groupe d'élèves en train de participer à des activités du projet, à l'occasion :
 - => d'actualités sur leurs sites internet respectifs et sur l'Environnement Numérique de Travail,
 - => de publications sur les réseaux sociaux,
 - => d'articles de Presse Écrite ou en ligne.

Ainsi, le Collège veillera à strictement respecter les droits à l'image ainsi que les droits d'auteur des élèves participant au projet, en demandant les autorisations parentales lorsque cela est nécessaire, de façon à ce que le Département puisse utiliser les images ou créations dans le respect des utilisations définies ci-dessus

EXECUTION DE LA CONVENTION

Article 10 : Entrée en vigueur, durée et résiliation

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et pour 18 mois. Elle demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Elle peut être dénoncée par le Collège après un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, cela entraîne remboursement de tout ou partie de la subvention départementale, au prorata de l'avancement du projet et des dépenses engagées.

Article 11 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant, sans remise en cause substantielle de son objet.

Article 12 : Règlement des litiges

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut, les litiges nés à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 13 : Modalités d'exécution

Le Département et le Collège sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention. Cette convention est établie en deux exemplaires originaux. Chaque exemplaire de ce document contractuel est validé par l'apposition de la signature de son représentant de chaque partie en présence. Un exemplaire reste en possession de chacun.

Le Président du
Conseil départemental du Cantal,

Le Collège,

Bruno FAURE

Fait à Aurillac, le

Fait à Aurillac, le

ANNEXE 1

APPEL A PROJETS "PIMP MY SCREEN"

FORMULAIRE DE BILAN 2024/2025

Au cours de l'année scolaire 2024 – 2025, le **Département du Cantal a soutenu votre projet**. Afin de pouvoir évaluer les politiques éducatives menées par le Département en faveur des collégiens et d'améliorer les dispositifs qui vous sont proposés nous vous remercions de :

- compléter ce formulaire bilan,
- le transmettre ensuite à votre Chef d'établissement pour validation,
- nous le retourner par mail à servicecolleges@cantal.fr

Ce formulaire de bilan comporte cinq grandes rubriques (identification projet, déroulement du projet, participants au projet, bilan financier et informations complémentaires).

I. DEROULEMENT DU PROJET

1 / Date de début de l'action :

2 / Date de fin de l'action :

3 / Votre projet a-t-il été reporté ou annulé ?

Oui ☐ Non ☐

3 -1 / Si oui > s'agit-il ?

- ☐ D'un report partiel
- ☐ D'un report complet
- ☐ D'une annulation partielle (sans report)
- ☐ D'une annulation totale (sans report)

Si les cases « report complet » ou « annulation totale » sont cochées, allez directement à la fin du questionnaire, à la rubrique « INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ».

4 / Votre projet initial a-t-il fait l'objet de modifications ?

Oui ☐ Non ☐

4 - 1 / Si oui : quelles sont les raisons de ces modifications ?

- ☐ Moyens financiers
- ☐ Moyens humains
- ☐ Évolution des contenus du projet
- ☐ Annulation d'actions
- ☐ Autres (précisez)

5 / Les objectifs fixés initialement ont-ils été atteints ?

- ☐ Oui => 5 - 1
- ☐ Partiellement => 5 - 2
- ☐ Non => 5 - 3

5 - 1 / Si Oui : De quelle manière les objectifs ont-ils été atteints ?

5 - 2 / Si partiellement : Quels objectifs ont-ils été atteint et comment ? Quels objectifs n'ont pas été atteints et pourquoi ?

5 - 3 / Si non : Pourquoi les objectifs initiaux n'ont-ils pas été atteints ?

6 / Avez-vous rencontré des difficultés particulières pour la mise en œuvre de votre projet ?

Oui ☐ Non ☐

6 - 1 / Si oui : Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

Aide : difficultés administratives, techniques, financières...

7 / Avez-vous été accompagné par un ou plusieurs autres dispositifs du Département, du MEN, de la Région, etc ?

Oui ☐ Non ☐

7 - 1 / Si oui, lequel (ou lesquels) ?

8 / Le projet a-t-il donné lieu à des productions spécifiques ?

Oui ☐ Non ☐

8 - 1 / Si oui, de quelles façons ? Précisez (photos, films, vidéos, objets, ...)

9 / Comment le projet a-t-il été médiatisé / valorisé ?

☐ Affichage

☐ Expositions

☐ Événements au sein du collège

☐ TV / Radio locale

☐ Presse locale

☐ Sites internet

☐ ENT

☐ Réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter...)

☐ Vidéos en ligne (You tube / Dailymotion...)

☐ Espace « Partage d'expériences » du Département (*lien url*)

☐ Autres (précisez) :

10 / Comment l'information concernant le partenariat avec le Département a-t-elle été réalisée ?

☐ Logo du Département sur les outils de communication

☐ Information auprès des familles

☐ Partenariat cité lors des prises de parole en interne et en externe (interview, réunion publique...)

☐ Invitation des élu-e-s, agents du Département lors des moments de restitution

☐ Autres (précisez) :

II. PARTICIPANTS AU PROJET

11 / Préciser le nombre de collégiens et d'accompagnateurs ayant participé au projet

Complétez toutes les cases au minimum avec un "0" (zéro)*

Niveau	Nombre de filles	Nombre de garçons	Nombre total de collégiens	Nombre d'enseignants	Nombre d'accompagnateurs
6ème					
5ème					
4ème					
3ème					
TOTAL					

12 / Personnes de l'établissement impliquées dans votre projet

- ☐ Assistant social
- ☐ Assistant d'éducation (AED)
- ☐ Conseiller principal d'éducation (CPE)
- ☐ Documentaliste
- ☐ Enseignant
- ☐ Infirmier
- ☐ Personnel administratif et de direction
- ☐ Personnel technique
- ☐ Service civique
- ☐ Autres (Précisez) :

13 / Les familles ont-elles participé au projet ?

Oui ☐ Non ☐

13 - 1 / Si oui, de quelle façon ?

- ☐ Réunion(s)
- ☐ Sortie(s)
- ☐ Moment(s) convivial(aux)
- ☐ Autres (précisez) :

14 / Avez-vous mené ce projet avec des structures partenaires ?

Oui ☐ Non ☐

14 - 1 / Si oui, De quels types ?

- ☐ Associations
- ☐ Collectivités
- ☐ Intervenants extérieurs
- ☐ Autres (précisez) :

14 - 2) Nom(s) et commune de la (ou des) structure(s) partenaire(s) :

14 - 3 / Avez-vous des observations concernant votre partenariat ?

Oui ☐ Non ☐

14 - 4 / Si oui, lesquelles ?

IV. BILAN FINANCIER

15 / Dépenses (Charges) liées au projet :

Complétez toutes les cases au minimum avec un "0"(zéro) *

	Montants
Interventions de professionnels	
Transports (élèves et accompagnateurs)	
Achats de matériels ou achats divers	
Autres	
Coût Total Définitif	

16 / Recettes (produits) liées au projet :

Complétez toutes les cases au minimum avec un "0"(zéro)*

	Montants
Commune(s)	
Communauté de communes	
Département du Cantal (montant de la subvention allouée pour le projet)	
Région	
Rectorat	
Établissement (fonds propres)	
Autres	
Total	

17 / Y aura-t-il une suite à l'action financée ?

Oui ☐ Non ☐

17 - 1 / Si oui, laquelle ?

V. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

18 / Selon vous quels sont les points forts et les points faibles du dispositif départemental sollicité.

19 / Comment aviez-vous été informé de cet appels à projets ?

- ☐ Par courriel
- ☐ Par le personnel des institutions (Département, Éducation Nationale, ...)
- ☐ Par une réunion / rencontre d'information
- ☐ Par un site internet (cantal.fr, ENT, ...)
- ☐ Autre (précisez) :

20 / Avez-vous été accompagné pour la définition et la réalisation de votre projet ?

Oui ☐ Non ☐

20 – 1 / Si oui, par qui ?

21 / Avez-vous des remarques, des suggestions concernant les futurs appels à projets que pourrait porter le département du Cantal ?

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-27

Acquisition d'une parcelle au Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes pour la construction du Pôle d'Excellence de Microbiologie Industrie Innovation (PEM2I)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CD04-13 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant la convention départementale pour le Cantal du Contrat de plan État - Région 2021 2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-32 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant la construction d'un bâtiment pour le Pôle d'Excellence en Microbiologie et donnant délégation à la Commission Permanente pour la formalisation de l'acte d'achat du terrain à la Région et toute procédure afférente à la création du PEM2i ;

Vu la délibération n°CP-2024-06/15-84902 de la Commission permanente du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes en date du 27 juin 2024 approuvant la cession de la parcelle cadastrée AL12 sur la commune d'Aurillac au Département du Cantal ;

Vu l'avis des domaines en date du 12 juin 2024 ;

Considérant le projet de création du Pôle d'Excellence de Microbiologie Industrie Innovation ;

- **VALIDE** le projet d'acquisition de la parcelle cadastrée section AL, numéro 12 sur la Commune d'Aurillac appartenant à la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour un montant total de 215 000 €, pour y implanter le Pôle d'Excellence de Microbiologie Industrie Innovation.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer l'acte notarié à intervenir dans cette affaire et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21 - nature 2111 - fonction 23 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-28

Convention de partenariat entre le Département et les neuf établissements publics de coopération intercommunale cantaliens pour la mise en œuvre et le financement d'un service public de rénovation de l'habitat (SPRH) dans le Cantal pour l'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 22 voix pour - 8 non-participation(s), Didier ACHALME, Valérie CABECAS, Céline CHARRIAUD, Marie-Hélène CHASTRE, Alain DELAGE, Florian MORELLE se retirent et ne participent pas au vote ; Jean-Yves BONY et Pierre MATHONIER ne participent pas au vote par les pouvoirs donnés.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour l'année 2024 ;

Vu la convention 015AUT33 du 26 avril 2024 passée avec l'État attribuant une subvention de 171 112 € au Département pour assurer le fonctionnement de l'Espace Conseil France Rénov du Cantal pendant l'année 2024 ;

- **APPROUVE** les montants prévisionnels des contributions des 9 Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de la mise en œuvre et le financement d'un service public de rénovation de l'habitat (SPRH) pour l'année 2024 comme suit :

- Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac : 33 685 €
- Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne : 13 490 €
- Communauté de communes Cère et Goul en Carladès : 3 114 €
- Communauté de communes Saint-Flour Communauté : 14 933 €
- Communauté de communes Hautes Terres Communauté : 7 326 €
- Communauté de communes Pays de Mauriac : 4 276 €
- Communauté de communes Pays de Gentiane : 4 325 €
- Communauté de communes Pays de Salers : 5 424 €
- Communauté de communes Sumène Artense : 5 360 €

- **APPROUVE** les conventions de partenariat à intervenir avec chaque Établissements publics de coopération intercommunale pour la mise en œuvre et le financement d'un service public de rénovation de l'habitat (SPRH) pour l'année 2024 dont les projets sont joints en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

La recette prévisionnelle d'un montant global de 91 933 € sera affectée au chapitre 74 nature 74741 fonction 758 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

3, place des Carmes – CS 80501 15005 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 241 500 230 000 16

représentée par son Président, M. Pierre MATHONIER, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du 14 octobre 2024

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L.326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L.232-1 à L.232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant Lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et sa codification dans les articles L.232-1 et L.232-2 du code de l'énergie ;

Vu la délibération N°DEL_2021_106 de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac en date du 24 juin 2021 validant l'adhésion de l'EPCI au projet de Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la Convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal en date du 21 juin 2022, modifiée par l'avenant n°1 en date du 26/04/2024 ;

...

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac (CABA) en date du 14 octobre 2024 validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passifs thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE). Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal : Cantal Rénov' Énergie.

La loi portant Lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite Loi « Climat et Résilience » de 2021 prévoit le déploiement d'un réseau de guichets d'accompagnement à la rénovation, ayant des compétences techniques, juridique, financières et sociales équivalentes sur l'ensemble du territoire national en s'appuyant sur le SPPEH. À partir de à partir du 01/01/2024, France Rénov', le service public de la rénovation de l'habitat (SPRH), est le point d'entrée unique pour tous les parcours de travaux dont les rénovations énergétiques.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPI) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPI permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

...

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé. Il contribue également à l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap ainsi qu'à la résorption de l'habitat insalubre.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission (programme SARE) :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;

...

- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;

- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00

- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.

- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

...

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;

- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;

- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,

- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;

- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-(RU), PIG...) ;

- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

...

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961 € divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac est donc estimée à la somme de 33 685 € (trente-trois mille six-cent-quatre-vingt-cinq euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

...

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté d'Agglomération
du Bassin d'Aurillac

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Le Président,

Pierre MATHONIER.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1		
Code acte	Libellé des actes	Public
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages
A1	Contacts (Info 1er niveau)	
A2	Conseil personnalisé aux ménages	
A4	Accompagnement avant travaux	Logement individuel et/ou Copropriété
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »	
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire	
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire	
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Châtagneraie Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne

5, rue des Placettes – 15220 SAINT-MAMET-LA-SALVETAT

N° SIRET : 200 066 678 00018

représentée par son Président, Monsieur Michel TEYSSEDOU, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-(RU), PIG...) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne est donc estimée à la somme de 13 490 € (treize mille quatre cent quatre-vingt-dix euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes
de la Châtaigneraie cantalienne

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Le Président,

Michel TEYSSEDOU.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1		
Code acte	Libellé des actes	Public
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages
A1	Contacts (Info 1er niveau)	
A2	Conseil personnalisé aux ménages	
A4	Accompagnement avant travaux	Logement individuel et/ou Copropriété
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »	
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire	
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire	
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

6, rue de l'Elancèze - 15800 VIC-SUR-CÈRE

N° SIRET : 241 501 089 000 15

représentée par sa Présidente, Madame Dominique BRU, dûment habilitée par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-RU), PIG...) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès est donc estimée à la somme de 3 114 € (trois mille cent quatorze euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes
Cère et Goul en Carladès

Pour le Département du Cantal

La Présidente,

Le Président,

Dominique BRU.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1		
Code acte	Libellé des actes	Public
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages
A1	Contacts (Info 1er niveau)	
A2	Conseil personnalisé aux ménages	
A4	Accompagnement avant travaux	Logement individuel et/ou Copropriété
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »	
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire	
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire	
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

Saint-Flour Communauté

Village d'entreprises – 1 rue des Crozes – Z.A. du Rozier-Coren 15100 SAINT-FLOUR

N° SIRET : 200 066 660 00016

représentée par sa Présidente, Madame Céline CHARRIAUD, dûment habilitée par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de Saint-Flour Communauté en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal, dénommé Cantal Rénov Énergie.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu le 1^{er} janvier 2024 SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé. Il contribue également à l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap ainsi qu'à la résorption de l'habitat insalubre.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles. Elles se tiendront dans la Maison du Patrimoine et de l'Habitat de Saint-Flour et des Maisons France Services selon un planning à définir.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Services).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de Saint-Flour Communauté est donc estimée à la somme de 14 933 € (quatorze mille neuf cent trente-trois euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour Saint-Flour Communauté

Pour le Département du Cantal

La Présidente,

Le Président,

Céline CHARRIAUD.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1			
Code acte	Libellé des actes	Public	
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages	
A1	Contacts (Info 1er niveau)		
A2	Conseil personnalisé aux ménages		
A4	Accompagnement avant travaux	Logement individuel et/ou Copropriété Logement individuel	
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »		
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire	
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire		
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire		
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro	

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté de communes Hautes Terres Communauté

4, rue Faubourg Notre Dame – 15300 MURAT

N° SIRET : 200 066 637

représentée par son Président, M. Didier ACHALME, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes Hautes Terres Communauté en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-(RU), PIG...) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté de communes Hautes Terres Communauté est donc estimée à la somme de 7 326 € (sept mille trois-cent-vingt-six euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes
Hautes Terres Communauté

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Le Président,

Didier ACHALME.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1			
Code acte	Libellé des actes	Public	
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages	
A1	Contacts (Info 1er niveau)		
A2	Conseil personnalisé aux ménages		
A4	Accompagnement avant travaux		
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »	Logement individuel et/ou Copropriété	Logement individuel
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire	
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire		
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire		
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro	

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté de communes du Pays de Mauriac

1 avenue du Commandant Gabon – BP 53 - 15200 MAURIAC

N° SIRET : 241 500 271 00051

représentée par son Président, M. Jean-Pierre SOULIER, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Mauriac en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-RU), PIG...) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté de communes du Pays de Mauriac est donc estimée à la somme de 4 276 € (quatre mille deux cent soixante-seize euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes
du Pays de Mauriac

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Le Président,

Jean-Pierre SOULIER.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1			
Code acte	Libellé des actes	Public	
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages	
A1	Contacts (Info 1er niveau)		
A2	Conseil personnalisé aux ménages		
A4	Accompagnement avant travaux	Logement individuel et/ou Copropriété Logement individuel	
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »		
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire	
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire		
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire		
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro	

ANNEXE N°2

DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
HautesTerres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté de communes du Pays de Gentiane

Place de la gare 15400 RIOM-ÈS-MONTAGNES

N° SIRET : 241 500 255 000 13

représentée par sa Présidente, Madame Valérie CABECAS-ROQUIER, dûment habilitée par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Gentiane en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-RU), PIG...) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté de communes du Pays de Gentiane est donc estimée à la somme de 4 325 € (quatre mille trois cent vingt-cinq euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes
du Pays de Gentiane

Pour le Département du Cantal

La Présidente,

Le Président,

Valérie CABECAS-ROQUIER.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1			
Code acte	Libellé des actes	Public	
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages	
A1	Contacts (Info 1er niveau)		
A2	Conseil personnalisé aux ménages		
A4	Accompagnement avant travaux	Logement individuel et/ou Copropriété	
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »		
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire	
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire		
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire		
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro	

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté de communes du Pays de Salers

3, place du Château 15140 SALERS

N° SIRET : 241 501 139 000 18

représentée par son Président, Monsieur Pierre MENNESSON dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n°..... du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Salers en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-RU), PIG...) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté de communes du Pays de Salers est donc estimée à la somme de 5 424 € (cinq mille quatre-cent-vingt-quatre euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes
du Pays de Salers

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Le Président,

Pierre MENNESSON.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1			
Code acte	Libellé des actes	Public	
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages	
A1	Contacts (Info 1er niveau)		
A2	Conseil personnalisé aux ménages		
A4	Accompagnement avant travaux		
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »	Logement individuel et/ou Copropriété	Logement individuel
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire	
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire		
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire		
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro	

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE FINANCEMENT
D'UN SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT (S.P.R.H.)
DANS LE CANTAL POUR L'ANNEE 2024**

Entre les soussignés :

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et :

La Communauté de communes Sumène-Artense

23 bis Place de l'Eglise - 15270 CHAMPS-SUR-TARENTAINE-MARCHAL

N° SIRET : 241 501 055 000 16

représentée par son Président, Monsieur Marc MAISONNEUVE dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 juillet 2021 validant la structuration, la mise en œuvre et le financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) à l'échelle départementale ;

Vu la délibération n°23-CD05-34 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2023 validant les crédits du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des programmes pour 2024 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes Sumène-Artense en date du validant l'adhésion au projet de Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) pour l'année 2024 ;

...

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques sont des préoccupations environnementales et une priorité nationale qui répondent aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, d'attractivité, de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Afin de répondre à ces objectifs, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) pose les bases, en 2015, d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) qui s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE).

Sa mission : accueillir, informer et apporter un conseil personnalisé et gratuit aux particuliers dans le cadre des projets de rénovation énergétique de leur logement quel que soit leur niveau de revenus, ainsi qu'aux entreprises du petit tertiaire privé.

Sur la période 2021-2023, le Département et les EPCI ont mis en place, sous l'impulsion de l'État et de la Région, le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat du Cantal.

En 2024, la Région a réorienté sa contribution vers d'autres domaines de la transition climatique et l'État (ANAH) a abondé le financement du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat) devenu SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) avec une subvention de 171 112 €.

Une gouvernance partagée entre les 9 EPCI cantaliens et le Département, en association étroite avec l'État, est mise en place sous la forme d'un comité de pilotage (COPIL) présidé par le Président du Conseil départemental (ou son représentant) auquel participent les élus des EPCI (présidents et/ou référents). Le COPIL permet d'établir un bilan politique des actions du SPRH. Un comité technique (COTECH) réunit les équipes administratives et techniques des EPCI avec celles du Département et de la DDT et travaille sur la mise en œuvre opérationnelle et technique des actions du SPRH. Un rapport d'activité est présenté annuellement au comité de pilotage.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la mission du service et les moyens mis en œuvre par le Département sur l'année 2024 ainsi que la contribution financière et les modalités de versement par la Collectivité.

La présente convention entre en vigueur à compter de son approbation en Commission Permanente du Conseil départemental soit le et prendra fin au terme du versement au Département de la contribution financière de la Collectivité soit au plus tard le 30 septembre 2025.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1er janvier 2024 et ce, jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPRH sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 – MISSION ET PROGRAMME D'ACTIONS DU SPRH, MOYENS ET OUTILS MIS EN PLACE PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département, porteur du SPRH, s'engage à réaliser sur son territoire et sous sa responsabilité la mise en application du programme d'actions du SPRH (précisé en ANNEXE 1).

...

I - Mission et programme d'actions du SPRH

Porte d'entrée téléphonique unique à l'échelle départementale, le SPRH vise à accroître le nombre de projets de rénovation énergétique afin de diminuer la consommation d'énergie des ménages et du petit tertiaire privé.

Le public concerné :

- l'ensemble des ménages (propriétaires bailleurs, occupants, locataires, copropriétés) ;
- le petit tertiaire du secteur privé (locaux < 1 000 m² et < 10 salariés).

Sa mission :

Sensibiliser, informer, conseiller et accompagner les ménages et les propriétaires de locaux du petit tertiaire privé pour la rénovation de leur logement ou de leur local par les actions suivantes :

- C1 – C2 : Sensibilisation par des outils de communication (site internet, réseaux sociaux, affiches, flyers...) ;
- A1 – B1 : Informations de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- A2 – B2 : Conseils personnalisés, gratuits, neutre par rapport aux besoins des ménages et professionnels ;
- A4 : Proposition d'accompagnement aux ménages avant travaux en suscitant leur intérêt sur la rénovation énergétique de leur local ainsi qu'une mise en relation avec les acteurs professionnels pour les projets non concernés par une rénovation globale ;
- A4 MAR : Proposition d'accompagnement aux ménages envisageant une rénovation globale éligible à l'aide « MPR parcours accompagné » à l'exception de la réalisation de l'audit énergétique ;
- C3 : Mobilisation, animation, sensibilisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs locaux publics et privés impliqués dans les projets de rénovation énergétique (professionnels du bâtiment, banques, architectes, notaires, agences immobilières, services des collectivités...) afin qu'ils puissent diffuser une première information et orienter les citoyens vers les acteurs spécialisés.

II - Moyens et outils mis en place par le Département

- L'espace d'accueil du SPRH baptisé « Cantal Rénov' Énergie » est situé au rez de chaussée de l'Hôtel du Département.

a) Accueil du public et téléphonique

- À l'Hôtel du Département du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, accueil du public et téléphonique au 04 71 46 49 00
- Des permanences seront organisées dans des communes en fonction des conditions d'accueil possibles et sous réserve des moyens humains disponibles.
- Des visioconférences pourront être organisées entre les conseillers et les ménages (depuis les Maisons France Service).

...

Moyens humains

- 1 animateur-coordonateur
- 4 conseillers SPRH
- 1 gestionnaire administrative

b) Outils de sensibilisation et actions de communication

- création d'une marque – LOGO du service
- campagne de communication, presse, médias
- site internet et réseaux sociaux
- impression flyers, affiches, kakémonos, roll-ups etc...
- événementiels (représentation du service SPRH aux foires, salons...)

c) Prestations externalisées

- Pour les actes d'accompagnement personnalisés, accords-cadres (et/ou des marchés) avec des prestataires de service

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département est l'unique interlocuteur de l'ANAH pour la mise en œuvre du SPRH sur le territoire du Cantal ;

Le Département gère les appels de fonds auprès de l'ANAH ;

Au titre d'unique interlocuteur de l'ANAH, le Département est bénéficiaire principal d'une subvention de l'État constituée de fonds de l'ANAH ;

Le Département est chargé de l'animation des partenaires ;

Le Département partage et déploie le plan de communication du SPRH ;

Le Département s'engage à assurer l'organisation et la gestion administrative et financière du service ; à ce titre, il fait voter le budget, recrute et forme le personnel nécessaire, met à disposition les moyens matériels ;

Le Département s'engage à organiser un reporting aux EPCI dans le cadre des réunions de COPIL et de COTECH.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage :

- à communiquer l'existence du service « CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE » auprès des administrés, des communes de son territoire via son site internet, les réseaux sociaux et les flyers et affiches mis à disposition par le Département ;
- à participer de façon active à la gouvernance du Service, aux comités de pilotage et aux comités techniques ;
- à participer à des groupes de travail pour faire évoluer le service et être force de propositions,
- à faciliter l'organisation de permanences sur le territoire ;
- le cas échéant, à faciliter les échanges avec l'opérateur du dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat (OPAH-RU), PIG...) ;
- à financer dans les conditions prévues par la présente convention une partie du service.

...

ARTICLE 5 – SUIVI, COORDINATION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi des actions, tant au niveau du fonctionnement et de l'organisation du SPRH que de la communication, se réalise dans le respect du programme d'actions cités à l'article 2 et via les outils numériques mis à disposition sur la plateforme numérique nationale France RÉNOV' lesquels sont SARénov' pour la saisie des actes et TBS - tableau de bord SARE pour le suivi des actes réalisés.

Les comités de pilotage et techniques permettent au Département d'échanger avec les 9 EPCI sur les actions et les points d'arbitrage collectifs et leur évaluation dans un rapport d'activité fourni en fin d'exercice annuel. Le rapport permettra à la collectivité d'identifier l'activité du service sur son territoire.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1 - Contribution financière

En réunion de comité de pilotage, le 20 mars 2024, les EPCI se sont prononcées favorablement sur la répartition du reste à charge à parité avec le Département.

Après déduction de la subvention de l'ANAH de 171 112 €, il reste à la charge des collectivités (département et EPCI) un montant global estimé à 183 922 €.

Les 50% restant à charge pour chacune des collectivités s'élève à 91 961€ divisés par 145 143 habitants du Département multipliés par le nombre d'habitants de l'EPCI.

La dépense des EPCI est estimée à environ 0,63 € par habitant.

La contribution financière de la Communauté de communes Sumène-Artense est donc estimée à la somme de 5 360 € (cinq mille trois-cent-soixante euros) au titre de la présente convention.

La contribution définitive sera calculée courant de l'année 2025 en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

2 - Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la collectivité pour l'année 2024 sera versée au Département du Cantal par émission d'un titre de recettes, et ce, de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant de la participation financière prévisionnelle dans les 30 jours suivant la notification de la présente convention ;
- le solde, au plus tard le 30 juin 2025, ajusté en fonction des dépenses réelles et de la subvention définitive de l'ANAH.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, peut faire l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du SPRH.

...

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, à l'issue d'un préavis de six mois.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes
Sumène-Artense

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Le Président,

Marc MAISONNEUVE.

Bruno FAURE.

...

ANNEXE N°1		
Code acte	Libellé des actes	Public
C1	Sensibilisation, communication, animation auprès ménages	Ménages
A1	Contacts (Info 1er niveau)	
A2	Conseil personnalisé aux ménages	
A4	Accompagnement avant travaux	Logement individuel et/ou Copropriété
A4 MAR	Accompagnement « mon accompagnateur rénov »	
C2	Sensibilisation, communication, animation	Petit Tertiaire
B1	Contact Info 1er niveau Petit Tertiaire	
B2	Conseil personnalisé petit tertiaire	
C3	Mobilisation, Animation, sensibilisation, communication acteurs professionnels et territoriaux de la rénovation énergétiques	Réseau pro

ANNEXE N°2

**DISPOSITIF DU SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat)
PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
Année 2024**

	Nombre d'habitants (source INSEE RP 01/01/2017)	Montant participation financière (arrondi à l'euro le plus proche)
Conseil Départemental	145 143	91 961 €
CABassin d'Aurillac	53 166	33 685 €
CC Chataignerale Cantalienne	21 292	13 490 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	3 114 €
Saint-Flour Co	23 569	14 933 €
Hautes Terres Co	11 563	7 326 €
CC Pays de Mauriac	6 749	4 276 €
CC Pays Gentiane	6 826	4 325 €
CC Pays de Salers	8 560	5 424 €
CC Sumène Artense	8 459	5 360 €

soit en € / hab. : 0,6336 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-29

Convention partenariale avec la Fédération Régionale des Chasseurs AuRA et acte d'engagement avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux AuRA

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.371-1 ;

- **APPROUVE** la convention partenariale dont le projet est joint en annexe, établie entre la Fédération Régionale des Chasseurs d'Auvergne Rhône Alpes et le Conseil départemental du Cantal, dans le cadre du projet Via Fauna.

- **APPROUVE** l'acte d'engagement établi avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux Auvergne-Rhône-Alpes précisant les conditions de mise à disposition de données naturalistes et dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ces dits documents.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention partenariale dans le cadre du projet Via Fauna

Entre les Soussignés

La **Fédération Régionale des Chasseurs d'Auvergne Rhône Alpes**, dont le siège se situe 10 Impasse Saint-Exupéry 42160 Andrézieux-Bouthéon, représentée par son Président, Monsieur Gérard AUBRET, représentant légal actuellement en fonctions.

Ci-après désignée la « **FRC AuRA** ».

DE PREMIERE PART

ET

Le **Conseil Départemental du Cantal**, situé 28 avenue Gambetta – 15 015 AURILLAC CEDEX, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, actuellement en fonction, autorisé par délibération en date du 27 septembre 2024.

Ci-après désignée « **CD15** ».

DE SECONDE PART

Ci-après la « **FRC AuRA** » et le « **CD15** » seront désignés par « les partenaires ».

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Contexte et objet de la convention

Porté depuis 2017 par la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie, le projet Via Fauna vise à constituer des réseaux d'acteurs souhaitant travailler et partager des solutions techniques et méthodologiques concernant les problématiques de ruptures de continuités écologiques engendrées par les plans et projets d'aménagement du territoire.

Via Fauna a abouti au développement de méthodes d'analyse et d'outils techniques visant à améliorer les connaissances sur les interactions entre les continuités écologiques, les infrastructures linéaires de transport existantes et les projets urbains. Parmi ces outils, la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie a créé la base de données des Ouvrages Routiers, Ferroviaires et Hydrauliques ainsi qu'une procédure d'analyse des continuités écologiques théoriques des grands mammifères sur les périmètres de projets. L'objectif est de permettre à toute structure agissant dans le domaine de l'environnement, de la planification urbaine, de la gestion territoriale, de la conduite de projets urbains ou énergétiques d'infrastructures de transports, de bénéficier des apports des travaux de modélisation afin de prendre en compte ou favoriser la prise en compte des enjeux relatifs à la préservation, la reconstitution et la création de continuités écologiques.

La **FRC AuRA** déploie ce projet dans la région Auvergne Rhône Alpes depuis l'année 2022.

Dans le cadre du projet Via Fauna, la **FRC AuRA** fournit un appui technique au **CD15**.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités de travail entre les partenaires.

ARTICLE 2 : Engagements de la FRC AuRA

2.1. La **FRC AuRA** s'engage à appuyer le **CD15** dans le déploiement du projet Via Fauna sur le territoire du *Cantal*.

Cet appui concerne :

- La participation aux réunions jugées nécessaires par le **CD15** pour l'accompagner auprès de ses partenaires.
- La production de données cartographiques lorsqu'elles sont nécessaires (carte de dispersion, carte des contours, autres cartes jugées utiles par la **FRC AuRA** pour le bon fonctionnement d'un projet).
- La livraison des données cartographiques créées par la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie sur le territoire du *Cantal*, notamment la base de données des Ouvrages Routiers, Ferroviaires et Hydrauliques, les chemins de moindre coût des Ongulés, la carte de friction des Ongulés.

2.2. Les partenaires sont autorisés par la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie à visualiser et/ou utiliser les données cartographiques qu'elle a créée suite à la convention de travaux partenariaux dans le cadre du projet Via Fauna signée entre la **FRC AuRA** et la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie en septembre 2022 dans le strict cadre du projet Via Fauna et sous réserve que soit apposée la source de la donnée initiale, a minima sous la forme : « FRC Occitanie – Via Fauna – 2022 ». Toute utilisation des données mentionnées ci-dessus dans un autre cadre que celui du présent projet ou au-delà de la durée de la présente convention se fera après accord exprès de la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie, dans le respect de ses politiques de diffusion et d'échange de données.

2.3. La **FRC AuRA** pourra communiquer sur le partenariat, objet de la présente Convention, sur différentes actualités relatives au projet, et au-delà de la durée de la présente convention.

ARTICLE 3 : Engagements du CD15

3.1. Le **CD15** s'engage à fournir toutes les indications nécessaires à la **FRC AuRA** lui permettant de mener à bien les actions mentionnées au 2.1. de la présente convention.

3.2. Le **CD15** est autorisé à visualiser et utiliser les fichiers et/ou données transmises par la **FRC AuRA** et les productions issues de leurs traitements sous réserve que soit apposée la source de la donnée initiale, a minima sous la forme : « FRC Occitanie – Via Fauna – 2022 » lorsque la donnée est conçue par la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie (carte de friction, chemins de moindre coût, BD ORFeH), et a minima sous la forme : « FRC AuRA – Via Fauna » suivie de l'année de fourniture de la donnée ou de la carte lorsque la donnée est conçue par la **FRC AuRA**.

3.3. Toute utilisation des données mentionnées au 2.1. créées par la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie ainsi que les données conçues par la **FRC AuRA** dans un autre cadre que celui du présent projet ou au de-là de la durée de la présente convention se fera après accord exprès de la Fédération Régionale des Chasseurs d'Occitanie, dans le respect de ses politiques de diffusion et d'échanges de données ou après accord exprès de la **FRC AuRA**, dans le respect de ses politiques de diffusion et d'échanges de données.

3.4. Le **CD15** s'engage à informer rapidement la **FRC AuRA** de toutes utilisations des données mentionnées au 2.1.

ARTICLE 4 : Conditions de mise à disposition et propriété intellectuelle

4.1. Les travaux réalisés par les partenaires, ainsi que la mise à disposition des données mentionnées au 2.1. de la présente convention sont consentis à titre gracieux.

4.2. Les droits de mise à disposition sont ceux de représentation, reproduction, d'adaptation, et de transformation de ces données, sous réserve des restrictions d'accès et de diffusion formulées dans les précédents articles.

4.3. Les données SIG seront transmises par la **FRC AuRA** au **CD15** sur un support virtuel (plateforme GrosFichiers ou wetranfer ou cloud) au format ESRI shapefile (.shp), encodage UTF-8, projection EPSG :2154 – RG93 / Lambert-93 – Projeté, et raster.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention est effective jusqu'au 31/12/2026 à compter de la date de signature par les partenaires.

Elle peut être reconduite par avenant selon les volontés des partenaires.

La convention de partenariat peut être dénoncée à tout moment par l'un des partenaires signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, ou après remise en main propre contre signature.

ARTICLE 6 : Intégralité / Modification

La présente convention exprime l'intégralité des obligations contractuelles liant les partenaires à la date de sa signature.

Elle annule et remplace tout accord, toute disposition et toute stipulation contraire qui lui seraient antérieurs et qui concerneraient le même objet.

La présente convention n'est complétée par les échanges de correspondance postérieure qu'en cas de lacune ou d'ambiguïté, sans préjudice des deux alinéas précédents.

La présente convention ne peut être modifiée ou complétée que par un avenant écrit signé par les deux partenaires signataires.

ARTICLE 7 : Coopération / Bonne foi

Les partenaires s'engagent, en application des articles 1134 et 1135 du Code Civil, à mettre en œuvre, de bonne foi, des moyens raisonnables afin que l'exécution de la convention se déroule dans de bonnes conditions.

ARTICLE 8 : Droit applicable

La présente convention est soumise au droit français.

ARTICLE 9 : Litiges

Les partenaires signataires de la présente convention s'engagent à tout faire pour essayer de régler à l'amiable tout litige qui pourrait éventuellement naître de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, si aucune issue n'était trouvée, le litige serait porté à la connaissance du tribunal compétent au moment de la saisine.

Fait en 2 exemplaires originaux

A, le

Pour le CD15

Bruno FAURE, Président

Pour la FRC AuRA,

Gérard AUBRET, Président

ACTE D'ENGAGEMENT
CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE DE DONNEES NATURALISTES
CONCERNANT LA SYNTHÈSE DES DONNÉES DE MORTALITÉ DE LA FAUNE
SAUVAGE LIÉE AUX COLLISIONS AVEC DES VÉHICULES SUR LE DÉPARTEMENT DU
CANTAL

A

Par

La Ligue pour la Protection des Oiseaux Auvergne-Rhône-Alpes (désignée LPO AuRA ci-après), association de loi 1901, Siège Social : 100 rue des fougères, 69009 LYON représentée par sa Présidente, Marie-Paule de THIERSANT,

Préambule

La LPO AuRA est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, à but non lucratif. Elle a pour objet, sur le territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes, d'agir dans les domaines de la recherche, de la connaissance, de la protection, de la conservation, de la défense, de la valorisation et de la reconquête de la nature et de la biodiversité. Elle est engagée pour l'intérêt général de l'environnement et de la société.

A ce titre, elle dispose de l'agrément de protection de l'Environnement et de l'agrément de représentativité aux instances régionales.

Un Conseil d'administration composé de 20 administrateurs bénévoles définit les actions qui sont mises en œuvre dans les 9 délégations territoriales et pour le bénéfice de nos 8 875 adhérents et de l'ensemble de nos concitoyens.

Grâce à l'appui de naturalistes bénévoles, l'association contribue à l'observation, à la compréhension et au suivi de l'évolution de la nature et de la biodiversité. Riche de dizaines d'années d'observation sur le terrain et d'analyses de nos experts, notre base de données participative contient à ce jour plus de 20 millions de données naturalistes grâce à la participation bénévole de 12 000 contributeurs.

La LPO AuRA souhaite partager ses connaissances dans un but de protection de la biodiversité.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La LPO AuRA fournit les données dont elle dispose et ayant été validées par des d'experts selon les modalités précisées en annexe.

Article 2 – Propriété des données

La LPO AuRA conserve en toute circonstance les droits de propriété intellectuelle qu'elle détient. Ces droits s'exercent au titre du droit d'auteur et du droit du producteur de bases de données attachés au Code de la propriété intellectuelle.

Les fichiers fournis ne présentent que des données appartenant au fournisseur de la base de données dont il est issu ou pour lesquels il a acquis les droits suffisants pour les transmettre.

La fourniture des fichiers ne constitue pas un transfert de propriété, total ou partiel, au profit des bénéficiaires ; les droits concédés à ce dernier sont limitativement énumérés dans la présente convention. Les droits concédés ne sont pas exclusifs au profit des bénéficiaires. Ils ne sont pas transmissibles par ces derniers.

Article 3 – Autorisations d'exploitation

Les droits d'usage concédés sont limités à l'exploitation des fichiers pour un **usage unique** dans le **cadre strict de la réalisation du présent projet**.

Les bénéficiaires peuvent réaliser toute analyse (agréger les objets livrés, générer des cartes de répartition), rédiger toute production sur support numérique ou papier, réaliser toute représentation des données avec une résolution spatiale défini en annexe.

Les bénéficiaires **s'engagent à détruire les fichiers informatiques et toutes données numériques une fois le travail réalisé.**

Article 4 – Restrictions d'utilisation

L'utilisation des informations suppose que celles-ci ne soient pas altérées, que leur sens ne soit pas dénaturé et que leurs sources et la date de leur dernière mise à jour soient mentionnées.

Pour la LPO AuRA : Source : LPO AuRA - 2019

La transmission à des tiers des données qui sont mises à disposition du bénéficiaire est strictement interdite.

La diffusion des données brutes de la LPO AuRA vers le bénéficiaire est régie par les obligations ci-dessous :

- La mention de la source LPO AuRA est explicite ;
- Ces données sont représentées avec une précision géographique spécifiée en annexe

Dans tous les autres cas, le bénéficiaire devra faire une demande écrite à la LPO AuRA exposant les objectifs de la retransmission.

Ce droit d'utilisation ne constitue en aucun cas un transfert total ou partiel de propriété.

Article 5 – Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à respecter les droits du fournisseur et, par conséquent, les conditions de modalités d'exploitation des données telles qu'elles sont définies précédemment.

En conséquence, le bénéficiaire apprécie notamment :

- La compatibilité des fichiers avec son système informatique ;
- L'adéquation des données aux besoins du projet;
- S'il dispose de la compétence suffisante pour utiliser les informations mises à disposition.



Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître les logos de la LPO AURA, de vision nature et des partenaires fauneauvergnerhonealpes.org concernés dans les documents de communication produits (rapports, plaquettes...).

Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la LPO AURA, de fauneauvergnerhonealpes.org et les partenaires fauneauvergnerhonealpes.org concernés comme sources sur les cartes produites dans le cadre de l'objet cité en article 3.

Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître le pourcentage de données utilisées issues de fauneauvergnerhonealpes.org lorsque que celui dépasse 10% du total des données utilisées.

Le bénéficiaire a conscience que les données transmises ne correspondent pas à un inventaire exhaustif.

Le bénéficiaire veille à vérifier que l'actualité des informations mises à disposition est compatible avec l'**usage qu'il en fait dans le cadre du projet**, étant entendu que ces données ont été validées par les experts de la LPO AuRA.

Les bénéficiaires sont invités à informer la LPO AuRA des erreurs et anomalies qu'ils pourraient éventuellement relever dans ces informations, le fournisseur restant libre d'apprécier la suite à donner à ce signalement.

Article 6 – Personnes responsables

Les personnes responsables de l'exécution et du suivi de la présente convention sont mentionnées en annexe.

Article 7 – Coût des prestations

La fourniture des données et la cession de droits sont réalisées à titre gratuit.

Article 8 – Attribution de compétence

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'a pu faire l'objet d'un règlement amiable est porté devant le tribunal compétent.

Fait, à Le

Annexe : précisions concernant le jeu de données et les référents

Territoire	Département du Cantal
Espèce(s)	toutes
Précision géographique des données	Cantal
Niveau de restitution possible	Carte de synthèse via données QGIS

Caractérisation du fichier

Le fichier est encodé en UTF8 et les coordonnées sont en Lambert 93.

Description des colonnes transmises à minima

Nom du champ	Caractéristique	Précision (si nécessaire)
Nom espèce	Texte	
Nom latin	Texte	
Date	Date	
Jour	Entier	
Mois	Entier	
Année	Entier	
Lieu-dit	Texte	
Commune	Texte	
Département	Texte	
Pays	Texte	
Code insee	Texte	
X	Réel	Lambert 93
Y	Réel	Lambert 93
Altitude	Entier	
Estimation_code	Texte	Modalités : = comptage précis, < nombre minimum, ~ nombre approximatif
Nombre	Entier	
Détail	Texte	Age/sexe
Code atlas	Entier	Statut reproduction oiseau
Remarque	Texte	

Interlocuteurs

LPO	
xxx	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-30

Convention entre Sumène-Artense Communauté, la Communauté de Communes du Pays de Salers, la Commune d'Anglards-de-Salers et le Conseil départemental du Cantal concernant des travaux de lutte contre la renouée au pont de Pépanie (RD n°212)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'Environnement ;

Considérant la nécessité de définir les engagements de chacune des parties dans le cadre des opérations de travaux de lutte contre la renouée, espèce exotique envahissante ;

- APPROUVE la convention entre Sumène-Artense Communauté, la Communauté de Communes du Pays de Salers, la Commune d'Anglards-de-Salers et le Conseil départemental du Cantal relative aux travaux de lutte contre la renouée au pont de Pépanie (RD n°212), dont le projet est joint en annexe.

- AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION

Travaux de restauration de milieux aquatiques

Entre,

Sumène Artense Communauté représentée par son Président M. Marc MAISONNEUVE dûment habilité à cet effet par délibération N°20200730022DE du bureau communautaire du 30 juillet 2020 et en application de la convention d'entente Auze-Sumène du 04 décembre 2019 prolongée par l'avenant n°3 de 2024.

Ci-après dénommée « Sumène Artense Communauté »,

Et,

La Communauté de Communes du Pays de Salers représentée par son Président M. Pierre MENNESSON dûment habilité à cet effet par délibération N° DECC_2024_050 du 27 mars 2024 autorisant la signature des conventions de travaux et le dépôt de la Déclaration d'Intérêt Général et en application de la délibération N° DECC_2024_050 du 27 mars 2024 validant le Plan Pluriannuel de Gestion Auze-Sumène.

Ci-après dénommée « la CCPS »,

Et,

La commune d'ANGLARDS DE SALERS

DEMEURANT Le Bourg 15380 ANGLARDS DE SALERS

Propriétaire(s) des parcelles cadastrées mentionnées à l'article 2
Ci-après dénommé « le(s) propriétaire(s) »,

Et,

Le Conseil Départemental du Cantal

DEMEURANT 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC Cedex

Propriétaire(s) des parcelles cadastrées mentionnées à l'article 2
Ci-après dénommé « le(s) propriétaire(s) »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Sumène Artense Communauté et la CCPS sont compétentes dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI).

Sumène Artense Communauté a été désignée structure « chef de file » pour la réalisation et la mise en œuvre du PPG de l'Entente Auze-Sumène (Cf. Annexe 1 cartographie du territoire concerné, dans lequel sont inscrites diverses actions en faveur de la gestion et de la restauration de la ressource en eau.

Suite à des visites de terrain, il a été constaté que certains milieux aquatiques ou tronçons de cours d'eau étaient dégradés par différentes pressions et ne permettaient pas de maintenir une ressource en eau suffisante en qualité et/ou quantité, objectif de la Directive Cadre sur l'Eau.

L'obtention de l'arrêté préfectoral N° _____ du _____ portant Déclaration d'Intérêt Général (DIG) au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement les travaux d'aménagement, de restauration et d'entretien des cours d'eau sur le territoire de l'entente Auze-Sumène, autorise Sumène Artense communauté à intervenir sur des parcelles privées pour ce type de travaux.

D'autre part, conformément à l'article R214.1 du Code de l'Environnement, Sumène Artense communauté a déposé un dossier de déclaration loi sur l'eau (DLE) déclarant les travaux prévus.

Ce dossier a fait l'objet d'un courrier d'accord (Ref : _____) du service de la police de l'eau reçu le _____ (Cf. Annexe 3).

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements de chacune des parties dans le cadre des opérations de travaux définis à l'article 3.

Article 2 : Liste des parcelles concernées (cf. carte en annexe 4)

<i>Parcelle(s)</i>	<i>Commune</i>	<i>Cours d'eau</i>	<i>Propriétaire(s)</i>
ZR8	ANGLARDS	Le Mars	Commune
RD212	ANGLARDS	Le Mars	Conseil Départemental

Article 3 : Nature des travaux

Descriptif général :

Suivi et lutte contre les espèces animales et végétales exotiques envahissantes

.....
.....
.....
.....

Les travaux réalisés sur les parcelles sont :

- Fauchage débroussaillage
- Nivellement du terrain sans évacuation de matériaux
- Fourniture et installation d'une toile de paillage 130g/m2
- Ancrages en tranchée où cela est possible
- Ancrages par pose d'amarres Phenox et pièce de bois où le terrassement est impossible
-

Période de réalisation des travaux :

Avant le 31 décembre 2024

La localisation des travaux a été préalablement déterminée par le technicien rivières de l'entente Auze-Sumène, le(s) propriétaire(s) et/ou le locataire (Cf. Annexe 4).

Article 4 : Droit de propriété et responsabilités :

Les travaux réalisés par l'entente Auze-Sumène n'entraînent aucune restriction du droit de propriété.

L'entente Auze-Sumène n'est pas propriétaire des aménagements réalisés mais, en tant que maître d'ouvrage délégué, est responsable des travaux qu'elle a fait réaliser sur la parcelle du propriétaire dans le cadre du marché qu'elle a signé avec le prestataire et ce jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (1 an).

A l'issue de cette période de garantie de parfait achèvement, la CCPS compétente en GEMAPI, assume la responsabilité du suivi visuel des travaux réalisés dans le cadre de la présente convention et ce pendant toute la durée de la convention.

Dans le cadre de la convention d'entente entre les deux structures, Sumène-Artense communauté participera au suivi visuel des aménagements en tant que partenaire technique.

Un constat contradictoire sera réalisé pour certifier du bon état de la parcelle avant et après les travaux réalisés. Un procès-verbal de réception des travaux sera établi à l'issue du chantier. Un second procès-verbal de remise des aménagements au(x) propriétaire(s) sera aussi établi à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

Le(s) propriétaire(s) demeure(nt) responsable(s) du fait des biens et des personnes dont elle a la garde. Il demeure également responsable des dommages qui pourraient être causés par son activité sur les aménagements qui font l'objet de la présente convention.

En cas de dommages identifiés sur les aménagements dans le cadre du suivi réalisé par Sumène Artense communauté et la CCPS, une expertise sera réalisée pour en déterminer les causes et identifier les responsabilités éventuelles.

Article 5 : Engagements de chaque partie

Sumène Artense communauté et la CCPS s'engagent à respecter la législation Informatique et Liberté telle que défini en Annexe 5.

Sumène Artense communauté s'engage à :

- faire appel à des professionnels compétents dans le domaine de travaux en rivière,
- informer le(s) propriétaire(s) et le locataire de la date du début des travaux dans les 5 jours précédant leur démarrage,
- définir les travaux et convenir des modalités d'accès ou de stockage des engins et matériels en concertation avec le(s) propriétaire(s) et le locataire,
- définir avec le locataire les modalités de gestion du bétail pendant la période des travaux afin de permettre l'exécution du chantier en toute sécurité,
- prévenir le(s) propriétaire(s) et le locataire en cas de changements ou d'imprévus,
- suivre les travaux, les contrôler et les réceptionner,
- remettre en état, en fin de chantier, les zones utilisées comme défini dans l'état des lieux (cf. article 6),
- assurer un contrôle du maintien de la structure par rapport aux événements de hautes eaux, de basses eaux, de crue et de sécheresse jusqu'à la garantie de parfait achèvement,
- accompagner le locataire pour les choix techniques d'entretien afin de veiller à ne pas nuire aux travaux exécutés et au développement des végétaux pendant la durée de la présente convention.

- Assurer visuellement un suivi des travaux exécutés en partenariat avec la CCPG dans le cadre de l'exercice commun de la compétence GEMAPI, à compter de l'émission du procès-verbal de réception de travaux et ce pour la durée de la présente convention.

La CCPS s'engage à :

- assumer la charge financière des travaux ,
- participer au suivi des travaux et à la réunion de réception du chantier,
- suivre l'évolution du cours d'eau en partenariat avec Sumène Artense communauté après la réalisation du chantier,
- porter assistance à Sumène Artense communauté pour assurer une surveillance du maintien de la structure par rapport aux événements de hautes eaux ou de crue et pour l'accompagnement du/des propriétaire(s) pour les choix techniques d'entretien afin de veiller à ne pas nuire aux aménagements,
- assurer visuellement un suivi des travaux exécutés en partenariat avec Sumène Artense communauté dans le cadre de l'exercice commun de la compétence GEMAPI, à compter de la fin de la garantie de parfait achèvement et ce pour la durée de la présente convention (cf. Article 9),
- assurer l'entretien courant des aménagements pour conserver le bon état de celui-ci ainsi que sa fonctionnalité sur le long terme.

Le(s) propriétaire(s) et le locataire s'engagent à :

- autoriser l'accès au prestataire sur les parcelles pendant toute la durée des travaux,
- autoriser l'accès à toutes personnes habilitées par Sumène Artense communauté et par la CCPS qui seront chargées de coordonner et de vérifier la bonne exécution des travaux sur le terrain ainsi que d'en effectuer le suivi après réception (cf Annexe 9) et pendant la durée de la présente convention,
- faire le nécessaire pour empêcher le bétail d'accéder au chantier afin de ne pas mettre en danger les bêtes et les intervenants du chantier,
- se tenir informé du suivi des travaux, participer à l'établissement du constat contradictoire d'état des lieux, à la réunion de réception du chantier et à l'établissement du procès-verbal de remise des aménagements.
- ne pas mettre en œuvre d'actions qui pourraient nuire au bon fonctionnement ou à la pérennité des travaux réalisés.
- la bâche sera implantée en partie sur le domaine public départemental. En tant que gestionnaire de la voirie départementale, le Conseil départemental sera chargé de la mise en place, de la gestion et du retrait de la signalisation routière adaptée le long de la RD212 sur la portion concernée durant toute l'opération. Un aménagement provisoire sera installé pour limiter les dégradations sur la bâche. En dehors des aménagements pour garantir la sécurité des usagers de la route départementale, l'entretien du dispositif ne sera pas assuré par le Département,
- assurer l'entretien courant des aménagements qui lui incombent pour conserver leur bon état (signalisation).

Article 6 : Constat et procès-verbal

Un état des lieux sous forme de constat (Cf. Annexe 6) sera établi entre le(s) propriétaire(s), le(s) locataire(s), le prestataire, Sumène Artense communauté et la CCPS (état initial de la zone d'intervention, état des clôtures, des accès, des zones de stockage des engins et du matériel...). Ce constat sera réalisé avant le commencement des travaux et sera repris à l'issue du chantier pour la remise en état des parcelles.

Ensuite, après la réalisation des aménagements, un procès-verbal de réception des travaux (Cf. Annexe 7) sera établi entre les intéressés (propriétaire(s), locataire(s), le prestataire, Sumène Artense communauté et la CCPS).

Article 7 : Période d'intervention et délais

Selon les secteurs, les travaux seront réalisés lors des périodes écologiques propices réglementaires. La période d'intervention sera également déterminée en concertation avec le(s) propriétaire(s), le(s) locataire(s) et le prestataire.

A l'issue des travaux, les délais sont définis comme suit :

- La première année suivant l'émission du procès-verbal de réception des travaux, durant la garantie de parfait achèvement, Sumène Artense communauté aura l'entière responsabilité des aménagements et assurera le contrôle du maintien de la structure pendant 1 an.
- A partir de la fin de la garantie de parfait achèvement, le(s) propriétaire(s) et le(s) locataire(s) auront l'entière responsabilité des aménagements et devra en assurer l'entretien et ce, tant qu'il sera propriétaire de la ou les parcelle(s) concernée(s).
- Durant la durée de la convention.
Le(s) propriétaire(s) et le(s) locataire(s) autorisent toute personne habilitée par Sumène Artense communauté ou la CCPS à venir assurer un suivi visuel de l'aménagement.

Article 8 : Droits de pêche

Conformément à l'article L435-5 du Code de l'environnement modifié par la Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 15 JORF 31 décembre 2006, lorsque le financement provient majoritairement de fonds publics, les droits de pêche des sections de cours d'eau sur lesquels sont réalisés les travaux, sont partagés avec l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (AAPPMA) locale pour cette section de cours d'eau, si elle existe.

Néanmoins, si la Fédération Départementale de Pêche et de Protection du Milieux Aquatiques du Cantal (FDPPMA 15) ainsi que la préfecture estiment que, sur ce secteur, les enjeux pour la pratique de la pêche de loisirs sont faibles, alors les droits de pêches ne seront pas partagés.

Article 9 : Financement des travaux et de l'entretien courant

Aucune participation financière ne sera demandée au(x) propriétaire(s) et au(x) locataire(s).

Les travaux sont financés par le Fonds Vert et la CCPS dans le cadre du PPG Auze-Sumène.

L'entretien courant (cf. Annexe 9) de la végétation devra être réalisé et financé par le(s) locataire(s) ou le(s) propriétaire(s) conformément à leurs obligations en tant que riverains d'un cours d'eau.

Article 10 : Avenant

Les parties s'engagent conjointement à se tenir informées des difficultés qu'elles pourraient rencontrer dans l'application de cette convention, laquelle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 11 : Durée et dénonciation de la convention

Les parties s'engagent pour 5 ans à respecter la présente convention à compter de la date de signature de celle-ci.

Avant toute action contentieuse, les parties s'efforceront de trouver une issue amiable à tout litige qui résulterait de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Sans issue amiable, les litiges résultant de l'application ou de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à, le/...../.....

En 4 exemplaires

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

*Le Président de
Sumène Artense communauté
Chef de file de l'entente Auze-Sumène*

Marc MAISONNEUVE

*Le Président de la
Communauté de communes du
Pays de Salers*

Pierre MENNESSON

Le(s) propriétaire(s)

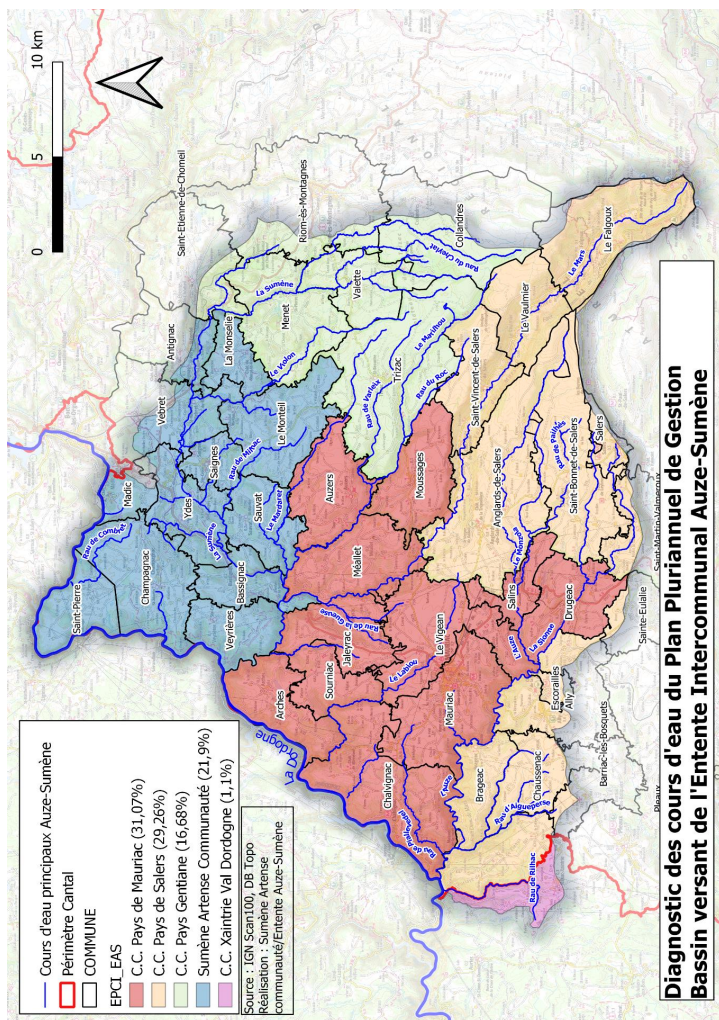
*Le Président du
Conseil départemental du Cantal*

Bruno FAURE

Le Maire d'Anglards de Salers

François DESCOEUR

Annexe 1 : Carte du territoire de l'entente Auze-Sumène



Annexe 2 : Dossier loi sur l'eau contenant le détail des travaux

Annexe 3

Courrier d'accord sur le dossier de déclaration (Ref : XXXX)

Annexe 4

Cartographie de localisation des parcelles





Annexe 5 : **Protection des données personnelles**

Pour respecter la législation Informatique et Liberté, l'ensemble des parties s'engage individuellement, dans le cadre de cette convention :

- à ne traiter des données personnelles que pour :
 - répondre aux engagements qu'elles ont pris à l'article 5
 - pour des fins archivistiques dans l'intérêt public, des fins de recherche scientifique ou historique, ou des fins statistiques
- à ne traiter que les données personnelles strictement indispensables à l'atteinte de ces finalités (identités, adresses physiques ou électroniques, n° de téléphone, n° de parcelle cadastrale/superficies/natures /contenances des terrains loués ou possédés)
- à garantir la confidentialité des données à caractère personnel, qui leur sont confiées dans le cadre du présent contrat, par tout moyen approprié
- à détruire, à la fin de la convention, toutes les données à caractère personnel en leur possession. Il est toutefois précisé, pour les deux EPCI, que cette destruction sera opérée de la base active des services mais que toutefois, dans les conditions prévues à l'article L. 212-3 du code du patrimoine, les services archives pourront opérer un choix parmi celles qui seront définitivement supprimées et celles qui seront conservées à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique, ou à des fins statistiques.
En cas de contentieux, chaque partie pourra également, pour préserver ses intérêts conserver ces données jusqu'à l'achèvement de la procédure

Chacune des parties est responsable du traitement des données personnelles pour ce qui la concerne.

Pour chacune, la base légale du traitement des données personnelles est l'article 6-1 b) du RGPD, à savoir « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci ».

Chaque partie dispose vis-à-vis des autres d'un droit d'information sur ses droits d'accès, de rectification, d'effacement (droit à l'oubli), de limitation, ou de portabilité au traitement de ses données personnelles. Pour les exercer, chacune peut :

-contacter directement la CNIL

-ou lorsque cela concerne les EPCI, contacter leur délégué à la protection des données :

- Pour Sumène Artense communauté : contact@sumene-artense.com
- Pour la CCPM : contact@pays-salers.fr

Annexe 6

SumèneArtense
COMMUNAUTÉ

Pays de Mauriac
Communauté de communes



PAYS DE SALERS
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES



ENTENTE Auze-Sumène

CONSTAT D'ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX

A. Identification du maître d'ouvrage :

Communauté de communes du Pays de Salers
Espace d'activités 360°
1 rue des Feuilles
15140 SAINTE EULALIE

B. Identification du prestataire :

C. Identification du propriétaire/locataire des parcelles concernées :

Parcelles concernées :

D. Objet de l'opération :

Marché/Opération n° _ Type de travaux

E. Remarques, particularités à prendre en compte :

.....

.....

.....

.....

.....

F. Photographies avant travaux :

G. Signatures :

Signature du maitre d'ouvrage

*Le Président,
CC Pays de Salers*
Pierre MENNESSON

Signature de la structure Chef de file

*Le Président,
Sumène Artense communauté*
Marc MAISONNEUVE

Signature des propriétaires des parcelles

*Le Président du
Conseil départemental du Cantal*

Bruno FAURE

Le Maire d'Anglards de Salers

François DESCOEUR

Signature de l'entreprise prestataire

Annexe 7



ENTENTE Auze-Sumène

RECEPTION DE TRAVAUX PROCES-VERBAL DE RECEPTION

H. Identification du maitre d'ouvrage :

Espace d'activités 360°
1 rue des Feuilles
15140 SAINTE EULALIE

I. Identification du prestataire :

J. Identification du propriétaire/locataire des parcelles concernées :

Parcelles concernées :

K. Objet de l'opération :

Marché/Opération n° _ Type de travaux

L. Objet de la décision de réception :

La présente décision a pour objet la réception des prestations désignées ci-dessous :

- *Détail type de travaux + quantités/linéaires*

M. Procès-verbal des opérations préalables à la réception des ouvrages :

Je soussigné, Julien COUTURAS, technicien milieux aquatiques au sein du service GEMAPI, après avoir procédé à la réception des travaux sans réserve en présence du prestataire le

- ☐ en présence du propriétaire concerné par les travaux ;
- ☐ en présence de locataire (le cas échéant) ;
- ☐ en présence du maitre d'ouvrage ;

Après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires, constate que :

I. Les travaux et prestations prévus au cahier des charges :

- ☐ ont été exécutés et sont conformes aux spécifications du cahier des charges ;
- ☐ ont été exécutés, à l'exception de :

.....
.....
.....

II. Les installations de chantier :

- ☐ ont été repliées ;
- ☐ n'ont pas été repliées.

III. Les terrains et les lieux :

- ☐ ont été remis en état ;
- ☐ n'ont pas été remis en état :

.....
.....
.....

N. Décisions des parties :

Conformément à l'article 4 de la convention de travaux afférente, après réception des travaux, l'ensemble des parties, la Communauté de communes Pays Gentiane, l'exploitant (le cas échéant) et le propriétaire décident :

I. Que la date retenue, pour l'achèvement des travaux, est fixée au

II. Que la réception est prononcée :

- ☐ sans réserve
- ☐ sous réserve :

☐ de l'exécution des travaux et prestations, énumérées en F.I. avant le

☐ avec réserve :

☐ le prestataire doit remédier, avant le, aux imperfections et malfaçons suivantes :

.....
.....
.....

Toutefois, il est proposé que cette dernière réserve soit levée, si le prestataire de l'opération accepte une réfaction égale en prix de base à :€

☐ les installations de chantier doivent être repliées et les terrains et lieux doivent remis en état avant le

☐ les conditions de pose des équipement doivent être mises en conformité avec les spécifications des fournisseurs avant le

O. Signatures :

Signature du maître d'ouvrage

*Le Président,
CC Pays de Salers*
Pierre MENNESSON

Signature de la structure Chef de file

*Le Président,
Sumène Artense communauté*
Marc MAISONNEUVE

Signature des propriétaires des parcelles

*Le Président du
Conseil départemental du Cantal*

Bruno FAURE

Le Maire d'Anglards de Salers

François DESCOEUR

Signature de l'entreprise prestataire

Annexe 9

Définitions

Est défini comme suivi :

Une fois les travaux réalisés et réceptionnés par les trois parties signataires de la présente convention, le suivi démarre. Ce suivi consiste principalement à se rendre sur place de façon régulière notamment suite aux périodes de hautes eaux pour vérifier le maintien de la structure des travaux exécutés (tenue des piquets, reprise de la végétation...). Il sera effectué par la Communauté de Communes du Pays de Salers et Sumène Artense communauté durant la durée de la convention.

Est défini comme entretien courant :

L'entretien courant relève des obligations du/des propriétaire(s) riverain comme défini dans l'article L 215.14 du code de l'environnement qui stipule qu'il est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage, ou recépage de la végétation des rives.

L'enlèvement des éléments venant se déposer sur les aménagements (bois mort, ensablement...) relève également de l'entretien courant du propriétaire afin de maintenir la bonne fonctionnalité des aménagements.

Les articles L 211-7 et L 215-15 du code de l'environnement sous-entend qu'en cas de défaillance du/des propriétaire(s), la collectivité peut s'y substituer dans le cadre d'un plan d'actions groupées de restauration de cours d'eau déclaré d'intérêt général

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-31

Etude préalable aux travaux de renaturation du ruisseau de Montirin à Champs-sur-Tarentaine

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.211-7;

Vu la délibération n°14CG03-05 du Conseil Général en date du 27 juin 2014 approuvant le Schéma Départemental de gestion et de valorisation des Milieux Aquatiques (SDMA) et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur sa déclinaison opérationnelle ;

Vu la délibération n°21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 validant l'évolution des dispositifs techniques et financiers du Schéma Départemental de gestion et de valorisation des Milieux Aquatiques (SDMA) pour la période 2021-2024 ;

- **ATTRIBUE** à Sumène-Artense Communauté une subvention de 6 768 € en soutien à la réalisation de l'étude en vue de la renaturation du ruisseau de Montirin à Champs-sur-Tarentaine.

Cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204 fonction 78 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-32

**Convention relative à la réalisation de travaux de mise en conformité des réseaux
d'assainissement entre la Commune de Ydes et le Département du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Alain DELAGE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités ;

- **APPROUVE** les termes de la convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif entre le Département et la Commune de Ydes, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Mairie de YDES
10 place Georges Pompidou
15210 YDES



COMMUNE DE YDES

-

DEPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION TRAVAUX

N°.....

MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE YDES

Convention pour la réalisation des travaux de mise en conformité des
branchements particuliers sous maîtrise d'ouvrage collective

IDENTIFICATION DES PARTIES :

Entre :

La Commune de Ydes, sise 10 place Georges Pompidou – 15210 Ydes, représentée par Monsieur le Maire, spécialement autorisée à l'effet des présentes en vertu de délibération du 27 septembre 2024 ;

Ci-après désigné « **Commune** »

Et

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta – 15015 AURILLAC, représenté par son président Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité en vertu d'une délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 27 septembre 2024 ;

Ci-après désigné « **Le Propriétaire** »

Agissant en qualité de propriétaire du bâtiment suivant :

Commune : YDES (15210)

Section : C

Parcelle : n°468

Nombre d'habitation(s) :

OCCUPANT (si différent du propriétaire)

Nom, Prénom:.....

Adresse – Ville :

Code Postal :

NOTA BENE :

- Dans l'hypothèse d'un logement locatif, le Propriétaire s'engage à faire connaître à ses locataires les obligations liées à la présente convention.
- De même, en cas de vente de la propriété, le Propriétaire s'engage à faire connaître aux futurs acquéreurs les mêmes obligations

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières de réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif (partie privative située entre le collège et la boîte de branchement).

ARTICLE 2 : PRISE EN CHARGE DES TRAVAUX

2.1 Consistance

Les travaux de mise en conformité des branchements d'assainissement ont été définis par le bureau d'études ALTEREO en privilégiant le caractère économique pour minimiser les dépenses dans les propriétés privées.

Les travaux préconisés sont représentés sur les plans de principe annexés à la convention.

Dans le cadre de l'opération d'aménagement et reprise des réseaux de la rue Victor Hugo, le Propriétaire confie à la Commune la réalisation des travaux et prestations suivantes :

- Réalisation d'un constat d'huissier sur la propriété ;
- Vidange, rebouchage ou destruction des ouvrages d'assainissement non collectif (fosses septiques, séparateur à graisses, pré-filtre...) ;
- Réseaux de collecte entre les sorties d'eaux usées de l'habitation et la boîte de branchement placée en limite séparative de la propriété privée et du domaine public comprenant la découpe puis la destruction des revêtements de surface, le terrassement en tranchée, l'évacuation des déblais, la fourniture et pose des canalisations et des regards de visite, le remblaiement de la tranchée jusqu'au niveau du terrain naturel ; la traversée du mur de l'habitation si besoin ;
- Si nécessaire, la pose d'un poste de refoulement individuel comprenant le terrassement, l'évacuation des déblais la fourniture et la pose du poste de refoulement, le raccordement électrique, le remblaiement de la fouille jusqu'au niveau du terrain naturel ;
- Si nécessaire, les interventions relatives à la collecte et au raccordement des eaux pluviales sur le réseau d'assainissement pluvial de la Commune ;
- Le suivi des travaux par un Bureau d'Etudes choisi par la Commune - ALTEREO ;
- Les contrôles de réception des travaux : tests à fumée, test au colorant, contrôle visuel et déconnexion et nettoyage des anciens ouvrages de traitement non collectif.

Au terme de leur réalisation, les ouvrages ainsi réalisés seront propriété du Propriétaire.

2.2 Exclusions

Ne sont pas compris dans les travaux objet de la présente convention les interventions suivantes :

- Toutes interventions sur les installations intérieures au logement ;
- Toutes interventions sur un ouvrage d'assainissement situé sous une construction ;
- Les travaux de percement de toitures ;
- Les travaux de collecte des eaux pluviales - sauf cas particulier s'ils permettent la mise aux normes du branchement d'eaux usées.

2.3 Travaux à la charge du propriétaire

Tous les travaux ci-dessus exclus au 2.2 ainsi que tous travaux non répertoriés au 2.1 que le Propriétaire commanderait à l'entreprise devront faire l'objet d'une facturation distincte au propriétaire. La Commune devra être destinataire d'un exemplaire de cette facture pour information.

ARTICLE 3 : EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux, leurs suivis et leurs contrôles seront effectués par des entreprises qualifiées, choisies par la Commune suivant un programme préétabli pour causer le minimum de gêne aux particuliers chez lesquels lesdits travaux sont effectués.

En conséquence, la Commune pourra faire pénétrer dans la propriété concernée par la présente convention les prestataires dûment accrédités en vue de la construction, de la surveillance et du contrôle des ouvrages ci-dessus

définis.

Afin de ne pas gêner la réalisation des travaux, le Propriétaire s'engage à dégager ou à faire dégager les lieux d'implantation des futurs ouvrages ainsi que les accès à ceux-ci, de tout élément matériel, matériaux ou construction légère. En cas d'obligation d'accès par une propriété riveraine, le Propriétaire s'engage à demander les autorisations nécessaires.

ARTICLE 4 : LIMITE PRIVATIVE DES TRAVAUX

Conformément aux termes de l'article 2 et sauf cas exceptionnel, les travaux de recherche et de mise en œuvre s'arrêtent en pied de mur à l'extérieur de l'immeuble à assainir et ceci pour chaque sortie d'eaux usées. Les travaux intérieurs restent donc à la charge financière et technique exclusive du Propriétaire.

ARTICLE 5 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera réalisé lors du piquetage des travaux en présence du Propriétaire, de la Commune, de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et du maître d'œuvre. En complément, un constat d'huissier sera réalisé avant l'engagement des travaux.

Toutes malfaçons de plomberie propre au collège et notamment l'absence de siphons ou de ventilation primaire pouvant être responsables d'odeurs intérieures ne peuvent en aucun cas être imputables aux travaux objet de la présente convention.

La réception des travaux s'effectuera en présence du Propriétaire, de la Commune, de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et du maître d'œuvre.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS

Le Propriétaire s'oblige, tant pour lui-même que pour un locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages, en particulier à ne rejeter dans les installations que des eaux usées domestiques autorisées par le code de la santé publique et notamment le règlement d'assainissement, à exclure tout rejet d'eaux pluviales, à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager ces ouvrages.

En tout état de cause, tout dommage causé par le Propriétaire aux ouvrages objet de la présente convention relève, à compter du terme des travaux de sa responsabilité exclusive.

ARTICLE 7 : INTERVENTION SUR DOMAINE PRIVE

La réalisation des travaux n'ouvrira droit au profit du Propriétaire à aucune indemnité de la part de la Commune.

Le propriétaire autorise les intervenants à la réalisation de l'installation (entreprises, maîtres d'œuvre...) à entrer dans sa propriété aux fins d'exécution de la présente convention jusqu'à réception définitive des ouvrages et levée des dernières réserves.

ARTICLE 8 : PARTICIPATION FINANCIERE AU TRAVAUX

Les travaux d'assainissement sont financés à hauteur de 50% du montant HT des travaux par subventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne. C'est la Commune qui porte la réalisation, fait l'avance du paiement à l'entreprise et perçoit les subventions qu'elle a obtenues pour le compte des propriétaires le cas échéant.

Le montant résiduel qui vous sera refacturé par la Commune est établi à **38 468,50 € TTC** pour un montant travaux de **65 946,00 € TTC**.

ARTICLE 9 : ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Le Propriétaire s'engage à assurer l'entretien de son raccordement dans les règles de l'art. Les travaux d'extension de renouvellement des ouvrages de raccordement seront à la charge exclusive du Propriétaire.

Dans le cas où l'implantation d'un poste de refoulement serait nécessaire, le renouvellement du matériel et la consommation électrique seront à la charge exclusive du Propriétaire.

ARTICLE 10 : DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa notification au propriétaire. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

Au terme de cette durée, le propriétaire reste seul responsable des ouvrages situés en domaine privé, au-delà du regard de visite du branchement. La validité de la convention est liée à l'accord de financement par l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

ARTICLE 11 : MODIFICATION OU RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification à apporter à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant emportant l'accorde des parties (Maître d'Ouvrage et propriétaire).

La présente convention peut être résiliée en cas de manquement d'une des parties à l'une des obligations lui incombant. Cette résiliation sera précédée d'un délai de préavis de droit commun de 3 mois avec accusé de réception afin de permettre à la partie défaillante de prendre toute disposition nécessaire avant la résiliation effective de la convention.

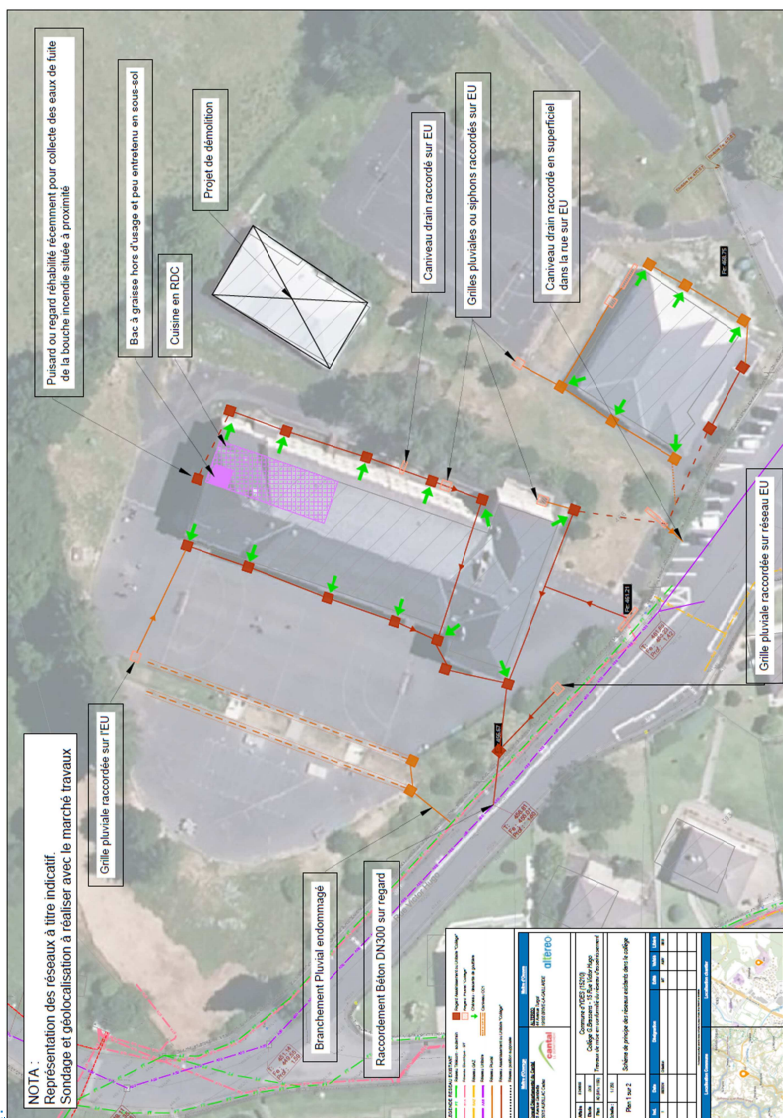
ARTICLE 12 : RESILIATION DE PLEIN DROIT

La présente convention sera résiliée de plein droit dans le cas de non attribution de la subvention mentionnée à l'article 8. En cas de litige, Le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand sera seul compétent.

Fait en 3 exemplaires,

A..... le.....

	Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »
Pour la commune, Monsieur le Maire,	
Le propriétaire (Nom et Prénom),	
L'occupant (Nom et Prénom),	



[illegible]

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-33

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

- **ATTRIBUE** au titre de la répartition 2024 du Fonds Commun des Services d'hébergement les subventions inscrites dans le tableau ci-après :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège Georges Bataille Riom-ès-Montagnes	réparation d'un four	1 792,20 €	1 255 €
	réparation d'un bain marie	802,80 €	562 €
Collège Maurice Peschaud Allanche	réparation d'un appareil de maintien au chaud	1 667,04 €	1 167 €
	achat d'un mixeur presse purée	1 042,80 €	730 €
Collège Henri Mondor Saint-Cernin	réparation d'un lave-vaisselle	822,60 €	576 €
	réparation d'une sauteuse	1 920,60 €	1 344 €

Collège de la Ponétie Aurillac	réparation d'une sauteuse	2 010,60 €	1 407 €
TOTAL			7 041 €

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-34

Mise à la réforme du matériel appartenant au Département

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.321-1 à L.321-38 du Code de commerce ;

Vu l'article R3211-41 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°24CP03-44 de la Commission Permanente du Conseil départemental autorisant Monsieur le Président du Conseil départemental à remettre les biens mobiliers réformés pour leur mise en vente aux enchères par les Domaines sur leur site dédié ;

- **APPROUVE** la liste du matériel à mettre à la réforme conformément à la proposition jointe en annexe de la présente délibération

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à organiser la vente selon la procédure en vigueur dans la Collectivité.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MISE A LA REFORME DE MATERIEL

MISE A LA REFORME DU MATERIEL

N sur parc	TYPE DE MATERIEL	MARQUE ET TYPE	IMMAT.	MISE EN SERVICE	Km non garantie	Lieu de dépôt	Valeur estimée	vente via
3	VLU	PEUGEOT BIPPER 1,3HDI 75	DK478DV	17/09/2014	250 000	4 CHEMINS	150 €	Enchères domaines
4	VLU	CITROEN BERLINGO	1758 HS 15	20/10/2004	250 000	4 CHEMINS	300 €	Enchères domaines
5	Fg/benne	IVECO DAILY 6T5 DC	AP945FL	31/07/2006	260 000	4 CHEMINS	800 €	Enchères domaines
6	PL/REPADEUSE	MAN T46PNS 32T 8X4 + REPADEUSE RINCHEVAL HELIOS EPA560-4001	BT301FS	25/04/2002	10000H	4 CHEMINS	18 000 €	Enchères domaines
7	PELLE A PNEUS	TEREX TW 85	E2007	28/10/2008	12000H	4 CHEMINS	1 000 €	Enchères domaines
8	PL 19T 4X4	MERCEDES ATEGO B1828AKN39C	CZ925KH	21/11/2001	10000H	4 CHEMINS	1 000 €	Enchères domaines
9	VL	TOYOTA YARIS	844HW15	10/08/2006	250 000	4 CHEMINS	300 €	Enchères domaines
10	VL	RENAULT CLIO III D	AE576QT	03/11/2009	250 000	4 CHEMINS	300 €	Enchères domaines
11	VLU	OPEL COMBO	731HV15	28/12/2005	210000	4 CHEMINS	300 €	Enchères domaines
12	VLU	PEUGEOT BIPPER 1,3HDI 75	DJ036NT	22/08/2014	230000	4 CHEMINS	300 €	Enchères domaines
13	PATA	Point à temps amovible SECMAR 3000L + RAMPE	E1786	07/06/2004		4 CHEMINS	300 €	Enchères domaines
14	SAL	Saleuse LEBON boui/sel 6m3	E1592	09/11/2001		4 CHEMINS	150 €	Enchères domaines
15	SAL	Saleuse LEBON tapis 5m3	D2053	01/11/2006		4 CHEMINS	150 €	Enchères domaines
16	SAL	Saleuse LEBON tapis 4m3	D1768	04/11/1999		4 CHEMINS	150 €	Enchères domaines
17	SAL	Saleuse SICOMETAL VIS 4m3	D1935	02/03/2005		4 CHEMINS	150 €	Enchères domaines
18	SAL	Saleuse LEBON TAPIS 3m3	D1792	20/09/2000		4 CHEMINS	150 €	Enchères domaines
19	MAP	Machine A Peinture AIRLESS TRASSAR 131	D1465	17/05/1989		Régie Aurillac	150 €	Enchères domaines
20	PL	MERCEDES ATEGO 15T	9818HX15	27/09/2007	14000H	CRD PLEAUX	1 500 €	Enchères domaines
21	TRACTEUR+EPAREUSE	MASSEY FERGUSON 6445 + SMA LYNX 2153	2359JA15 + D1997	09/02/2009	12500H	CRD ST FLOUR	1 500 €	Enchères domaines
22	VLU	RENAULT KANGOO 1,5DCI 85	AN341EB	22/09/2008	230 000	4 CHEMINS	300 €	Enchères domaines
23	ECRAN DE PROJECTION	ORAY - GFO classement-feu M1	SERIE 000 006	2011	Poids : 128/180 kg Largeur : 5 mètres Longueur : 3 mètres	HDD	900 €	Enchères domaines

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-35

Convention de mise à disposition de locaux entre le Département du Cantal et l'Association des Maires du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition de locaux en faveur de l'Association des Maires du Cantal, à titre gracieux pour une durée d'un an reconductible tacitement, d'un bureau au sein de l'Hôtel du Département du Cantal dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL
ET L'ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 27 septembre 2024 ;

Ci-après dénommée « le Département »

D'une part,

Et,

L'ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL (AMF 15), sise 28 Avenue Gambetta - 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Christian MONTIN, agissant en qualité et habilitée à cet effet ;

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'occupation de locaux appartenant au Département du Cantal. Elle précise notamment les droits et les obligations des signataires bénéficiaires de la jouissance des lieux.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition de l'Association AMF15 un bureau ainsi que l'usage des sanitaires, se trouvant à l'Hôtel du Département, sis 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC :

- Bureau n°416, Aile A

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Les locaux mis à disposition de l'association AMF sont à l'usage exclusif de cette dernière dans le cadre de l'exercice de ces missions.

Le bénéficiaire informera l'accueil des personnes reçues et assurera la sécurité de cet accueil.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité des bénéficiaires, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit (occupation des locaux, électricité, eau, téléphone, internet, ménage).

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire.

La responsabilité du bénéficiaire sera engagée en cas de dommages aux biens ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par leur personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 1er octobre 2024 pour une durée d'un an. Elle se renouvellera par tacite reconduction.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Pour L'Association des Maires du Cantal,
Le Président

Bruno FAURE

Christian MONTIN

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP07-36

Transfert de garantie d'emprunt au bénéfice de l'Association Centre les Bruyères à Paulhenc

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 30 août 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

Conformément à cette délégation, il est demandé de statuer sur la demande de garantie partielle du Département, à hauteur de 50 %, soit une garantie de 2 813 522,39 € pour un emprunt total de 5 627 044,77 € à contracter par l'association Le Centre Les Bruyères à Paulhenc auprès du Crédit Agricole ;

Compte tenu des ratios financiers, la garantie partielle du Département pourrait être accordée au profit de cette opération ;

Considérant la délibération n°15CP07-03 du 18 septembre 2015 accordant une garantie d'emprunt à hauteur de 1 500 000 € sur le prêt n° 00001027516 auprès du Crédit Agricole au bénéfice de l'association Française Rolleville Devèze Buers (FRDB) ayant son siège social, 3 impasse des Sœurs 69100 Villeurbanne ;

Considérant la délibération n°16CP01-08 du 29 janvier 2016 accordant une garantie d'emprunt à hauteur de 800 000 € sur le prêt n° 00001027647 auprès du Crédit Agricole au bénéfice de l'association Française Rolleville Devèze Buers (FRDB) ayant son siège social, 3 impasse des Sœurs 69100 Villeurbanne ;

Considérant la délibération n°19CP08-05 du 29 novembre 2019 accordant une garantie d'emprunt à hauteur de 1 350 000 € sur le prêt n° 00002794946 auprès du Crédit Agricole au bénéfice de l'association Française Rolleville Devèze Buers (FRDB) ayant son siège social, 3 impasse des Sœurs 69100 Villeurbanne ;

Considérant que l'association les Bruyères, gestionnaire du Centre Les Bruyères, va recevoir l'ensemble des biens immobiliers relatifs au Centre Les Bruyères de la part de l'association FRDB actuellement propriétaire des locaux ;

Considérant que l'Association FRDB va être dissoute (les membres de la congrégation n'étant plus suffisamment nombreux) et propose de réaliser un apport à l'association les Bruyères, sans contrepartie financière, à compter du 1^{er} janvier 2025. Ce transfert de propriété n'engendrera aucun surcoût pour l'association Les Bruyères ;

Considérant qu'un acte notarié, actant le transfert de propriété, va être signé en ce sens en novembre 2024 avec pour prise d'effet le 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant l'accord écrit actant le transfert des lignes de prêts énoncés précédemment par le Crédit Agricole le 6 septembre 2024 ;

Considérant la demande formulée par l'association Centre Les Bruyères, la Devèze, 15230 Paulhenc du 28 mars 2024, tendant à obtenir le transfert du bénéfice de ces garanties d'emprunt ;

Considérant la validation du plan pluriannuel d'investissements par le Pôle Solidarité du Département ;

- **DECIDE** de transférer les garanties d'emprunt accordées à l'association Française Rolleville Devèze Buers (FRDB) ayant son siège social, 3 impasse des Sœurs 69100 Villeurbanne dès lors qu'elle sera dissoute au profit de l'association Centre Les Bruyères, La Devèze, 15230 Paulhenc reprenneur du patrimoine.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement des prêts suivants :

Numéro de crédit	Etablissement bancaire	Catégorie	Montant Initial	Année de réalisation	Durée en mois	Capital restant dû au 31/08/2024	Capital restant dû au 01/01/2025	Échéance du prêt	Taux d'intérêt
00001027516	Crédit Agricole	PLS	3 000 000	2017	360	2 425 000,00	2 375 000,00	10/11/2048	Livret A + 1,11%
00001027647	Crédit Agricole	MLT	1 600 000	2109	237	1 149 146,95	1 110 842,05	10/07/2039	2,60%
00002794946	Crédit Agricole	MLT	2 700 000	2020	240	2 197 848,27	2 141 202,72	05/10/2040	0,75%
						5 771 995,22	5 627 044,77		

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée restante des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Le capital total restant dû à prise d'effet le 1^{er} janvier 2025 est de 5 627 044,77 €.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre le Centre le Bruyères et le Département pour le prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole et l'emprunteur dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

ASSOCIATION LE CENTRE LES BRUYERES

5 627 044,77 euros, soit un montant garanti de 2 813 522,39 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 27 septembre 2024,

Et le CENTRE LES BRUYERES, dont le siège est à la Devèze, 15230 PAULHENC, représenté par Madame La Directrice,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 27 septembre 2024, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour les emprunts ci-dessous, dont le capital restant dû sera de 5 627 044,77 € au 1^{er} janvier 2025.

Numéro de crédit	Etablissement bancaire	Catégorie	Montant Initial	Année de réalisation	Durée en mois	Capital restant dû au 31/09/2024	Capital restant dû au 01/01/2025	Échéance du prêt	Taux d'intérêt
00001027516	Crédit Agricole	PLS	3 000 000	2017	360	2 425 000,00	2 375 000,00	10/11/2048	Livret A + 1,11%
00001027647	Crédit Agricole	MLT	1 600 000	2109	237	1 149 146,95	1 110 842,05	10/07/2039	2,60%
00002794946	Crédit Agricole	MLT	2 700 000	2020	240	2 197 848,27	2 141 202,72	05/10/2040	0,75%
						5 771 995,22	5 627 044,77		

Les emprunts initialement contractés par l'Association Française Rolleville Devèze Buers (F.R.D.B.) seront transférés à l'association Le Centre Les Bruyères qui en deviendra bénéficiaire, suite au projet d'apport de biens à son profit, soit une garantie portant sur la somme en principal de 2 813 522,39 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si le Centre Les Bruyères ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par le Centre Les Bruyères aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures du Centre Les Bruyères.

Le Centre Les Bruyères s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, le Centre Les Bruyères adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LA DIRECTRICE DU CENTRE LES BRUYERES LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Audrey FERRAND

Bruno FAURE